

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 JUIN 1928.

Projet de loi modifiant la législation concernant les impôts sur les revenus (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PUSSEMIER

MESSIEURS,

Votre Commission croit devoir immédiatement vous avertir que si une partie des articles du projet de loi ont trouvé une majorité pour en proposer l'adoption, l'ensemble des textes n'a recueilli au scrutin final que 12 votes favorables et 12 votes négatifs; le projet de loi n'a donc pas été adopté par la Commission.

L'examen des articles du projet de loi a été précédé ou accompagné d'observations sur les principes fondamentaux de la législation organique des impôts sur les revenus.

En voici le résumé :

I.

Quand vous avez décidé, en 1927, la péréquation de la supertaxe et celle des « minimas exonérés » (3), le Gouvernement a déclaré qu'il vous proposerait une péréquation de la taxe professionnelle (4).

L'ajustement de cet impôt cédulaire à la valeur actuelle des revenus qu'il grève, exigeait la révision d'un seul article des lois organiques (5), celle de l'article 35.

(1) Projet de loi, n° 286 (1926-1927)

(2) La Commission, présidée par M. Hallet, était composée de :

1° des membres de la Commission des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Hallet, président; Pussemier, vice-président; Carlier et David, secrétaires; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.) en Wauwermans.

2° des membres nommés par les sections : MM. Drion, Brassinne, Bouchery, Troclet, Uytroever, Poncet.

(3) Réalisée par la loi du 20 avril 1927.

(4) Session 1926-1927. Chambre des Représentants, *Annales*, p. 1056. MM. Buyl et Kreglinger avaient proposé une péréquation de la taxe professionnelle; un amendement ne fut pas adopté. (p. 1162) M. le Ministre des Finances ayant déclaré vouloir présenter un projet de loi revisant l'article 35 des lois organiques.

(5) Le texte coordonné des lois organiques dont il a été fait usage est celui qui a été arrêté par l'arrêté royal du 8 janvier 1926.

M. le Ministre des Finances a cependant accepté de vous transmettre des suggestions qui lui ont été adressées, soit par l'Administration, soit par la Commission des simplifications.

L'importance du projet de loi dont vous êtes saisis dépasse donc celle du projet qui vous fut annoncé en 1927, car vous examinerez s'il est opportun :

- 1° de définir le revenu cadastral des propriétés boisées ;
- 2° d'encourager le défrichement des terres vaines et vagues en exonérant temporairement de l'impôt foncier la plus-value donnée à la terre inculte ;
- 3° de rémunérer le travail personnel et effectif fourni par le chef d'une entreprise en décidant qu'une taxe professionnelle, assise sur le salaire normal qui revient à l'exploitant, sera levée avant que soit établie la taxe mobilière due sur le bénéfice produit par le capital investi ;
- 4° d'admettre que le montant des capitaux investis dans les entreprises, ainsi que celui des bénéfices imposables soient forfaitairement fixés ;
- 5° d'ordonner le paiement anticipé d'une quotité de l'impôt ;
- 6° de modifier des dispositions accessoires de la loi organique.

En résumé, trois modifications importantes des textes appliqués sont suggérées : la péréquation de la taxe professionnelle ; l'octroi d'une rémunération aux chefs d'entreprises et une plus large application du « forfait ».

II.

Le projet n'avait pas soulevé, en 1927, de vifs débats dans vos sections ; il fut peu critiqué et il a recueilli l'adhésion de tous les membres qui assistèrent aux séances (1).

III.

Votre Commission a, au contraire, longuement discuté le projet. Un membre a, dès la première séance, acté que le vote des textes proposés modifierait pour la treizième fois ceux qui furent promulgués le 29 octobre 1919 (2). Le fait n'a pas été relevé pour réouvrir des débats antérieurs. Les besoins du Trésor et ceux des administrations provinciales ou locales ont impérieusement dicté des résolutions. Mais notre collègue a voulu rappeler que ces besoins, révélés à l'improviste, n'ont guère permis la recherche de solutions corrigeant les imperfections inévitables d'un régime fiscal nouveau. Des formules trop hâtivement arrêtées ont dû être soumises au Parlement. Notre collègue a voulu, après la stabilisation, vérifier si les impôts qui sont levés, et ceux qui seront levés après le vote éventuel du projet de loi, grèvent les revenus divers de charges dont les taux respectifs sont aussi équilibrés que ceux inscrits dans les lois promulguées en 1919 et 1920.

Votre Commission lui a permis de publier les graphiques résumant ses recherches.

(1) Ainsi, en première section, un membre demanda que le revenu cadastral des immeubles occupés par leurs propriétairesse rapprochât du revenu réel que ces immeubles pouvaient donner ; en quatrième section, les textes proposés firent l'objet de simples réserves ; en cinquième section, un membre jugea les simplifications proposées insuffisantes ; un autre membre déclara « le forfait » discutable ; un autre membre encore demanda le paiement anticipatif de 75 p. c. du montant annuel des divers impôts.

(2) Lois des 3 août 1920, 30 décembre 1920, 20 août 1921, 26 juin 1922, 12 juillet 1922, 16 juillet 1922, 28 mars 1923, 28 février 1924, 17 mars 1925, 8 août 1925, 24 décembre 1925, 31 décembre 1926, 20 avril 1927.

Ces graphiques, et la note qui les explique, forment la première annexe du rapport.

L'auteur des documents n'a pas demandé à votre Commission de se prononcer sur les considérations qu'il a présentées.

Il a relevé le taux des charges établies depuis 1920 jusqu'en 1927 sur des revenus immobiliers, mobiliers, ou procurés soit par le travail, soit par un capital investi dans une entreprise, représentant la même valeur *réelle* depuis 1920 jusqu'en 1927 pour constater, en son nom personnel, notamment :

1° que les taxes cédulaires assises sur les revenus produits par le travail ne sont pas sensiblement plus lourdes en 1927 qu'elles ne l'étaient en 1920, tandis que les autres taxes cédulaires ont été augmentées. Un principe fondamental d'une bonne législation fiscale n'a donc pas été transgressé ;

2° que les additionnels et la taxe de voirie grèvent plus lourdement le revenu foncier que les autres impôts cédulaires qui seraient frappés de tous les additionnels autorisés ;

3° que la supertaxe double la charge déjà établie par les impôts cédulaires et les additionnels quand elle est levée sur des revenus dont la valeur réelle est cependant encore peu importante.

Notre collègue estimait que les réductions de charges proposées étaient, en général, justifiées, mais que la péréquation de la taxe professionnelle suggérée par le Gouvernement était excessive.

IV.

Des membres de votre Commission spéciale ont voulu compléter la documentation générale qui vous aurait été adressée.

Ils ont relevé les faits suivants : 1° une indication de la valeur-or du franc belge depuis 1920 jusqu'en 1927 ne se rencontrait pas dans les documents soumis à la Commission ; 2° le projet de loi réduisait trop exclusivement les charges imposées aux contribuables aisés ; 3° la péréquation antérieure de la supertaxe et celle des minimas exonérés avait exclusivement favorisé les détenteurs de revenus importants ; 4° évalués en francs-or, les minimas exonérés depuis 1927 ne correspondaient pas à la valeur-or des minimas inscrits dans les textes promulgués le 29 octobre 1919.

Résumant ses observations et celles de ses amis, un membre a demandé des graphiques montrant :

- « a) Les fluctuations de la valeur du franc ;
- » b) Les fluctuations des nombres de francs exonérés :
 - » 1. de la taxe professionnelle ;
 - » 2. de la supertaxe.
- » c) Les fluctuations des nombres de francs à payer par des revenus de :
 - » 1. minimum frappé ;
 - » 2. 10,000 francs ;
 - » 3. 20,000 francs ;
 - » 4. 50,000 francs ;
 - » 5. 100,000 francs ;
 - » 6. 200,000 francs ;
 - » 7. 1 million.

» Pour les années 1920 à 1927 inclusivement, par :

- » 1. Un célibataire ;
- » 2. Un ménage, deux enfants ;
- » 3. Un ménage, trois enfants, etc., etc. »

Les documents dont la publication a été sollicitée ont été réunis dans l'annexe II du rapport (1) ; les conclusions qui se dégagent de ces documents ont été développées à l'occasion de l'examen des articles relatifs au forfait et la péréquation.

V.

Des membres de votre Commission ont, enfin, demandé si les dépenses nouvelles décidées depuis la promulgation du budget des voies et moyens permettaient encore le vote des réformes proposées par le projet de loi, et, dans l'affirmative, si la réduction des taxes de transmission et des taxes de luxe ne devait pas précéder celle du taux des impôts cédulaires. M. le Ministre des Finances ayant exposé à votre Commission la nécessité de maintenir en général notre système d'impôts tant que fonctionnera le fonds d'amortissement, et celle de réduire la taxe de transmission dans des cas déterminés (2), le débat sur la seconde des questions qui furent posées n'a plus été poursuivi.

Résumant la réponse qu'il donna à la première question, M. Houtart a fait parvenir à votre rapporteur la lettre suivante :

(1) Les imprimeries ne possédant pas le matériel requis, il n'a été tracé qu'un graphique, celui qui indique les fluctuations des minima de revenus, exonérés de la taxe professionnelle et de la supertaxe dans les localités dont la population n'atteint pas 5,000 habitants.

Des tableaux reproduisent tous les chiffres qui eussent permis le tracé de tous les autres graphiques demandés.

(2) Les arrêtés royaux suivants ont, depuis la péréquation de la supertaxe, modifié le taux de la taxe de transmission ou de la taxe de luxe.

a) L'arrêté royal du 16 novembre 1927 établissant une taxe unique et forfaitaire sur les transmissions de la plupart des denrées coloniales et alimentaires ;

b) L'arrêté royal du 24 décembre 1927 modifiant : 1) le taux et le mode de perception de la taxe de transmission, frappant les déchets de matières textiles ; 2) rétablissant l'exonération de la taxe de transmission prévue par l'article 23 des lois coordonnées, en ce qui concerne l'exportation du charbon, des agglomérés de houille et du coke ; 3) étendant, quant aux factures relatives à des grains ou à des graines oléagineuses importés par mer, l'immunité d'impôt accordée par l'arrêté royal du 5 avril 1927 ;

c) L'arrêté royal du 16 janvier modifiant le mode de perception de la taxe de séjour et de consommation dans les hôtels, restaurants et pâtisseries ;

d) L'arrêté royal du 14 février 1929 rétablissant, en faveur des raisins et des chicorées dites « Witloof », l'exonération de la taxe de transmission prévue par l'article 23 des lois coordonnées ;

e) Les arrêtés royaux des 16 et 17 mars 1928 modifiant la réglementation en matière de taxe de transmission en ce qui concerne les fers..., aciers..., poutrelles..., tôles de fer ou d'acier...

f) L'arrêté royal du 22 mai 1928 modifiant de nombreuses dispositions de la législation et des règlements concernant les taxes assimilées au timbre en ce qui concerne divers produits agricoles ;

g) L'arrêté royal du 4 juin 1928 relevant les minimum d'exonération de la taxe de 10 p. c. sur les dépenses de séjour et de consommation dans les hôtels et restaurants.

Bruxelles, le 24 mai 1928.

MON CHER REPRÉSENTANT,

Par ma lettre du 24 février dernier (1), j'ai eu l'honneur de vous indiquer les faits, qui, depuis l'élaboration du budget de 1928, étaient venus modifier les prévisions primitives.

Depuis la rédaction de cette réponse, des faits nouveaux sont venus affecter les éléments qui en forment la base. Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après l'exposé de la situation telle qu'elle se présente actuellement.

I. RECETTES.

A. DIMINUTIONS.

a) Une première diminution doit être prévue du fait de l'abandon de la taxe spéciale sur le montant brut des salaires payés par les industriels et les commerçants. Le projet de budget fixait cette recette à fr.	15,000,000
b) La péréquation des traitements et pensions entraîne pour la Société Nationale des Chemins de fer des charges supplémentaires qui entraîneront pour l'État une diminution de recettes qu'on peut fixer approximativement à fr.	200,000,000
Fr.	215,000,000

(1) Voici le texte de cette lettre:

Bruxelles, le 24 février 1928.

Mon cher Représentant,

Par votre lettre du 23 février, vous voulez bien me faire part du désir de la Commission des Finances de connaître les faits qui, depuis l'élaboration du Budget de 1928, sont venus modifier les prévisions qui en forment la base.

Je m'empresse de déférer à ce désir.

I. — RECETTES.

A. — DIMINUTIONS.

a) Une première diminution doit être prévue du fait de l'abandon de la taxe spéciale sur le montant brut des salaires payés par les industriels et les commerçants. Le projet de budget fixait cette recette à fr.	15,000,000
b) Dans le domaine de la taxe de transmission et en dehors des dégrèvements, dont il est fait état dans l'exposé général du Budget, d'autres dégrèvements ont été consentis dont l'importance peut être arbitré à ,	10,000,000
c) Autres dégrèvements de la taxe de transmission réclamés par l'industrie	50,000,000
d) La péréquation des traitements et pensions entraîne, pour la Société nationale des Chemins de fer, des charges supplémentaires qui entraîneront pour l'Etat une diminution de recettes, qu'on peut fixer approximativement à	150,000,000
Total. . .	225,000,000

B. — AUGMENTATIONS.

a) D'après les constatations les plus récentes, on peut escompter une plus-value de , fr.	90,000,000
b) On peut prévoir que la recette à effectuer du chef des droits de timbre et des taxes assimilées, dépassera la prévision de	240,000,000
Total. . .	330,000,000

B. AUGMENTATIONS.

a) D'après les constatations les plus récentes, on peut escompter sur l'ensemble des impôts sur le revenu une plus-value de fr.	90,000,000
b) Les droits de douane, accise et taxes de consommation seront, suivant toutes probabilités, en plus-value de fr.	125,000,000
c) On peut prévoir que la recette à effectuer du chef des droits d'enregistrement, successions, timbre et taxe de transmission, malgré les dégrèvements consentis en matière de taxe de transmission et dont il a été fait état dans la lettre du 24 février, dépassera la prévision de fr.	354,000,000
d) La recette du chef des remboursements par les provinces et les communes de leur part dans les pensions des instituteurs sera supérieure aux prévisions de fr.	29,000,000
	fr. 598,000,000
Plus-value des recettes. fr.	383,000,000

II. DÉPENSES.

a) Les amendements apportés aux projets de budgets depuis leur dépôt ont amené une augmentation de dépenses de . . fr.	66,000,000
b) Évaluation approximative de la péréquation des pensions : 140 millions; soit pour six mois. fr.	70,000,000
c) La péréquation des traitements coûtera approximativement	

d'où une augmentation de recettes de , 105,000,000
 Plus-value de recettes: 105,000,000.

II. — DÉPENSES.

a) Évaluation approximative du coût de la péréquation des pensions . .	100,000,000
b) Le maintien de l'indemnité de résidence dans l'agglomération bruxelloise et le rétablissement familial pour les deux premiers enfants entraînent dans les charges de la péréquation des traitements un supplément de . . .	20,000,000
Toutefois, on évalue, qu'au service des régies les frais totaux de la péréquation n'atteindront que 32,000,000 au lieu des 45,000,000 qui sont prévus au budget, d'où une économie de	13,000,000
	7,000,000
Augmentation des dépenses	107,000,000

Augmentation nette des dépenses: 2,000,000.

Il résulte de ce qui précède, que le boni de 80,000,000 fr. accusé par l'exposé général du Budget, ne se trouve pas sensiblement affecté par les faits nouveaux qui viennent d'être énumérés. Mais il est certain, ainsi que le signale l'exposé général, que le maintien de ce boni doit être regardé comme indispensable dans un budget qui comporte des recettes de 10,563 millions et des dépenses de 9,232 millions. Y porter atteinte, serait se mettre à la merci des moindres faits économiques.

Veuillez agréer, etc...

Signé: HOUTART.

(régies comprises pour 42 millions) 365 millions alors que l'on avait prévu $245 + 45 = 290$ millions ; il y aura donc de ce chef une augmentation de dépenses de fr. 95,000,000

d) Des crédits supplémentaires devront être demandés, savoir :

1. Pour parer à l'insuffisance des crédits de la Caisse Nationale des pensions de guerre fr.	60,000,000
2. Pour l'insuffisance des crédits des pensions civiles. . . fr.	28,000,000
3. Pour l'exécution de la loi instituant des mesures transitoires en matière de pensions. fr.	10,000,000
4. Pour l'insuffisance du crédit : frais de justice fr.	6,000,000
5. Pour divers fr.	20,000,000
6 Pour le paiement de la vie chère du mois de juin 1924 aux agents qui en ont été privés sans compensation (y compris les régies) fr.	15,000,000
	Fr. 139,000,000

En outre, on peut prévoir, sans toutefois rien pouvoir affirmer avec certitude, que du chef des pensions de vieillesse, les dépassements de crédits devront être envisagés

Ainsi qu'il se voit par l'exposé qui précède, le résultat final, tel qu'il a été indiqué dans la lettre du 24 février, n'est pas sensiblement affecté. Mais ainsi que je le faisais observer, le boni accusé par cet exposé doit être regardé comme indispensable dans un budget qui comporte des recettes de 10,563 millions et des dépenses de 9,282 millions. Y porter atteinte serait se mettre à la merci des moindres faits économiques. A la vérité, les chiffres de recettes indiqués ci-dessus sont ceux qui m'ont été fournis par les Directeurs Généraux des divers services compétents. Ils sont caractérisés par une très grande prudence. Personnellement, j'ai le sentiment et le ferme espoir que les prévisions seront dépassées. Mais, au point de vue de la responsabilité du Gouvernement et du Parlement, il n'est pas permis de s'écarter des chiffres fournis par les Administrations fiscales

Veuillez agréer, etc...

Signé : HOUTART.

SECONDE PARTIE**(Examen des articles du projet de loi.)****TITRE I des lois organiques.****Des impôts cédulaires sur les revenus.****CHAPITRE PREMIER****BASES DE L'IMPÔT.**

§ 2. — *De l'impôt sur le revenu des propriétés foncières ou contribution foncière.*

Article 1^{er} du projet de loi complétant l'article 5 des lois organiques

(Définition du revenu cadastral des propriétés boisées.)

I.

La loi organique décide que le revenu cadastral sur lequel la contribution foncière est assise est le revenu net annuel et réel donné par un immeuble à l'époque de l'imposition. « L'objet de l'impôt foncier est le revenu réel des immeubles », écrit M. Baillon dans son traité sur l'impôt foncier. Le revenu cadastral ne correspond à un revenu présumé que s'il se rapporte à un immeuble non loué ou anormalement loué. Dans ce cas, il est, en principe, déterminé en égard au revenu réel des immeubles de même nature et d'un rendement analogue. (1)

Or, le revenu cadastral des propriétés boisées comprend, dit l'Exposé des motifs, d'abord la rente du sol et ensuite une somme représentant une annuité de la valeur que les essences couvrant le sol seront présumées avoir à l'époque de leur maturité. (2)

(1) Articles 4, 5, de la loi organique. BAILLON, *L'Impôt foncier*, 1^{er} vol., in-12, p. 65.

(2) Nonobstant les changements successifs que la législature a apportés depuis l'origine du cadastre dans l'établissement des revenus cadastraux, les bois et les forêts ont toujours été imposés d'après le produit net moyen des coupes et la rente du sol. C'est aussi d'après ces principes qu'est actuellement établi le revenu cadastral des nouvelles propriétés boisées. L'adjonction de l'annuité à la rente était surtout requise depuis que la loi de 1919 a été promulguée, parce que l'impôt dû par le propriétaire dépasserait la quotité dont il est redevable, si la supertaxe, dont le taux est progressif, était levée à l'époque de la réalisation des bois, tandis que les sommes encaissées à ce moment sont constituées par des revenus annuels, depuis longtemps accumulés, mais dont on ne peut pas non plus déterminer annuellement l'importance.

Aussi les articles premier et 13 du projet de loi disposent-ils :

ARTICLE PREMIER.

L'article 5 est complété comme suit :

§ 5. — Le revenu cadastral des propriétés boisées est fixé par catégorie, en égard à celui des terres de qualité moyenne ou inférieure dans la commune ou région, sans

Cette détermination du revenu cadastral des propriétés boisées est vivement attaquée.

L'annuité est, dit-on, toujours arbitrairement évaluée. L'Exposé des motifs a rappelé comment la valeur acquise par un bois à l'époque de sa maturité est influencée par des événements qui varient pendant les années précédant les coupes : des maladies peuvent retarder le développement des arbres et des taillis ou diminuer leur valeur commerciale; celle-ci varie d'année en année et se modifie parfois considérablement entre la date de la plantation et celle de l'exploitation.

De plus, a-t-on ajouté, des principes fondamentaux de loi organique s'opposent à l'adjonction de l'annuité à la rente du sol. L'impôt foncier et la supertaxe sont, dans le cas envisagé, assis sur un revenu qui n'est pas réalisé ; or, les impôts cédulaires et la supertaxe ne sont levés que sur des revenus réalisés.

II.

Jugeant ces critiques fondées, le Gouvernement vous propose de décider : d'abord, que l'impôt foncier et la supertaxe seront désormais établis sur la rente du sol, et, en suite, que les taxes assises jusqu'ici sur l'annuité, seront remplacées par une taxe spéciale, qui sera perçue une fois pour toutes, au moment où se produiront soit les ventes, soit les coupes de bois.

III.

Des questions ont été adressées au Gouvernement par les membres de la Commission et par votre rapporteur.

Vous trouverez ici celles relatives à la définition nouvelle qui serait donnée du revenu cadastral des propriétés boisées ; vous trouverez sous l'article 13, les questions qui se rapportent aux conséquences fiscales de la définition proposée.

PREMIÈRE QUESTION.

L'article premier et l'art. 13 du projet combinés ne risquent-ils pas de faire entrer dans notre législation un principe contraire à celui sur lequel est étayée la notion bénéfice réel, lequel doit servir de base à l'application de l'impôt sur le revenu ?

En effet, l'Administration des contributions directes a interprété, jusqu'à présent, que le bénéfice réel s'étend aux plus-values réelles acquises, qu'elles soient réalisables de suite ou non.

Est-il juste d'attendre que la plus-value des forêts ou des bois se développant ou grandissant, soit réalisée pour la frapper ? N'est-il pas logique d'agir à cet égard comme actuellement ?

RÉPONSE.

Il n'apparaît pas que les dispositions des articles premier et 13 combinés puissent

que ledit revenu puisse excéder le quart du produit effectif présumé des propriétés susvisées.

ART. 13.

§ premier. — Il est établi une taxe spéciale de 5 p. c. sur le produit net des coupes ou des ventes de bois, c'est-à-dire sur leur produit brut diminué d'un cinquième pour tous frais. Cette taxe est payable dans le mois de la coupe ou de la vente, au bureau du receveur des contributions du ressort, elle est recouvrée, éventuellement, selon les dispositions applicables en matière d'impôts directs.

§ 2. — Un dixième de la dite taxe est attribué aux communes. Il ne peut être ajouté à cette taxe, des impôts additionnels ou d'autres impositions de même nature.

déroger en quoi que ce soit à la jurisprudence actuellement suivie, en ce qui concerne l'imposition des plus-values acquises, étant donné que les plus-values *non réalisés* ne sont imposées que si elles sont actées ou comptabilisées et partant considérées comme définitivement acquises par les redevables eux-mêmes.

2^{me} QUESTION.

Le Gouvernement, se basant sur un cas précis et coneret, peut-il indiquer : a) le montant des impôts grévant actuellement une propriété boisée ; b) le montant de l'impôt foncier et celui de la supertaxe qui grèverait à l'avenir la rente produite par le sol de cette propriété ; c) le montant probable de la taxe qui atteindrait le produit des coupes ou des ventes effectuées sur cette propriété ?

RÉPONSES.

A.

Impôts.	Bois taillis de 7 hectares, dont le revenu cadastral annuel s'élève actuellement à 141 francs par hectare.	Sapinière de 37 hectares dont le revenu cadastral annuel s'élève actuellement à 141 francs par hectare.
Impôt foncier (1)	$\frac{141 \times 10}{100}$ fr. 14.10	$\frac{455 \times 10}{100}$ fr. 45.50
Supertaxe présumée (2)	$\frac{141 \times 20}{100}$ fr. 28.20	$\frac{455 \times 20}{100}$ fr. 91.00
	total fr. 42.30	total fr. 136.50

B.

Impôts.	Bois taillis de 7 hectares, dont le revenu cadastral serait fixé à 10 francs par hectare en égard au revenu des terres de qualité moyenne ou inférieure.	Sapinière de 37 hectares dont le revenu cadastral serait, pour le même motif fixé à 10 francs par hectare.
Impôt foncier (1)	$\frac{70 \times 10}{100}$ fr. 7.00	$\frac{370 \times 10}{100}$ fr. 37.00
Supertaxe présumée (2)	$\frac{70 \times 20}{100}$ fr. 14.00	$\frac{370 \times 20}{100}$ fr. 74.00
	total fr. 21.00	total fr. 111.00

C.

On n'a pu se procurer des renseignements certains quant au produit des coupes de bois effectuées depuis la mise en vigueur de l'impôt sur le revenu global. Ce produit a varié essentiellement selon la nature et la situation des bois, leur mode d'exploitation, l'époque de leur réalisation, etc.

Dans ces conditions, on croit devoir s'abstenir de donner des indications quant au rendement tout problématique qu'aurait eu, dans le passé, la taxe proposée.

IV.

Des membres de votre Commission ont vivement attaqué la réforme proposée : elle exonérerait de l'impôt annuel un revenu qui, sans être comptabilisé, accroissait cependant la fortune des contribuables intéressés. Ils ont affirmé, que la

(1) Plus les additionnels au profit l'État, de la province et de la commune.

(2) Taux moyens pour les personnes jouissant d'un revenu élevé et qui sont généralement propriétaires de bois. On n'a pas tenu compte des déductions d'impôts qui sont accordées à titre de minimum d'existence ni à raison des charges de famille.

réforme était suggérée par les adversaires de l'impôt sur le revenu réel et les partisans des impôts indiciaires.

Les défenseurs du texte proposé ont rappelé, que la législation organique n'assujettit les plus-values non réalisées à l'impôt que si elles sont, soit actées, soit comptabilisées et considérées par les redevables comme définitivement acquises: que tel n'est pas le cas dans l'espèce; que la conservation des bois et des taillis dépend en partie de l'abrogation d'une jurisprudence assujettissant à l'impôt annuel un revenu aléatoire et différé.

V.

L'article proposé a été adopté par 8 voix contre 4 après avoir été amendé.

La réponse donnée par le Gouvernement à une des questions qui lui furent posées (1) démontre que la rente produite par le sol ne pourra dépasser celle qui est attribuée à un terrain défriché mais non cultivé. En inscrivant dans le texte, que le revenu cadastral sera fixé en égard à celui des terres de qualité moyenne ou inférieure, soit de la région, soit de la commune où les bois sont situés, le Gouvernement semble dire que le revenu à envisager sera celui d'une terre cultivée dont le produit est annuellement récolté et réalisé. La rédaction qui vous est soumise est donc inexacte.

La majorité des membres de la Commission a décidé de vous proposer le vote du texte suivant :

« Le revenu cadastral des propriétés boisées est fixé par catégorie, en égard » à celui des terres défrichées mais non cultivées situées dans la commune ou » région, sans que ledit revenu puisse excéder le quart du produit effectif pré- » sumé des propriétés sus-visées (2). »

Article 2 du projet de loi, complétant l'article 7 des lois organiques.

(Assujettissement à l'impôt de l'augmentation des loyers ou fermages.)

I

La loi organique décide (3) que les constructions nouvelles ou les agrandissements d'immeubles sont imposables à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet qui suit leur occupation.

(1) Littera B de la réponse à la 2^{me} question posée: le revenu est fixé à 10 francs par hectare. On constatera, quand on lira les réponses données par le Gouvernement aux questions qui lui furent posées à l'occasion de l'examen de l'article 13 que, d'après une statistique récente, le pays ne comptait plus que 527,866 hectares de propriétés boisées, ayant un revenu cadastral de 2,770,580 francs, soit un revenu cadastral moyen de moins de 50 francs à l'hectare.

(2) Votre Rapporteur tient à vous avertir que l'organisation de l'impôt foncier sera discutée. Des collègues l'ont averti. Les uns proposeront que le revenu cadastral soit établi sur des indices pour éviter que le revenu de l'immeuble occupé par le propriétaire soit inférieur au revenu attribué aux immeubles loués. D'autres proposeront que les immeubles appartenant à des entreprises dont le bilan se solde en perte soient exonérés de l'impôt foncier. D'autres proposeront une réduction de l'impôt foncier des immeubles occupés par des familles nombreuses.

(3) L'art. 7 décide: Les constructions nouvelles ou reconstructions sont imposables à partir du 1^{er} janvier ou du 1^{er} juillet qui suit leur occupation. La même règle est applicable aux maisons et bâtiments renouvelés ou agrandis au moyen de constructions ou d'installations nouvelles.

Le Gouvernement propose d'appliquer cette disposition aux augmentations de loyer ou de fermage.

II.

Toutes les conséquences de la réforme proposée ne sont pas révélées par l'Exposé des motifs.

Si le texte qui vous est soumis est adopté, l'augmentation du loyer ou du fermage devra être déclarée par le propriétaire au receveur des contributions du ressort (1) et les propriétaires devront faire des déclarations qui ne leur ont pas été demandées jusqu'ici (2).

III.

Des membres de votre Commission ont préconisé le vote du texte : ce vote augmenterait les ressources du Trésor ; il assurerait une plus grande égalité des redevables devant l'impôt.

Le texte a aussi été combattu. On a signalé qu'il augmente le nombre des déclarations qui sont déjà imposées par la loi aux redevables ; on a ajouté que les rôles des contributions foncières étant arrêtés au début de chaque année, le vote entraînera l'établissement de rôles supplémentaires, ainsi que l'envoi d'extraits-avertissements complémentaires, pratique dont l'envoi des rappels de droits a révélé les défauts.

IV.

La majorité des membres de votre Commission a décidé de ne pas vous proposer le vote de cet article 2.

Article 3 du projet de loi, complétant l'article 8 des lois organiques.

(Avantages accordés aux propriétaires défrichant des terres vaines et vagues.)

I.

L'article 8 des lois organiques décide que les propriétés non bâties, qui sont transformées ou améliorées, sont imposables, à raison de leur nouveau revenu, à partir de l'année qui suit celle du changement. Il consacre donc l'abrogation d'un régime établi en l'an VII, développé en 1847, et en vertu duquel la plus-value donnée à la terre par le défrichement était temporairement exonérée de l'impôt foncier (3).

(1) L'art. 9 décide : Dans les cas prévus par les articles 7 et 8, le propriétaire est tenu de déclarer, aux fins de révision, les changements dans les trois mois, au receveur des contributions du ressort.

(2) L'impôt foncier peut aisément atteindre les majorations de loyer ou de fermage. L'art. 6 décide : « Chaque année, les revenus cadastraux peuvent être révisés à l'initiative de l'administration des contributions ou à la demande des contribuables intéressés, pour autant que ces revenus soient susceptibles d'une augmentation ou d'une diminution d'un dixième au moins par parcelle. » L'art. 85 décide : « Le Gouvernement a autorisé à faire procéder annuellement ou périodiquement à la vérification des baux. » Et enfin, les majorations obtenues apparaissent à l'occasion de la déclaration à faire pour l'établissement de la supertaxe. (Art. 53.)

(3) La loi du 3 Frimaire an VII, relative à la répartition, à l'assiette du recouvrement de la contribution foncière.

« Art. 113. — La cotisation des terres en friche depuis dix ans, qui seront plantées

S'inspirant des conclusions adoptées en 1913 par la Commission de la mise en valeur des terres incultes (1); de celles adoptées en 1923 par la Commission nationale de la production agricole (2); de l'exemple donné par les Pays-Bas (3), nos collègues de Kerckhove d'Exaerde et Verachttert vous ont proposé, le 28 avril 1927, de décider un retour aux principes inscrits dans les lois de l'an VII et de 145 (4).

Le Gouvernement vous demande à son tour de rétablir l'exonération temporaire de l'impôt foncier quand une terre sera défrichée, afin d'encourager le boisement, d'étendre la culture des céréales et de réduire donc les importations de bois ou de grains.

II.

Supposé que le texte du Gouvernement (5) soit adopté, la plus-value donnée à la terre par le défrichement serait, à partir de la promulgation du texte, exonérée de l'impôt foncier pendant 10 ans, si la terre est cultivée, et pendant 20 ans, si elle est boisée.

Un membre de votre Commission jugeant que la culture doit être aussi éner-

ou semées en bois, ne pourra être augmentée pendant les trente premières années du semis ou de la plantation.

» Art. 114. — La cotisation des terres vaines et vagues ou en friche depuis quinze ans, qui seront plantées en vignes, mûriers ou autres arbres fruitiers ne pourra être augmentée pendant les vingt premières années de la plantation. »

La loi du 25 mars 1847, sur le défrichement des terrains incultes, décidait: art. 12: « par extension à l'art. 112 de la loi du 3 frimaire an VII, la cotisation des terres vaines et vagues depuis 15 ans qui seront mises en culture, autres que celles désignées dans les articles 113 et 114 de la même loi, ne pourra être augmentée pendant les vingt premières années après le défrichement »; et elle décidait aussi à l'art. 13: « Tous bâtiments et habitations nouvellement construits sur des terres vaines et vagues, appartenant aux communes, ne seront point soumis à la contribution foncière durant les quinze premières années, à compter de l'époque de leur construction; la même exemption sera accordée aux possesseurs de terres vaines et vagues, ayant appartenu aux communes et dont l'aliénation aura lieu postérieurement à la présente loi. »

(1) La Commission, dans le rapport reproduit aux « Rapports et Communications », n° 6, 1913, page 20, publiés par le Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics, Office rural, estime: « qu'en Belgique, on pourrait, même sous l'empire de la nouvelle péréquation cadastrale en projet, n'apporter aucun changement à la base actuelle de l'impôt foncier sur toutes les terres défrichées, pendant une période d'au moins vingt ans. Cet avantage donnerait une satisfaction suffisante, sans aller jusqu'à l'exonération complète. »

(2) La cinquième section recommande vivement à M. le Ministre de l'Agriculture de favoriser le plus largement possible la mise en valeur des terres incultes disponibles, appartenant aux pouvoirs publics et aux particuliers.

(3) La Hollande a accordé, dès 1870, l'exonération de la contribution foncière pour la plus-value des terres défrichées et ce durant vingt-huit ans, à partir de leur défrichement. Art. 24 de la loi du 20 mai 1870. *Staatsblad*, 82.

(4) Session 1926-1927, Chambre des Représentants. Document n° 184.

(5) La proposition du Gouvernement diffère de celle qui fut déposée par MM. de Kerckhove d'Exaerde et Verachttert. Nos collègues vous suggéraient de décider: 1° que la plus-value donnée à la terre vaine et vague ne serait pas atteinte pendant vingt ans par l'impôt foncier; 2° que les terres défrichées depuis le 1^{er} janvier 1920, bénéficieraient de l'exonération; 3° que, pour les terres défrichées, depuis 1920 jusqu'à ce jour, la période de 20 ans prendrait cours le 1^{er} janvier 1925. Le Gouvernement estime que la plus-value doit, à partir de la promulgation éventuelle du texte qui nous occupe, être exonérée de l'impôt foncier pendant dix ans si la terre défrichée est mise en culture, et pendant vingt ans, si elle est boisée.

giquement développée que le boisement, a proposé de toujours accorder l'exonération pendant 20 ans. Son amendement a été repoussé, parce que la culture rémunère plus rapidement que le boisement les capitaux affectés au défrichement.

III.

Votre Commission a décidé de vous proposer le vote de l'article 3 du projet de loi.

Article 4 du projet de loi, modifiant l'article 12 de la loi organique.

(Majoration des rétributions exigées pour la division des cotes foncières et l'envoi d'extraits-avertissements des rôles.)

I.

La loi organique décide que l'impôt foncier doit être acquitté par le propriétaire de l'immeuble, mais elle admet que le locataire soit substitué au propriétaire à la suite d'accords intervenus entre parties (1).

Les propriétaires qui demandent à l'Administration de répartir leur impôt foncier entre leurs locataires ou leurs fermiers, supportent une taxe pour chaque extrait du rôle que le receveur des contributions doit adresser aux fermiers et aux locataires (2).

La rémunération due par le propriétaire ayant été fixée à fr. 0.50, en 1919, le Gouvernement demande qu'elle soit, à l'aventr, portée à 2 frs.

II.

Les questions suivantes ont été adressées au Gouvernement :

PREMIÈRE QUESTION.

Dans l'exposé des motifs, je lis le passage suivant dans les commentaires relatifs à l'art. 4 du projet: « Les divisions de cotes foncières occasionnent de multiples

(1) Art. 12 de la loi.

(2) Le système des divisions de côtes, introduit par la loi du 22 décembre 1838 (*Pasinomie*, 1838, p. 427, et *Pandectes belges*, t. 26, p. 191 et p. 423), impose aux receveurs, quand le rôle de la contribution a été rendu exécutoire, d'établir un premier registre de répartition entre locataires des articles du rôle dont chaque propriétaire a demandé la division; d'ouvrir un second registre dans lequel ils groupent autour du nom des fermiers ou locataires les divisions de côtes qui leur sont attribuées, s'ils sont contracté avec divers propriétaires. Dans les registres, les receveurs sont obligés d'indiquer dans les colonnes distinctes, en regard du nom de chaque locataire, quelle part il doit acquitter d'un article du rôle au profit de l'Etat, de la province et de la commune. Les receveurs doivent adresser aux locataires des extraits de ces registres; émarger au registre de répartition et au registre de groupement, les paiements faits par les locataires; émarger enfin le rôle en regard du nom du propriétaire, quand les locataires ont intégralement exécuté leurs obligations. D'autre part, les propriétaires doivent, en principe, annuellement renouveler la demande de division; ils peuvent cependant, stipuler qu'une demande faite reste valable jusqu'à sa révocation formelle. Il est donc incontestable que cette multiplicité des écritures complique la tâche de receveurs; qu'elle doit provoquer des erreurs; que les erreurs sont d'autant plus inévitables, que des propriétaires ayant introduit une demande de division, valable jusqu'à sa révocation, oublient de signaler les changements de locataires.

écritures et compliquent la tâche des receveurs des contributions. Il serait à souhaiter que les propriétaires ne mettent plus les contributions foncières à charge de leurs fermiers ou locataires... »

Y a-t-il des raisons pour ne point compléter la loi actuelle fixant les impôts sur le revenu foncier, en y insérant une clause interdisant aux propriétaires de mettre les contributions foncières à charge de leurs fermiers ou locataires ? Ce serait un moyen sûr d'enrayer l'abus d'écritures provoqué par les demandes de division de côtes et de s'en tenir à l'esprit même de l'impôt sur les revenus.

RÉPONSE.

Il ne peut être question d'introduire dans la législation fiscale une disposition restreignant la liberté des conventions entre les propriétaires et leurs fermiers ou locataires. Mais on pourrait supprimer l'art. 12 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, qui permet aux propriétaires de faire répartir leurs côtes foncières entre fermiers ou locataires, à l'intervention des receveurs de contributions.

Le cas échéant, il appartiendrait aux propriétaires débiteurs, en principe, de la contribution foncière, de la récupérer eux-mêmes, soit par une augmentation forfaitaire du fermage ou loyer, soit de toute autre manière.

Cette réforme permettrait de réaliser une économie importante de personnel.

2^{me} QUESTION.

Le Gouvernement peut-il indiquer, pour l'année 1926, le nombre de côtes dont la division a été demandée, ainsi que le nombre des extraits qui ont été adressés aux fermiers ou locataires.

RÉPONSE.

Le nombre des côtes foncières dont la division a été demandée, ainsi que le nombre d'avertissements supplémentaires dont le système des divisions de côtes foncières a nécessité l'envoi, paraissent pouvoir être évalués respectivement à 140,000 et à 300,000 pour l'exercice 1926.

III.

L'abrogation de l'article 12 de la loi organique et le rejet de l'article 3 du projet de loi ont été proposés : 1° parce que le bénéficiaire d'un revenu doit acquitter l'impôt qui le grève ; 2° parce qu'il faut simplifier le travail de l'administration ; 3° parce que le propriétaire qui exige le remboursement de l'impôt foncier peut déterminer la somme due par chaque locataire en se basant sur les données fournies par un extrait de la matrice cadastrale.

Le maintien de l'article 12, mais la péréquation de la rémunération ont été défendus : 1° parce qu'une augmentation des beaux ou des fermages à concurrence de 10 ou de 20 p. c. imposera aux locataires des remboursements excessifs, ou insuffisants puisque les « additionnels » établis par les provinces et les communes varient à l'extrême ; 2° parce que le locataire sera désormais incapable de discriminer la rémunération qu'il acquitte pour l'occupation de l'immeuble de la somme qu'il remet pour payer l'impôt ; 3° parce que l'envoi des avertissements complémentaires ne sera jamais immédiatement arrêté, puisque de très nombreux contrats qui sont en cours prévoient le paiement de l'impôt foncier par le locataire.

IV.

Votre Commission vous propose le vote de l'article 4 du projet de loi.

Article 5 du projet de loi, modifiant l'article 13 de la loi organique.*(Frais d'entretien des immeubles.)***I.**

Appliquant le principe que l'impôt foncier est assis sur le revenu net, réellement produit chaque année par un immeuble, l'article 13 décide notamment (1), qu'il est accordé un dégrèvement d'impôt, si le redevable de la taxe foncière démontre que, pendant une période décennale, le sixième qu'il peut annuellement déduire du revenu brut produit par la propriété bâtie, est insuffisant pour couvrir les frais d'entretien et de réparation des propriétés bâties (2).

II.

La Commission de simplification des impôts, constatant que le coût de la main-d'œuvre et celui des matériaux a considérablement augmenté, tandis que la loi ou les contrats en cours n'ont point autorisé une majoration corrélative des baux ou des loyers, a demandé que le calcul des frais autorisant un dégrèvement pût être établi après une période quinquennale au lieu de ne l'être qu'après une période décennale.

III.

Cette proposition, dont le vote assurerait mieux que ne le fait le texte qui est en vigueur, l'évaluation du revenu net annuellement produit par la propriété bâtie, a été agréée par le Gouvernement, et votre Commission vous propose, par 9 voix contre 5, de l'adopter (3).

§ 3. — *De l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ou taxe mobilière.*

Article 6 du projet de loi, complétant l'article 21 de la loi organique.

(Taxation de la partie des bénéfices produits par les capitaux investis et qui représente la rémunération due à l'exploitant).

I.

Le bénéfice produit par un capital investi dans une entreprise est actuelle-

(1) Cet article 13 décide d'abord par le § 1^{er}, que remise ou modération de la contribution foncière peut être accordée au prorata de la différence entre le revenu cadastral des immeubles et leur revenu effectif réalisé pendant l'année de l'imposition, pour autant que cette différence atteigne au moins 10 p. c. du revenu cadastral.

(2) L'art. 5, § 1^{er}, décide que le revenu cadastral est le revenu net annuel, réel ou présumé à l'époque de l'imposition.

(3) Il sera intéressant de signaler ici que l'administration, se basant sur le texte d'une circulaire ministérielle du 5 décembre 1860, prétend que la déduction ne peut s'étendre sur la partie du revenu afférente au sol sur lequel les bâtiments sont édifiés. Un arrêt, rendu par la Cour d'appel de Liège, le 9 mai 1928 (*Journal pratique de Droit fiscal*, 1928, p. 166), décide, en se basant sur les travaux préparatoires de la loi 1919, que « la déduction doit... s'opérer sur le revenu de l'immeuble bâti proprement dit, sans distinction entre le fonds et la bâtisse, ces deux éléments constituant un tout, formant la propriété bâtie visée par la loi ». Cet arrêt, qui est soumis à la Cour de cassation, reproduit également la doctrine défendue par: BALLOX: *L'impôt foncier*, pp. 85 et suivantes. Un arrêt rendu par la Cour d'appel de Bruxelles, le 2 juin dernier, adopte la thèse consacrée par l'arrêt de Liège.

ment assujetti : d'abord à la taxe mobilière et ensuite à la taxe professionnelle.

La taxe mobilière atteint cette partie du bénéfice correspondant à la somme que l'intérêt dû au capital engagé doit produire chaque année. Le taux de cet intérêt ne peut dépasser 5 p. c.; il est réduit, quand il est démontré par des circonstances de fait reconnues constantes, qu'il serait exagéré (1).

La taxe professionnelle atteint la partie du bénéfice qui subsiste après que la rémunération directe du capital engagé a été déterminée.

La taxe mobilière frappe de 10 p. c. l'intérêt produit par le capital; la charge résultant de la taxe professionnelle varie de 2 à 10 p. c. (2).

II.

Le Gouvernement propose de décider qu'à l'avenir, la taxe mobilière ne sera établie qu'après déduction sur les bénéfices de la rémunération normale qui revient à l'exploitant pour le travail personnel et effectif qu'il aura fourni.

Cette rémunération est définie par le texte qui vous est proposé. Elle correspondra aux traitements ou aux salaires qui sont alloués aux employés ou aux ouvriers occupés dans des entreprises analogues à celles qui sont exercées par l'exploitant.

Le projet de loi arrête aussi le minimum et le maximum que la rémunération pourra atteindre. Celle-ci ne sera jamais inférieure à 5,000 francs; elle ne pourra, en aucun cas dépasser le quart du bénéfice total produit par l'entreprise (3).

Le texte proposé étend donc l'application du principe qui a permis de décider l'octroi par l'exploitant d'une rémunération aux membres de sa famille travaillant avec lui; à l'avenir, le produit de son travail personnel serait soumis directement à la taxe professionnelle (4).

III.

Votre rapporteur a demandé au Gouvernement s'il connaissait la diminution de recettes que produirait l'adoption du texte proposé.

(1) Art. 34, § 1^{er}, 4^e, des lois coordonnées. COART: *Traité pratique de la taxe mobilière*, 1 col. in-8°, Bruxelles, Bruylant, 1928, p. 170.

(2) Art. 35, § 1^{er} et 2 des lois coordonnées.

(3) Deux cas d'application du régime proposé, qui sont indiqués dans l'exposé des motifs, sont à reproduire ici. Actuellement, celui qui avec un capital de 100,000 francs gagne 9,000 francs est assujetti à la taxe mobilière sur 5,000 francs et à la taxe professionnelle sur 4,000 francs. A l'avenir, si la rémunération correspond à 6 mille francs, la partie la plus importante du bénéfice sera assujettie d'abord à la taxe professionnelle, tandis que 3,000 francs seulement au lieu de 5,000 francs, supporteront la taxe mobilière. Actuellement, celui qui avec un capital de 200,000 francs gagne 50,000 francs, est assujetti à la taxe mobilière sur 10,000 francs et à la taxe professionnelle sur 40,000 francs. A l'avenir, la rémunération pouvant atteindre 12 mille 500 francs, 12,500 francs seront d'abord assujettis à la taxe sur les traitements et les salaires, 10,000 francs le seront à l'impôt mobilier et enfin 27,500 francs à la taxe professionnelle sur le bénéfice des capitaux investis.

(4) L'art. 27, § 3, des lois coordonnées décide:

« Aucune division des bénéfices provenant d'exploitations en commun n'est admise entre les membres d'une même famille, habitant ensemble, ni entre les membres d'une société, association ou communauté quelconque.

» Toutefois, la rémunération des membres de la famille, de l'exploitant, travaillant avec lui rentre dans la catégorie des frais généraux, pour autant qu'elle n'excède pas un traitement ou salaire normal et qu'elle ait subi comme telle la taxe professionnelle. »

Le Gouvernement a répondu : « La mise en application du régime nouveau entraînera une réduction de recettes ; cette réduction ne sera appréciable qu'en cas de » crise sérieuse, et seulement lorsque la prospérité d'autres professions ne compensera pas le déficit constaté ailleurs. C'est-à-dire qu'il est impossible de chiffrer les » conséquences de la disposition nouvelle. »

IV.

Le texte de cet article 6 du projet de loi a, en réalité, été discuté par votre Commission en même temps que celui de l'article 9, qui permet une évaluation forfaitaire des revenus professionnels et celui de l'article 11, qui décide la péréquation de la taxe professionnelle.

L'examen des articles ayant amené le rappel des principes fondamentaux de la loi organique et le dépôt d'amendements importants, le rapport qui vous est adressé sur l'article 6 ne sera complet que quand vous aurez lu le commentaire des articles 9 et 11.

Des membres de votre Commission ont attaqué le texte proposé :

1° Parce qu'il ne relevait pas le chiffre minimum de revenu professionnel qui était exempté de l'impôt ; 2° parce qu'il n'indiquait pas l'autorité qui déterminerait le montant de la rémunération attribuable à l'exploitant ; 3° parce que la rémunération atteindra à des taux excessifs quand, dépassant le minimum de 5.000 francs, elle pourra absorber jusqu'au quart du bénéfice réalisé. Un de ces membres, traduisant l'opinion de ses amis, a proposé de décider, si le principe de la déduction préalable de la rémunération était admis, que, au delà de 5.000 francs, cette rémunération ne *« peut excéder les taux indiqués pour la surtaxe à l'article 41 des lois coordonnées, étant entendu qu'il s'agissait d'un minimum représentant la même valeur-or que celui arrêté en 1919. »*

Le texte proposé a été défendu : 1° parce qu'il n'est pas juste de refuser à l'exploitant le droit de s'attribuer une rémunération ; 2° parce que la rémunération n'est déductible que si l'exploitant fournit un travail personnel et effectif ; 3° parce que le taux de la rémunération n'est guère plus difficile à connaître que celui qui est remis aux membres de la famille ; 4° parce que le texte proposé, tel qu'il est commenté par les exemples cités dans l'Exposé des motifs, avantagera les chefs de petites entreprises. Constatant que des rémunérations devant dépasser 5.000 francs, ne correspondraient même pas à un traitement ou à un salaire normal, si leur taux ne pouvait dépasser le quart du bénéfice (1) ils ont proposé un amendement par lequel il serait décidé que « la » déduction ne peut pas être inférieure à 5.000 francs, ni supérieure au quart » du bénéfice total, à moins que la rémunération normale ne dépasse cette dernière quotité ».

V.

L'article 6 ayant recueilli 12 votes favorables et 12 votes négatifs quand le débat fut clôturé en Commission, les amendements présentés n'ont pas été soumis au scrutin (2).

(1) Si un capital investi de 100.000 francs produit un bénéfice de 22.000 francs et que la rémunération normalement allouée au dirigeant d'une entreprise analogue, atteint 7.000 francs, l'exploitant devrait se contenter d'une rémunération de 5.500 fr., puisqu'il ne pourrait s'attribuer plus du quart du bénéfice total.

(2) Il sera peut-être utile de signaler ici qu'en France la totalité du bénéfice pro-

Article 7 du projet de loi*(Fixation forfaitaire du capital investi.)***I.**

Ce texte définit la seconde innovation proposée.

Il permettrait au redevable de demander que le montant de ses capitaux investis soit fixé forfaitairement, pour une période triennale, au montant dûment constaté au début de cette période (1).

L'innovation aurait favorisé le développement des affaires : les nouveaux capitaux investis dans leurs affaires au cours d'une période triennale par les industriels et les négociants n'eussent pas été soumis à la taxe *mobilière* pendant cette période et la stabilité temporaire d'une taxe eut diminué l'hésitation naturelle qui retarde l'extension d'une entreprise.

II.

Le texte proposé n'a pas été soumis à un vote spécial; la Commission a décidé de statuer sur le principe du « forfait » à l'occasion de l'examen de l'article 9 et elle a alors, par 12 voix contre 12, repoussé l'inscription de ce principe dans la loi.

§ 4. — *De l'impôt sur les revenus professionnels ou taxe professionnelle.*

**Article 8 du projet de loi, modifiant des alinéas de l'article 27
de la loi organique.**

I.

L'exposé des motifs explique que : « Le paragraphe premier de cet article » n'est qu'une simple mise au point du paragraphe 3, dernier alinéa dudit » article 27 et du paragraphe 3 de l'article 35 (2); il dispose que la partie des

duit par un capital investi, est uniquement soumise à la taxe professionnelle ordinaire.

(1) L'art. 14 de la loi organique dispose : « L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'applique aux dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits de capitaux engagés à quelque titre que ce soit, et constituant :... 3° Revenus : a) De tous capitaux investis dans toutes affaires commerciales, industrielles ou agricoles... » L'art. 18 ajoute : « Les revenus visés au 3° de l'art. 14 sont ceux des capitaux investis et des créances de toute nature. »

M. Coart, *Traité pratique de la Taxe mobilière*, pp. 135 à 148, énumère toutes les difficultés qui entourent la fixation du capital investi. « De plus, les revenus produits par une entreprise, dit-il aussi, sont mixtes. Le revenu n'est produit de façon exclusive, ni par le travail, ni par le capital : il est le fruit de la collaboration, ou mieux de la compénétration de ces deux éléments producteurs de richesses. »

Ne peut-on conclure de cette citation, qu'il faut énergiquement simplifier le mode de fixation du capital investi, à moins qu'on décide un jour que le bénéfice qu'il produit ne sera pas frappé d'une taxe spéciale.

(2) Le § 3 de l'art. 27 décide : « est également déduite, la partie des revenus des capitaux investis n'excédant pas 6 p. c. de ces capitaux et assujettie à la taxe mobilière. »

Le § 3 de l'art. 35 décide : « Pour les sociétés possédant une personnalité juridique, la taxe est réglée à raison de leurs bénéfices, diminués des revenus distribués ou assujettis à la taxe mobilière comme revenus des capitaux investis. »

» bénéfices assujettis à la taxe mobilière sur les revenus, soit des capitaux
 » investis, soit des actions ou parts, n'est pas soumise à la taxe professionnelle.
 » Quant au paragraphe 2 de l'article 8 du projet, il porte de 60 à 100 francs
 » le minimum de la taxe professionnelle applicable aux commis-voyageurs
 » étrangers et aux autres redevables étrangers ayant ni domicile, ni résidence,
 » ni établissement en Belgique. Sous l'ancien régime fiscal, ces personnes
 » payaient un droit de patente fixe de 20 francs.
 » Il va de soi que des conventions internationales peuvent, sous condition de
 » réciprocité, prévoir l'exonération dudit impôt, ainsi qu'en dispose déjà le pa-
 » ragraphes 4 de l'article 27 des lois coordonnées. »

II.

Le texte de cet article n'a pas été discuté.

Votre Commission a décidé par 9 voix contre 7 de vous proposer de l'adopter.

Article 9 du projet de loi complétant l'art. 32, par. I de la loi organique

(Fixation forfaitaire des revenus professionnels.)

I.

L'article 32 de la loi organique décide que la taxe professionnelle est établie sur les revenus d'une année déterminée (1).

L'article 9 du projet de loi définissant la troisième innovation qui vous est proposée, accorde aux redevables de cette taxe — donc aux salariés, aux appointés, aux commerçants, aux industriels, aux cultivateurs, aux titulaires de charges officielles ou professions libérales — la *faculté* de demander que les revenus professionnels imposables soient fixés forfaitairement pour une période triennale.

La fixation forfaitaire du revenu serait subordonnée à l'existence de diverses conditions.

Le redevable devrait solliciter la fixation forfaitaire, elle ne lui serait pas imposée; il décide seul si la cotisation sera établie sur un revenu annuel ou sur un revenu moyen.

La demande de fixation forfaitaire devrait renseigner un revenu taxable. Donc, comme le déclare le texte de l'exposé des motifs, un redevable dépourvu de revenus taxables ne pourrait se soustraire pendant trois années au paiement de toute taxe professionnelle en déclarant au début d'une période triennale qu'il n'a pas réalisé de revenus professionnels pendant la période triennale précédant sa déclaration.

Le revenu étant forfaitairement fixé, la base de la taxe qui le grève deviendrait immuable, même si les bénéfices qui ont servi à l'établissement du forfait augmentent, diminuent ou disparaissent (2).

(1) L'art. 32, § 1^{er}, de la loi organique décide: « La taxe sur les bénéfices et profits visés aux n^{os} 1 et 3 de l'art. 25, est établie sur les revenus constatés au présumés, soit de l'année antérieure, s'il s'agit de redevables tenant une comptabilité par année civile, soit de l'exercice annuel clôturé pendant l'année courante, s'il s'agit d'autres redevables. »

(2) Les diminutions ou les augmentations de revenus, au cours d'une période triennale, influenceront la moyenne forfaitaire à adopter pour la période de taxation suivante:

Si un contribuable cessait d'être passible de la taxe professionnelle au cours d'une

Le revenu forfaitaire de toute période triennale devait être égal à la moyenne des bénéfices ou des revenus obtenus au cours de la période triennale immédiatement antérieure.

Le texte proposé arrêtait ensuite les périodes triennales pendant lesquelles le forfait existerait et celles dont les bénéfices permettraient la fixation du forfait (1).

Enfin, l'exposé des motifs révélait, que les bénéfices ou revenus forfaitaires admis pour l'établissement de la taxe professionnelle, le seraient également pour la supertaxe.

II.

Les questions suivantes ont été adressées au Gouvernement (2) :

PREMIÈRE QUESTION.

L'exposé des motifs explique bien ce que sera le jeu de l'art. 9 proposé et qui vise la faculté pour les redevables de demander que les revenus qui sont imposables soient fixés forfaitairement pour une période triennale, mais il ne donne pas en réalité la justification de cette proposition.

Je crains que cette méthode nouvelle n'ait pour premier résultat de donner à d'aucuns la faculté de s'écarter de la réalité dans leur déclaration de revenus. N'oubliez-on pas trop que le principe de la loi générale d'impôts sur le revenu, vise à frapper le revenu réel? Pourquoi par toutes sortes de fioritures et de mesures inexplicables, vouloir s'écarter de ce principe?

RÉPONSE.

Ainsi que le fait ressortir le passage de l'exposé des motifs, relatif à l'art. 9, l'idée première de la fixation forfaitaire et périodique des bénéfices des professions industrielles et commerciales, revient à la Commission de simplification des impôts, au sein de laquelle les délégués de la Chambre de Commerce de Bruxelles ont fait ressortir l'importance qu'avait pour les intéressés, la fixité, tout au moins temporaire des charges fiscales à supporter.

L'application du forfait triennal prévu par le projet, n'empêchera pas de tenir compte de réalités, vu qu'il sera basé, en général, sur la moyenne des trois dernières années.

période triennale, la cotisation spéciale sur les revenus de la dernière année d'exercice de sa profession, serait établie selon les prescriptions de l'art. 32, § 2, des lois coordonnées, d'après les résultats effectifs de la partie d'année pendant laquelle la profession aura été exercée.

(1) Les périodes triennales s'établissaient: 1928 à 1930; 1931 à 1933; 1934 à 1936, etc., etc.,

Pour la période 1929 à 1930, le forfait s'établissait sur la moyenne des bénéfices réalisés en 1926 et 1927, ceux de 1926 étant augmentés de moitié. Pour la période 1931 à 1933, le forfait eut été établi sur la moyenne des bénéfices réalisés en 1928, 1929 et 1930. Et ainsi de suite.

Si un redevable commençait à exercer une profession au cours d'une période triennale, le forfait serait déterminé, d'accord avec l'administration, pour les années de taxation de cette période restant à courir, en égard aux résultats ou aux revenus de la première année d'exercice; le forfait pour la période de taxation suivante aurait été fixé selon la moyenne annuelle des bénéfices ou revenus obtenus au cours des années d'exercice effectif de sa profession pendant tout ou partie de la période antérieure.

(2) Il faut les compléter en rappelant que, depuis 1922, les deux derniers alinéas des lois coordonnées permettent de ne renouveler que tous les cinq ans les déclarations comportant un revenu global inférieur au double du minimum exonéré.

Le législateur a déjà établi le système du forfait en ce qui concerne les cultivateurs (art. 27, § 2, dernier alinéa des lois coordonnées).

2^{me} QUESTION.

Toujours à propos du principe nouveau prévu à l'art. 9. Si je comprends bien, après avoir déclaré forfaitairement pour un triennat, il faudra, pour obtenir une taxation forfaitaire pour un triennat nouveau, faire alors une déclaration de revenus réels, ayant existé pendant le premier triennat? Le résultat serait donc d'avoir retardé de trois ans la déclaration du revenu propre à un exercice donné.

RÉPONSE.

Tel sera, en effet, le fonctionnement du forfait. Celui-ci sera, suivant les circonstances, favorable ou désavantageux pour les contribuables.

Une certaine compensation s'établira; si un retard d'un an ou deux se produit dans l'emprise fiscale, il est à considérer que l'établissement et la perception de l'impôt se feront plus rapidement et sans discussion annuelle des bénéfices déclarés.

3^{me} QUESTION.

Dans le cas de la déclaration forfaitaire des revenus mobiliers ou professionnels pour une période triennale, comment contrôlera-t-on la sincérité des déclarations?

RÉPONSE.

Les déclarations faites, en 1926 et 1927, servent de base à la déclaration forfaitaire pour la période triennale qui commencera.

4^{me} QUESTION.

Un contribuable dont les revenus, c'est une supposition, auraient doublé pendant la période de 1928 à 1930, comment le fisc procédera-t-il pour s'en rendre compte si l'intéressé renouvelle identiquement la déclaration antérieure?

RÉPONSE.

Les déclarations forfaitaires triennales sont soumises au même contrôle que les déclarations annuelles.

5^{me} QUESTION.

La disposition de l'art. 9, relative au forfait en matière de taxe professionnelle, est applicable à tous les redevables jouissant des revenus visés à l'art. 25 des lois coordonnées.

Elle s'applique donc aux industriels et aux commerçants, qu'ils exercent leur industrie ou leur commerce sous leur nom propre ou sous la forme de sociétés; elle s'applique aux fonctionnaires et employés publics ou privés, aux personnes exerçant des professions libérales.

En sorte que, après une période de crise, un industriel, prévoyant le retour à une situation meilleure, pourra réclamer le forfait pour une période triennale et assurer ainsi le bénéfice d'une taxe réduite pendant trois ans.

En sorte aussi, qu'un fonctionnaire, dont généralement la situation s'améliore d'année en année, par le jeu normal et régulier d'un barème de traitements, pourra toujours retarder de trois ans l'application intégrale de la taxe professionnelle sur ses augmentations de revenus professionnels.

On pourrait multiplier les exemples.

Si c'est bien là la portée de la disposition, ne croit-on pas qu'elle constitue une atteinte grave au principe qui doit rester à la base de l'impôt sur les revenus, à savoir: le contribuable est atteint en fonction de ses revenus réels?

Comme il est vraisemblable que le contribuable ne recourra au forfait que s'il a l'espoir d'échapper, dans une certaine mesure, à l'emprise fiscale; ne craint-on pas encore que le système préconisé ne contribue à ébranler la notion de sincérité dont

on doit chercher à pénétrer le contribuable dans l'accomplissement de son devoir fiscal?

RÉPONSE.

Comme le suppose l'auteur de la question, le forfait prévu par l'art. 9 du projet sera applicable à *tous* les redevables de la taxe professionnelle.

Cette innovation n'atteint en rien le principe qui veut que l'impôt sur les revenus soit établi sur les revenus réels.

L'institution du forfait est une mesure de simplification et de justice qui tend à assurer une certaine permanence ou rendement des impôts. La taxe sera, pendant trois années, basée sur la moyenne annuelle des revenus effectivement réalisés au cours de la période triennale antérieure; les revenus réels continueront donc à servir de base à l'impôt, mais on évitera les grands écarts en plus ou en moins dans le montant annuel des taxations, on accélérera la mise en recouvrement des impôts et on assurera la stabilité des ressources de l'Etat, des provinces et des communes.

L'idée de faire une moyenne des bénéfices professionnels a d'ailleurs été réalisée dans la loi organique qui, en son article 32, a autorisé de déduire les pertes des bénéfices des deux années postérieures, disposition complétée en 1925, par la faculté de réduire l'impôt d'une année, à concurrence de l'impôt afférent aux pertes subies pendant les deux années suivantes.

C'est cette idée qui est perfectionnée et généralisée par la disposition de l'art. 9.

6^{me} QUESTION.

L'une des raisons que l'on donne pour justifier le forfait est une prétendue simplification dans l'établissement des cotes et dans la perception de l'impôt.

Est-il certain que le système proposé réalisera une simplification appréciable, puisque chaque déclaration de forfait devra donner lieu à une vérification des revenus de chacune des trois années écoulées?

RÉPONSE.

La simplification n'est pas douteuse, mais il y aura évidemment un gros effort à accomplir au début de chaque période triennale, bien que le travail pourra être préparé dans l'intervalle.

7^{me} QUESTION.

L'exposé des motifs précise bien, au sujet de l'article 9, que la taxe forfaitaire restera immuable si les bénéfices sont inférieurs à ceux qui ont servi de base à l'établissement du forfait ou même en cas de perte.

Sera-t-elle également immuable si les bénéfices réels s'accroissent supérieurs? Oui, sans doute.

Mais cependant, ne pourrait-on concevoir qu'il y eût, dans ce cas, rappel de droits, tout au moins si la différence entre les bénéfices imposés et les bénéfices réalisés dépassait un pourcentage déterminé?

RÉPONSE.

Après détermination, des bénéfices ou revenus effectivement réalisés au cours d'une période de trois ans, la moyenne annuelle servira de base à la perception des impôts pour les trois années suivantes, qu'il y ait eu au cours de ces dernières trois années des revenus plus élevés ou moindres.

La diminution des bénéfices, la perte ainsi que toute augmentation de revenus influenceront la moyenne forfaitaire à adopter pour la période de taxation suivante. L'expérience révélera si des abus sérieux pourront se produire à ce sujet. Le cas échéant, des mesures seraient prises pour y mettre un terme.

8^{me} QUESTION.

L'adoption du forfait ne supprimera-t-elle pas la perception de l'impôt à la source?

RÉPONSE.

L'application du forfait aux traitements et salaires n'entraînerait nullement la sup-

pression de la retenue à la source; la taxation forfaitaire est facultative et doit être sollicitée par les intéressés; les appointés et salariés qui désireront bénéficier de la mesure, auront donc à faire connaître leur désir au chef d'entreprise et à lui remettre une fiche indiquant le montant de la rémunération *moyenne* qui devra servir de base aux retenues d'impôts. Le cas échéant, cette fiche serait remise à chacun des intéressés par les soins de l'administration.

9^{me} QUESTION.

L'application du forfait entraînera, dit l'exposé des motifs, une importante réduction de recettes. A combien faut-il évaluer cette réduction?

RÉPONSE.

Il n'est pas possible d'évaluer, même avec une large approximation, la réduction de recettes qui pourrait résulter de l'application du forfait à l'évaluation du capital investi et des bénéfices professionnels; si le capital investi est relativement stable, on ignore cependant quel sera le nombre de contribuables dont le revenu professionnel ne dépassera pas ou excédera seulement de peu un salaire normal; d'autre part, les bénéfices professionnels varient tellement d'année en année, en cette période de réadaptation économique, qu'il serait téméraire de vouloir risquer une prévision quelconque, tout au plus est-il possible de donner comme impression *d'ensemble* que la réalisation de la réforme en projet réduira de façon relativement importante le rendement de la taxe mobilière et de la taxe professionnelle, qui serait obtenue à défaut de cette réforme.

III

L'inscription dans la loi du principe du « forfait » a été énergiquement défendue.

Dans sa déclaration du 29 novembre 1927 (Session 1927-1928, *Annales Chambre*, p. 33, col. 1), M. Jaspar, premier ministre, confirmant ce qu'il avait déclaré le 25 mai 1926 (Session 1925-1926, *Annales Chambre*, p. 1368, col. 2), disait : « que cette politique de salut public qu'il défendait n'exclut toutefois » pas des allègements partiels dans la mesure permise par le budget. Elle per- » mettra également d'introduire, dans la méthode de perception des impôts, des » mesures de simplification susceptibles de faciliter au contribuable l'exécution » de ses obligations, en évitant les formes vexatoires qui sont contraires à nos » traditions » (1).

Or, ne pouvait-on soutenir : 1. que le forfait n'introduit pas un principe nouveau dans la loi, puisque, notamment, les revenus provenant d'exploitations agricoles sont considérés comme égaux au double du revenu cadastral; puisque les frais d'entretien des propriétés bâties sont évalués au sixième du revenu réel; puisque l'article 29 détermine forfaitairement la somme qui peut être déduite d'un revenu professionnel pour couvrir les charges professionnelles; 2. que le principe constitutionnel de l'annualité de l'impôt n'interdit pas l'adoption du forfait, parce que le texte qui entrerait en vigueur définit le revenu sur lequel l'impôt est assis, mais qu'il ne stabilise pas le taux de l'impôt; 3. que l'introduction de la déclaration triennale allégerait le travail de l'administration; 4. que l'administration disposerait de plus de temps pour vérifier les déclarations annuelles; 5. que le nombre des déclarations demandées aux redevables serait diminué puisque le forfait serait surtout demandé par ceux dont le revenu professionnel offrirait de

(1) En 1926, M. Jaspar disait : « estimant que notre législation fiscale, élaborée depuis la guerre, pèche par une trop grande complexité, le Gouvernement procédera d'urgence à la révision de notre système d'impôts, de manière à le rendre plus simple, moins vexatoire, de perception moins coûteuse et de manière aussi à le mieux adapter à notre mentalité ».

la stabilité; 6° que la fixation forfaitaire des bénéfices permettrait aux industriels de mieux arrêter, pour un délai déterminé, le prix de revient de leurs produits; 7° que les pertes subies par le Trésor, en cas d'augmentation de revenus, seraient, le cas échéant, compensées par la stabilité de la taxe en cas de réduction ou de suppression des revenus.

Le « forfait » a été vivement combattu : 1° son adoption violerait le texte constitutionnel qui ordonne le vote annuel de l'impôt, puisque la base de l'impôt demeurerait immuable pendant chaque période triennale ; 2° l'impôt serait assis sur un revenu fictif, alors que toute la législation organique ordonne que les taxes soient établies sur des revenus réels ; 3° les redevables dont les revenus croissent régulièrement et périodiquement ne supporteront pas les charges que l'augmentation de leurs revenus justifie ; 4° un grand nombre d'employés et d'ouvriers ne pourront jamais demander le forfait, parce qu'ils doivent envisager l'éventualité du chômage et la suppression de tout revenu ; 5° l'exonération temporaire accordée à des majorations de revenus sont injustes, quand les minimas exonérés ne sont pas encore amenés à la valeur réelle qu'ils représentaient en 1919 ; 6° le forfait serait exclusivement demandé par ceux auxquels il serait favorable ; 7° le travail de l'administration ne serait pas diminué, le contrôle des revenus après trois ans étant plus difficile qu'un contrôle annuel.

Les adversaires du forfait ont demandé que la note suivante soit insérée dans le rapport :

« Pour justifier notre opposition à l'article 9 du projet, il suffit de reprendre
» les trois questions que nous avons posées à la Commission relativement à cette
» disposition.

» On a répondu peu de chose à nos objections.

» Nous estimons que le forfait constituera dans la législation des impôts sur
» les revenus une innovation mauvaise et dangereuse parce qu'elle est contraire
» au principe de la déclaration du revenu réel qui doit rester à la base de cette
» législation et parce qu'il est permis de craindre qu'elle n'ouvre la porte à
» d'autres concessions sur ce principe essentiel

« Les raisons que l'on donne pour justifier la disposition proposée ne résis-
» tent d'ailleurs pas à l'examen. On dit, d'une part, que le projet tend à assu-
» rer une certaine permanence au rendement de l'impôt, à éviter les grands
» écarts en plus ou en moins dans le montant annuel des taxations et à assurer
» la stabilité des ressources de l'Etat, des provinces et des communes.

» Mais n'est-il pas certain que ces avantages, qu'on exagère un peu pour les
» besoins de la cause, ne s'obtiendront qu'au prix d'une réduction du rende-
» ment comparativement au régime actuel ? Or, on ne recourra au forfait que si
» l'on en escompte, ou mieux si l'on a la certitude, d'en recueillir un profit.

» On dit encore, et c'est là le principal argument, semble-t-il, que le forfait
» réalisera une simplification dans l'établissement des cotes et la perception de
» l'impôt.

» Nous nous refusons à croire à cette simplification.

» Les déclarations des redevables réclamant le forfait devront comprendre
» les résultats de chacun des trois derniers exercices. Ces déclarations seront
» soumises au contrôle des agents du fisc. Ne voit-on pas les difficultés de ce
» contrôle qui devra porter sur des exercices éclus depuis deux ans, pour les-
» quels on ne possédera, en ce qui regarde certaines professions, que peu ou pas
» d'éléments d'appréciation.

» On estime déjà que le régime proposé nécessitera un gros effort au début
» de chaque période triennale.

» Ce gros effort à accomplir avec un personnel normal, nous craignons bien
 » qu'il n'entraîne des retards et peut-être le gâchis si le forfait se généralisait.
 » Lors de la dernière réunion, des membres ont soulevé le cas des revenus
 » professionnels taxés à la source. L'employeur devra être informé des forfaits
 » intéressant son personnel. Cette information devrait être faite dès le début
 » de l'année ; mais ce ne sera pas possible, puisque, à ce moment, on ne pourra
 » encore déterminer la moyenne des revenus des trois derniers exercices. Il
 » faudra donc procéder à des décomptes, à des rectifications. Peut-être, songe-
 » ra-t-on à régulariser la situation à la fin de l'année. En tout cas, il n'appar-
 » raît pas bien que ce système présente sur le régime actuel l'avantage de la
 » simplification.

» Nous serions tenté de croire que l'on n'a pas étudié la question assez mû-
 » rement ou bien que les raisons vraies de la proposition ne sont pas celles que
 » l'on donne.

» Mes amis avaient songé, dans un esprit de conciliation, à donner une satis-
 » faction à l'idée qui est à la base de la disposition en admettant au forfait les
 » redevables qui, n'ayant pas de revenus fixes et certains, ne sont pas soumis
 » à l'obligation de tenir une comptabilité régulière de leurs revenus.

» On pouvait soutenir qu'il était plus justifié pour ces contribuables de ne pas
 » les astreindre à l'obligation d'établir annuellement le montant de leurs reve-
 » nus taxables. Mais on oubliait que cette détermination annuelle des revenus
 » devait se faire de toute façon, puisqu'elle doit servir de base au forfait.

» Quoi qu'il en soit, si la Commission était disposée à limiter dans ce sens
 » le forfait, nous proposerions, par voie d'amendement, la nouvelle rédaction
 » suivante de l'article 9 :

» Le paragraphe premier de l'article 32, est complété par la disposition sui-
 » vante :

» Les redevables jouissant des revenus visés à l'article 25, 1° et auxquels ne
 » sont pas applicables les articles 16 et 17 du livre premier, titre III du Code de
 » commerce, ont la faculté de demander que leurs revenus imposables soient
 » fixés forfaitairement, pour une période triennale sur la base de la moyenne
 » annuelle des revenus, dûment constatés, des trois dernières années. »

» Notre amendement n'avait été rédigé que dans une pensée de transaction.

» Cette transaction ne semble pas avoir reçu l'accord de la majorité de la
 » Commission.

» Dans ces conditions, nous retirons l'amendement et maintenons notre op-
 » position formelle au principe du forfait. »

IV

L'article 9, mis aux voix, ayant recueilli 12 votes négatifs et 12 votes favo-
 rables, n'a donc pas été adopté par votre Commission.

CHAPITRE II DE LA LOI ORGANIQUE.

DÉTERMINATION DES TAUX DES IMPÔTS CÉDULAIRES.

§ 1. — *Contribution foncière.*

Article 10 du projet de loi, modifiant l'article 33 de la loi organique.

(Cotes non portées aux rôles.)

I.

L'exposé des motifs déclare : « Cet article a pour but de réaliser une simplifi-

» cation dans la perception de l'impôt; la loi prévoit que les cotes foncières inférieures à 1 franc (en principal) ne sont pas comprises au rôle; on propose de » porter ce chiffre à 3 francs. »

II.

Votre Commission a décidé de vous proposer le vote de l'article.

§ 3. — *Taxe professionnelle.*

Article 11 du projet de loi, modifiant l'article 35 de la loi organique.

(Péréquation du taux de la taxe professionnelle.)

I.

Cet article est un des plus importants du projet qui vous a été soumis. Il tend en ordre principal à réaliser une péréquation de la taxe professionnelle analogue à celle que le législateur a consacré quant à la supertaxe.

Actuellement cet impôt est calculé par tranche de 5,000 francs de revenus et le taux initial de 2 p. c. croît de 1 p. c. par tranche, sans pouvoir dépasser 10 p. c. pour la partie des revenus excédant 40,000 francs.

Dorénavant, la taxe serait établie par tranche de 10,000 francs, et le taux initial de 2 p. c. croîtra, comme à présent, de 1 p. c. par tranche, sans pouvoir dépasser 10 p. c. pour la partie des revenus excédant 80,000 francs au lieu de 40,000 francs.

II.

Des membres de la Commission ont estimé que le tableau joint à l'exposé des motifs, et dans lequel le Gouvernement comparait les résultats du système en vigueur et ceux des dispositions proposées, ne leur permettait pas de connaître exactement la portée de la réforme suggérée. Ils ont demandé la publication des graphiques et des tableaux décrits au n° III de la partie générale du rapport (valeur-or du franc; valeur-or des minima exonérés; charge de la taxe cédulaire et de la supertaxe grevant divers revenus professionnels) et ils ont adressé les questions suivantes au Gouvernement :

PREMIÈRE QUESTION.

A propos de l'art. 11, un tableau figure en annexe A qui permet de comparer, pour un revenu déterminé les résultats du système actuel et ceux des dispositions proposées. Mais cela ne suffit pas. Il faudrait, en effet, que nous puissions connaître le nombre de personnes imposées pour des revenus professionnels variant entre 10,000 francs et 1,000,000 de francs par an, en respectant la même classification intermédiaire, que celle reprise à l'annexe A. Ne pourrions-nous obtenir un tableau répartissant les contribuables dans chacune des catégories reprises au tableau-annexe A?

RÉPONSE.

Les tableaux suivants fournissent les renseignements demandés.

I. — *Statistique des revenus professionnels déclarés à la taxe professionnelle pour l'exercice 1925 (revenus de 1924) et montant de la taxe professionnelle correspondante.*

Catégories de revenus.	Nombre. (En milliers.)	Montant des revenus. (En millions.)	Montant de la taxe professionnelle. (En millions.)
De moins de 5,000	1,571	7,069	29
De 5 à 10,000	1,130	7,911	87
De 10 à 25,000	238,1	3,215	75
De 25 à 50,000	30	1,007	43
De 50 à 100,000	8,5	565	38
De 100 à 240,000	2,9	430	37
De 250,000 et plus	0,7	385	37
Totaux	2,981,2	20,582	346

Note. Aucune statistique de ces revenus n'a pu être produite pour l'exercice 1926, qui ne sera clôturé que le 31 octobre 1927.

Comparaison entre les revenus professionnels déclarés à la taxe professionnelle pour chacun des exercices 1920, 1921 et 1925 (Revenus des années 1919, 1920, 1922 et 1924).

Catégories de revenus.	Nombre (en milliers) des revenus déclarés à la taxe professionnelle pour les exercices :							
	1920 (revenus de 1919).	P. c.	1921 (revenus de 1920).	P. c.	1923 (revenus de 1922).	P. c.	1925 (revenus de 1924).	P. c.
Francs.								
De moins de 5,000	1,632.6	86.69	1,935.-	71.19	1,924.3	69.60	1,571	52.83
De 5 à 10,000	176.6	9.38	670.9	24.68	703.6	25.43	1,130	38.03
De 10 à 25,000	61.-	3.24	93.8	3.45	115.7	4.18	238.1	7.99
De 25 à 50,000	9.1	0.48	13.4	0.49	15.8	0.57	30	0.73
De 50 à 100,000	2.6	0.14	3.7	0.13	3.9	0.14	8.5	0.29
De 100 à 250,000	0.9	0.05	1.3	0.05	1.4	0.05	2.9	0.10
De 250,000 et plus.	0.3	0.02	0.3	0.01	0.3	0.01	0.7	0.03
	1,883.1	100.00	2,718.4	100.00	2,763.-	100.00	2,981.2	100.00
Montant en mil- lions de francs de francs des revenus corres- pondants.	9,272		14,562		15,291		20,582	

DEUXIÈME QUESTION.

Pourrait-on obtenir pour la péréquation de la taxe professionnelle un tableau analogue à celui qui a été fourni en 1927 à l'occasion de la discussion de la péréquation de la surtaxe ?

Tableau comparatif de la taxe professionnelle due par un redevable marié et père de deux enfants de plus de 8 ans, habitant une commune de 1^{ère} catégorie (60,000 habitants et plus).

Revenu imposable :	Montant brut de la taxe professionnelle :	Minimum exonéré :	Impôt correspondant au minimum exonéré.	Taxe professionnelle nette :	Pourcentage entre les revenus et l'impôt :	
					brut.	net.
a) en francs ;	a) en francs ;	a) en francs ;		a) en francs ;		
b) en francs-or.	b) en francs-or.	b) en francs-or.		b) en francs-or.		

Régime de la loi de 1920.

a) 10,000 »	260 »	5,760 »	117 »	143 »	2.60	1.43
b) 3,813 »	99.12	2,196.07	»	54.50	»	»
a) 30,000 »	1,275 »	5,760 »	117 »	1,458 »	4.25	3.86
b) 11,438 »	486.10	2,196.07	»	441.47	»	»
a) 50,000 »	2,960 »	5,760 »	117 »	2,743 »	5.92	5.49
b) 19,063 »	1,128.54	2,196.07	»	1,045.80	»	»
a) 100,000 »	7,960 »	5,760 »	117 »	7,843 »	7.96	7.84
b) 38,126 »	3,034.17	2,196.07	»	2,990.24	»	»
a) 300,000 »	27,960 »	5,760 »	117 »	27,843 »	9.32	9.28
b) 114,379 »	10,660.12	2,196.07	»	10,615.50	»	»

Régime en vigueur après la loi du 28 février 1924.

a) 10,000 »	260 »	6,300 »	132 »	128 »	2.60	1.28
b) 2,408 »	62.58	1,517.20	»	30.32	»	»
a) 30,000 »	1,275 »	6,300 »	132 »	1,143 »	4.25	3.81
b) 7,225 »	307.02	1,517.20	»	273.26	»	»
a) 50,000 »	2,690 »	6,300 »	132 »	2,828 »	5.92	5.65
b) 12,041 »	712.84	1,517.20	»	681.03	»	»
a) 100,000 »	7,960 »	6,300 »	132 »	7,828 »	7.96	7.83
b) 24,083 »	1,916.98	1,517.20	»	1,835.17	»	»
a) 300,000 »	27,960 »	6,300 »	132 »	27,828 »	9.32	9.28
b) 72,248 »	6,733.49	1,517.20	»	6,701.08	»	»

Revenu imposable :	Montant brut de la taxe profes- sionnelle :	Minimum exonéré :	Impôt correspondant au minimum exonéré.	Taxe professionnelle nette :	Pourcentage entre les revenus et l'impôt :	
					brut.	net.
a) en francs ; b) en francs-or.	a) en francs ; b) en francs-or.	a) en francs ; b) en francs-or.		a) en francs ; b) en francs-or.		
Régime en vigueur après la loi du 31 décembre 1925.						
a) 10,000 »	250 »	6,700 »	151 »	(1) 99 »	2 50	0.99
b) 1,644 »	41 11	1,101.61	»	16.27	»	»
a) 30,000 »	1,350 »	6,700 »	151 »	1,199 »	4.50	3.99
b) 4,933 »	221.97	1,101.61	»	197.14	»	»
a) 50,000 »	3,200 »	6,700 »	151 »	3,049 »	6.50	6.09
b) 8,224 »	526.15	1,101.61	»	501.32	»	»
a) 100,000 »	8,200 »	6,700 »	151 »	8,049 »	8.20	8.04
b) 16,442 »	1,348.25	1,101.61	»	1,326.42	»	»
a) 300,000 »	28,200 »	6,700 »	151 »	28,049 »	9.40	9.35
b) 49,327 »	4,636.69	1,101.61	»	4,611.84	»	»
Régime en vigueur après la loi du 20 avril 1927.						
a) 10,000 »	250 »	10,100 »	254 »	»	2.50	»
b) 1,458 »	36.45	1,473 »	»	»	»	»
a) 30,000 »	1,350 »	10,100 »	254 »	1,096 »	4.50	3.63
b) 4,375 »	196.87	1,473 »	»	159.80	»	»
a) 50,000 »	3,200 »	10,000 »	254 »	2,946 »	6.40	5.89
b) 7,292 »	466.67	1,473 »	»	429.53	»	»
a) 100,000 »	8,200 »	10,100 »	254 »	7,946 »	8.20	7.95
b) 14,583 »	1,195.81	1,473 »	»	1,158.53	»	»
a) 300,000 »	28,200 »	10,100 »	254 »	27,946 »	9.40	9.31
b) 43,750 »	4,112.48	1,473 »	»	4,074.53	»	»
Régime proposé.						
a) 10,000 »	200 »	10,100 »	203 »	»	2.00	»
b) 1,428.60	38.57	1,443 »	»	»	»	»
a) 30,000 »	900 »	10,100 »	203 »	637 »	3.00	2.32
b) 4,285.80	128.57	1,443 »	»	99.57	»	»
a) 50,000 »	2,000 »	10,100 »	203 »	1,796 »	4.00	3.60
b) 7,143 »	293.72	1,443 »	»	256.72	»	»
a) 100,000 »	6,400 »	10,100 »	203 »	6,197 »	4.60	6.20
b) 14,286 »	314.30	1,443 »	»	385.30	»	»
a) 300,000 »	26,400 »	10,100 »	203 »	26,197 »	8.80	8.73
b) 42,858 »	3,771.50	1,443 »	»	3,742.50	»	»

(1) Plus 25 centimes addi tionnels extraordinaires au profit de l'Etat.

3^{me} QUESTION.

Quelles sont les conséquences financières résultant de l'application de l'article ?

RÉPONSE.

Cette disposition constitue une péréquation de la taxe professionnelle, analogue à celle qui a été mise en vigueur quant à la supertaxe. Celle-ci a été sérieusement réduite pour les gros revenus, mais sa diminution n'est guère appréciable pour les classes moyennes ; c'est la péréquation de la taxe professionnelle qui doit profiter aux revenus moyens et qui entraînera une grosse partie du déchet qui, pour l'ensemble des dispositions du projet, l'on a évalué à environ 90 millions.

III.

L'article a été vivement discuté en Commission.

Des membres se sont déclarés peu favorables à la péréquation proposée ; 1° parce que la valeur actuelle et réelle des minima exonérés était inférieure à celle qui fut adoptée en 1919. Ceux-ci avaient été établis de 3,000 à 6,000 francs (1) soit de 1,500 à 3,000 francs or ; les minima décidés en 1920 furent adoptés parce qu'une revalorisation rapide du franc était escomptée ; 2° parce que la péréquation, comme les chiffres le démontrent, réduira fortement la taxe payée par des revenus importants, tandis que celle acquittée par de petits revenus sera à peine diminuée de quelques unités ; 3° parce que toute péréquation n'établit pas l'égalité des charges qui devraient atteindre tous les revenus, les salaires étant taxés à la source, tandis que la déclaration de revenus importants est parfois sujette à caution. Ces membres ont déclaré vouloir réserver un vote définitif jusqu'à ce qu'il soit décidé si les minima exonérés de la taxe professionnelle et de la supertaxe seraient ramenés à la valeur originale de 1919. Ils ont proposé par amendement d'arrêter d'abord, que les minima exonérés de la supertaxe seraient relevés, et ensuite que, pour égaliser les minima, serait abrogé un texte voté en 1926, et par lequel le minimum exempté de la taxe professionnelle est fixé aux trois quarts de celui exempté de la supertaxe. Les amendements étaient rédigés comme suit : « Par modification à l'article 41 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, » le minimum exonéré de la supertaxe est porté respectivement à 11,500 frs, » 10,900 francs, 10,300 francs, 9,700 francs et 9,100 francs (2). — L'article » 25 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus est modifié comme » suit : au minimum exempté de la supertaxe en vertu de l'article 41 (3). »

Le principe de la péréquation a été défendu : 1° parce qu'il était la conséquence logique de la péréquation de la supertaxe, qui fut réalisée en 1927 ; 2° parce que les autres objections adressées à la réforme n'étaient pas pertinentes. Les minima adoptés en 1919 n'ont pas été appliqués. On a ajouté, que si la valeur réelle des minima exemptés depuis 1926 n'atteint pas la valeur réelle qu'ils avaient en 1920 quand il s'agit de fixer l'impôt du célibataire, du ménage sans enfants, du ménage avec un ou deux enfants, ces minima

(1) Les minima étaient de 3,000 francs ; 3,500 francs ; 4,000 francs ; 4,500 francs ; 5,000 francs et 5,500 francs.

(2) Les minima exemptés sont de 5,000 francs ; 5,500 francs ; 6,000 francs ; 6,500 francs et 7,500 francs.

(3) L'article 4 fixe le minimum exempté de la taxe professionnelle aux trois quarts de celui exempté de la supertaxe.

atteignent ou dépassent considérablement en valeur réelle ceux de 1920 quand il faut établir la cotisation due par un ménage comptant 3 enfants et plus. On a ajouté encore, que tous les minima ont été relevés depuis 1925; les documents de l'annexe II le démontrent. On a signalé aussi, que la taxe professionnelle était assise sur un revenu net et pas sur un revenu brut (1). On a demandé, de ne pas oublier que le nombre des redevables de la taxe professionnelle a été considérablement réduit depuis la péréquation de la supertaxe et qu'un nouveau relèvement des minima exonérerait du paiement de l'impôt la majorité de nos concitoyens (2). On a déclaré qu'il ne suffisait pas de calculer le nombre de francs dont les taxes seraient réduites, qu'il fallait vérifier de quel pour cent de charges un revenu était grevé; or les chiffres publiés aux documents de l'annexe II démontraient, que les revenus modestes étaient souvent totalement exonérés de l'impôt, et que des revenus importants supportaient, par la progression des taxes, une lourde charge. Les partisans d'une péréquation, ne pouvant néanmoins oublier que les taux de la taxe professionnelle sont peu élevés quand on les compare (3), par rapport à ceux des autres impôts, ont, par amendement, proposé de décider que l'impôt professionnel « serait calculé par tranche de 7,500 francs (4) et que le taux maximum de » 10 p. c. grevant les tranches supérieures ne pourrait être dépassé pour la partie des revenus excédant 67,500 francs (5).

Les résultats qui résulteraient d'une adoption éventuelle de l'amendement sont indiqués à l'annexe III du rapport et comparés avec ceux que donne l'application du régime en vigueur et ceux que donnerait l'application du régime proposé par le projet de loi.

IV.

La proposition de fixer le montant des tranches à 7,500 francs et celle de fixer à 67,500 francs la partie des revenus ne pouvant être frappée de plus de 10 p. c. d'impôts a été adoptée par votre Commission.

La majoration des minima exonérés de la supertaxe a été repoussée par 12 voix contre 12.

La proposition tendant à uniformiser les minima, a été retirée.

L'ensemble de l'article 11 amendé, ayant été mis aux voix, a recueilli 12 votes favorables et 12 votes négatifs et n'a donc pas été adopté par votre Commission (6).

(1) L'art. 29, § 3, alinéa 2, décide que les charges professionnelles sont fixées au sixième de la partie des rémunérations ou salaires ne dépassant pas 18,000 francs et au dixième sur l'excédent. Toutefois, ce forfait ne peut, sauf preuve contraire, dépasser 10,000 francs par redevable.

(2) Voir *Pasinomie*, discussion de la loi du 20 avril 1927, et notamment les *Annales parlementaires*, Chambre, Session 1926-1927, p. 1068, où il a été démontré que les réductions des minima décidées en 1926, avaient parfois supprimé toute taxe professionnelle dans des localités, et excessivement réduits (jusqu'à 10 p. c.) les taxes professionnelles et la cotisation à la supertaxe dans les Flandres.

(3) Voir toutes les annexes, *Pasinomie*.

(4) Le projet de loi fixe à 10,000 francs le taux des tranches.

(5) Le projet de loi fixe ce chiffre à 80,000 francs.

(6) Votre rapporteur tient à vous avertir qu'il a été informé que des collègues défendront le rétablissement de la faculté pour les redevables d'être cotisés à la taxe professionnelle par tranches de revenus imposables, correspondant à 5 p. c. de l'actif net, au début de l'exercice.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 12 du projet de loi, modifiant l'article 58 de la loi organique.*(Paiement anticipé d'une quotité de l'impôt.)*

I.

L'exposé des motifs apprend : « Une réforme importante au point de vue » des facilités de la Trésorerie fait l'objet de l'article 12 du projet; cet article » dispose que : « pour les impôts sur les revenus, non retenus à la source, de » même qu'en ce qui concerne l'impôt sur le mobilier et la contribution per- » sonnelle, les redevables seront tenus de verser, avant le 1^{er} mai de chaque » année, une somme au moins égale à la moitié, soit de celle qu'ils ont payée » pour l'année antérieure, soit du montant approximatif des cotisations qui » résulteront de leurs déclarations relatives auxdits impôts. Au besoin, ce mon- » tant sera indiqué aux intéressés par le contrôleur compétent. Les sommes » restant dues seront payables dans le mois de la réception de l'avis de coti- » sation ou de l'avertissement extrait du rôle.

» Le système proposé s'inspire de ce qui se pratique à l'étranger, notamment » aux Etats-Unis. Il aura pour effet de faire rentrer dans les caisses de l'Etat » des sommes considérables au moins trois à six mois plus tôt qu'actuellement. »

II.

Un membre a fait remarquer que le versement d'une quotité de l'impôt avant l'établissement des cotisations définitives compliquerait le travail de l'administration et qu'il amènerait des restitutions de taxes dans les cas où les revenus imposables seraient diminués.

Son observation n'a pas été appuyée.

Mais pour éviter qu'une obligation nouvelle ne soit imposée aux contribuables si les besoins du Trésor ne l'exigent pas impérieusement, et pour éviter aussi que le contribuable ne calcule erronément la redevance qu'il doit acquitter, des membres ont proposé de décider que « le paiement anticipatif pourra » être exigé et que la quotité à payer sera toujours indiquée par les contrôleurs » compétents ».

III.

L'article amendé a été adopté par votre Commission qui vous en propose le vote.

Article 13 du projet de loi.*(Taxe spéciale sur le produit net des coupes ou ventes de bois.)*

I.

L'exposé des motifs explique : « Pour les raisons exposées à propos de l'arti- » cle premier, l'article 13 assujettit à un impôt spécial de 5 p. c. le produit net » des coupes ou des ventes de bois, c'est-à-dire leur montant brut diminué d'un » cinquième pour tous frais. La contribution foncière atteint généralement 10 » à 15 p. c. avec les additionnels; le taux de l'impôt proposé, qui tiendra lieu » d'impôt cédulaire et de supertaxe quant au produit des coupes, n'a donc rien

» d'exagéré; il a été fixé à un taux modéré eu égard au fait que les propriétaires de bois acquittent depuis longtemps la contribution foncière sur un revenu cadastral supérieur à la rente du sol et en outre qu'ils ont supporté la supertaxe, depuis 1920, sur des revenus non réalisés.

» Le mot « coupes » employé à l'article 13 du projet doit être pris dans son acception générale; il vise non seulement les coupes proprement dites, mais aussi les élagages et autres opérations analogues.

» L'impôt nouveau sera payable dans le mois de la coupe ou de la vente, sur déclaration faite au bureau du receveur des contributions de la localité où elle aura lieu. Le cas échéant, les cotisations seront établies et recouvrées selon les règles usitées en matière d'impôts directs.

» Afin de dédommager les communes de la diminution de ressources résultant pour elles de la nouvelle évaluation du revenu cadastral des propriétés boisées, prévue à l'article premier du projet, le paragraphe 2 de l'article 13 dispose qu'un dixième de la taxe spéciale de 5 p. c. est attribué aux communes. Mais il ne pourra être établi des additionnels à ladite taxe, ni des impositions similaires. »

II.

Les questions suivantes ont été adressées au Gouvernement :

PREMIÈRE QUESTION.

A propos de la **taxe spéciale** de 5 p. c. sur le produit net des coupes et de ventes de bois prévues par l'art. 13, serait-il possible de savoir sur quels éléments réels on s'est basé pour fixer ce taux de 5 p. c. ? Quelle signification exacte doit-on donner du passage de l'exposé des motifs où il dit que le taux de l'impôt proposé a été fixé à un taux modéré, alors qu'il doit tenir lieu d'impôt cédulaire et de supertaxe ?

RÉPONSE.

Le taux dont il s'agit a été fixé forfaitairement à 5 p. c., après consultation des nombreuses personnalités spécialement compétentes en matière forestière. Ce taux est modéré eu égard au fait qu'il s'appliquera en partie à des revenus produits antérieurement à la mise en vigueur de l'impôt sur le revenu global.

2^{me} QUESTION.

Le Département connaît-il le montant que pourraient produire les taxes proposées à l'art. 13 ?

RÉPONSE.

Les éléments manquent également pour apprécier, dès à présent, le montant présumé de l'impôt spécial, ce montant étant en corrélation directe avec la nature du bois, l'importance des coupes, le prix marchand de l'époque des ventes.

3^{me} QUESTION.

L'art. 13 prévoit que 1/10^e de ladite taxe de 5 p. c. est attribué aux communes et qu'il ne peut être ajouté à cette taxe des centimes additionnels ou des impôts analogues. Pourrais-je savoir si actuellement certaines communes ne prélèvent pas de taxes spéciales frappant les coupes de bois ?

RÉPONSE.

Jusqu'à ce jour, il n'est pas à la connaissance de l'administration que des communes aient établi des taxes spéciales sur le produit des coupes de bois.

III.

La discussion provoquée par l'examen de l'article a reproduit les considérations qui furent développées quand la définition du revenu cadastral des propriétés boisées fut étudiée.

IV.

Soumis au vote, l'article a recueilli 12 votes favorables contre 12 votes négatifs et n'a donc pas été adopté par votre Commission.

Article 14 du projet de loi.

(Entrée en vigueur des textes proposés.)

I.

La Commission ayant repoussé l'introduction du principe du forfait dans la loi, elle doit vous proposer de ne pas adopter le paragraphe 2 de l'article qui réglait l'application de ce principe pour la première période triennale.

II.

Elle a estimé que les dispositions adoptées pourraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1929.

TROISIÈME PARTIE.**Vote d'ensemble.**

I.

L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, a recueilli 12 votes favorables contre 12 votes négatifs ; votre Commission ne décide donc pas de vous en proposer l'adoption.

II.

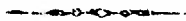
Le texte du présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

MAX HALLET.



Annexe I.

Equilibre des taxes assises sur des revenus déterminés

ou

sur des revenus provenant de sources diverses.

GRAPHIQUES

représentant les fluctuations des charges

depuis 1920 jusqu'en 1927.

NOTE EXPLICATIVE DES GRAPHIQUES A, B, C, D, E, F.

I.

Les graphiques ont été tracés pour vérifier si les impôts qui sont perçus et ceux qui seraient levés à l'avenir respectent et respecteraient *l'équilibre* établi en 1919 entre le taux des divers impôts cédulaires et celui de la supertaxe.

II.

Il serait difficile de procéder à cette vérification si l'on comparait la recette totale fournie au Trésor par chaque impôt avec le chiffre total de chaque catégorie de revenus sur lequel ces impôts sont établis. D'abord le montant exact du chiffre total des revenus de chaque catégorie est peu connu. Ensuite, certains impôts étant proportionnels et d'autres progressifs, la proportion qu'on établirait entre les recettes totales produites par les divers impôts et le montant des divers revenus serait discutable, parce qu'il est impossible de faire indiquer exactement par la proportion le montant des réductions d'impôt ou des exonérations d'impôts dont bénéficient les contribuables, soit à raison de la modicité du revenu, soit à raison de charges familiales ou professionnelles.

Une comparaison entre le taux des impôts qui ont été établis en 1920 avec celui qui existerait en 1927, à supposer que le projet de loi déposé soit admis, n'est possible, que si des cas précis, représentant une grande majorité des situations individuelles existant dans le pays, étaient étudiées.

Les graphiques ont été tracés dans ce but.

III.

Les principes suivants ont été suivis à l'occasion de la recherche des revenus étudiés dans les graphiques et du tracé des graphiques.

1° On a recueilli les renseignements pour des contribuables résidant dans des communes de moins de 5,000 habitants, ces communes étant les plus nombreuses;

2° On envisagé la situation de contribuables mariés et pères de trois enfants, parce que les familles ainsi composées représentent la famille normale belge;

3 Les revenus étudiés ont été choisis parce que le capital ou le travail qui les fournit n'a pas été augmenté ou n'a pas cru en importance depuis 1920 jusqu'en 1927.

Ainsi, les immeubles, les actions, les obligations, les capitaux étrangers dont le revenu est successivement indiqué depuis 1920 jusqu'en 1927, sont les mêmes toujours. Les traitements sont ceux alloués de 1920 jusqu'ici 1927 à des situations identiques. Les augmentations des capitaux — investis dans les affaires — ont été obtenus par le moyen d'ouvertures de crédit.

En un mot, les situations étudiées sont toujours identiques et les augmentations du chiffre des revenus ne sont qu'une conséquence de la dévalorisation du franc, amenant une augmentation du loyer, du fermage, du dividende, du cours du dollar des États-Unis, du prix de vente des denrées ou marchandises, des traitements et salaires.

Ainsi ont été rendues possibles les comparaisons entre les charges ayant grevé les revenus de 1920 jusqu'en 1927;

4° Pour la rédaction des graphiques, il a été admis que les contribuables avaient eux-mêmes acquitté tous les impôts dont leurs revenus étaient frappés ;

5° Le montant des impôts afférant à chaque année a été établi en fonction de la législation qui était appliquée cette année-là ;

6° La surtaxe foncière n'a pas été payée en une année ;

7° Les additionnels provinciaux et communaux ont été portés aux chiffres maxima parce que les conseils provinciaux et communaux ont une tendance à épuiser les droits de taxation que la loi leur attribue ;

8° L'impôt pour 1927 a été calculé dans l'hypothèse que le projet qui nous est soumis eut été déjà appliqué ;

9° Les revenus étudiés sont modestes, moyens ou importants ;

10° Les colonnes des graphiques marquant successivement les conséquences résultant de la perception des impôts cédulaires, de la levée des additionnels provinciaux et communaux, ainsi que de la taxe de voirie, de l'établissement de la supertaxe ainsi que la taxe sur le mobilier ;

11° Dans l'étude des charges grevant des revenus provenant de sources diverses (graphiques D, E, F), les revenus provenant de la fortune acquise, ceux provenant du travail, ceux provenant à la fois de la fortune acquise et du travail ont été groupés séparément.

(38 bis)

1927/28

N° 248

Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 255

Graphiques A - F Grafieken

Revenus et impôts - Inkomsten en belasting

21 x

cfr 35 mm film

6 plan(s)

A.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

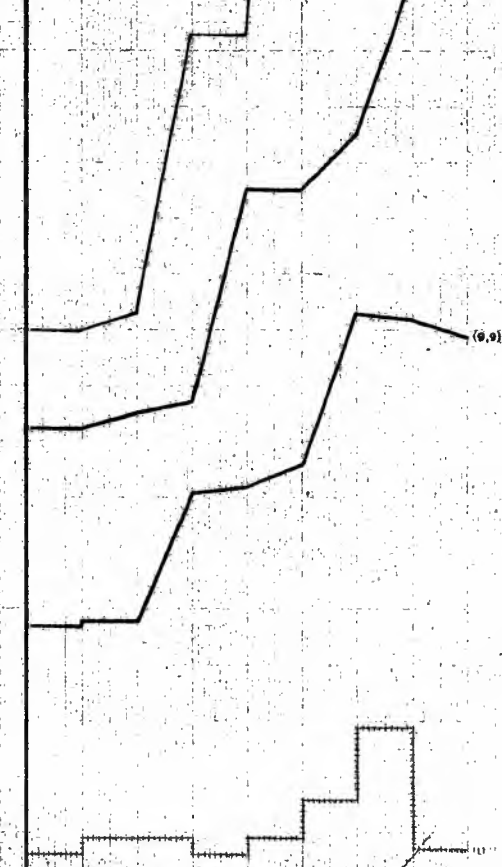
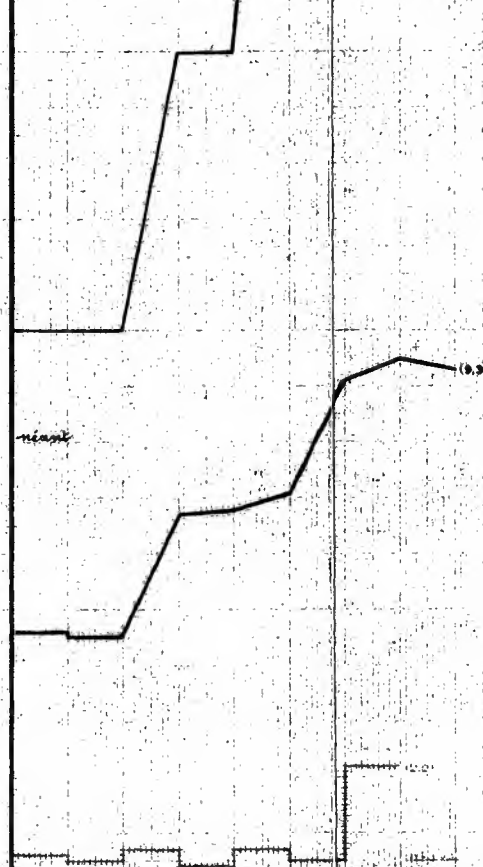
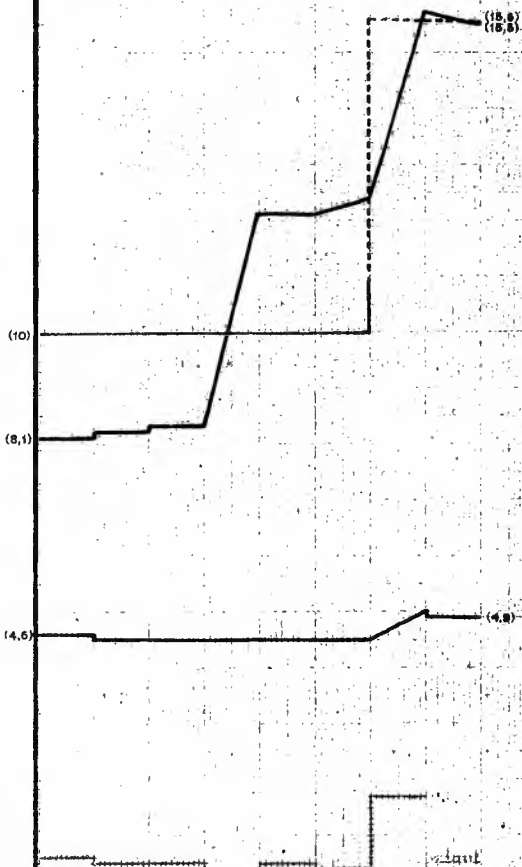
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

- | | |
|---|---|
| 1) Revenu cadastral
<i>Kadastraal inkomen</i> | en 1920 : fr. 3.347
in 1927 : fr. 4.895 |
| 2) Revenu des capitaux
<i>Inkomsten van roerende kapitalen
mobiliers</i> | en 1920 : fr. 5.927
in 1927 : fr. 10.995 |
| 3) Bénéfice du capital investi
<i>Winst op het aangewend kapitaal</i> | en 1920 : fr. 5.362
in 1927 : fr. 11.245 |
| 4) Traitements et salaires
<i>Wedden en loonen</i> | en 1920 : fr. 5.675
in 1927 : fr. 11.300 |



Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 256

B.

- 1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

- 1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
- 3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
- 4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

- 1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
- 3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
- 4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
- 5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
- 6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op warden en loonen

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral Kadastraal inkomen	en 1920 : fr. 23.429 in 1927 : fr. 34.265
2) Revenu des capitaux Inkomsten van roerend kapitaal mobiliers	en 1920 : fr. 41.489 in 1927 : fr. 76.825
3) Bénéfice du capital investi Winst op het aangewend kapitaal	en 1920 : fr. 37.534 in 1927 : fr. 61.669
4) Traitements et salaires Warden en loonen	en 1920 : fr. 39.725 in 1927 : fr. 79.100

(10)

(8.1)

(6.3)

(8.5)

(16.9)

(12.3)

Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 257

C.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

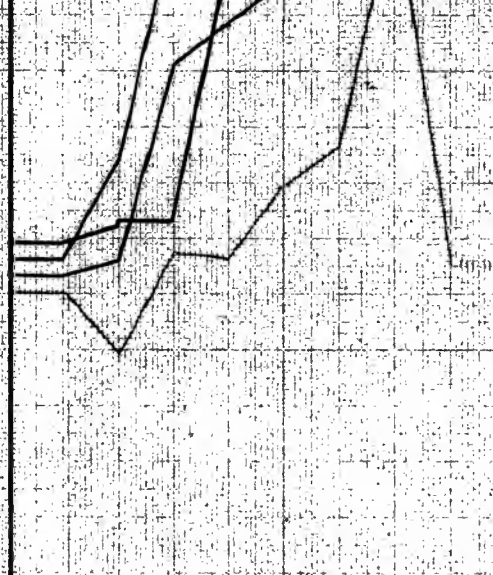
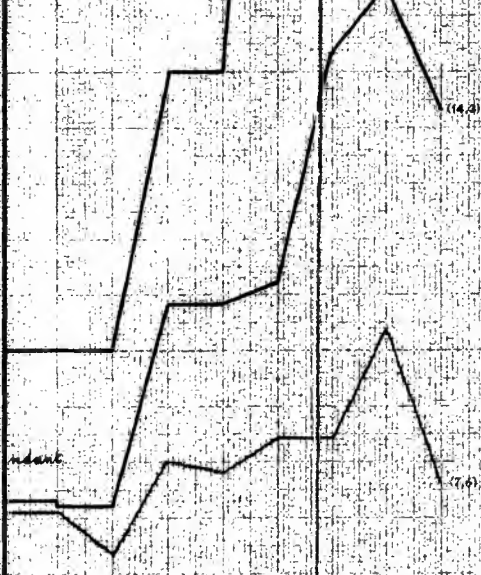
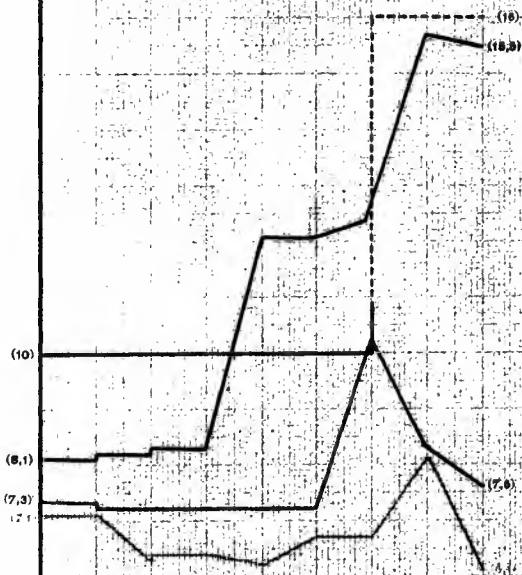
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral <i>Kadastraal inkomen</i>	en 1920 : fr. 46.858 in 1927 : fr. 68.530
2) Revenu des capitaux <i>Inkomsten van roerende kapitalen mobiliers</i>	en 1920 : fr. 82.978 in 1927 : fr. 153.650
3) Bénéfice du capital investi <i>Winst op het aangewend kapitaal</i>	en 1920 : fr. 75.068 in 1927 : fr. 157.850
4) Traitements et salaires <i>Wedden en loonen</i>	en 1920 : fr. 79.450 in 1927 : fr. 158.200



Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 258

D. Revenus combinés du tableau A.
Samengestelde inkomsten van de tabel A.

- 1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

- 1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
- 3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
- 4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

- 1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
- 3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
- 4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
- 5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobielier
- 6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

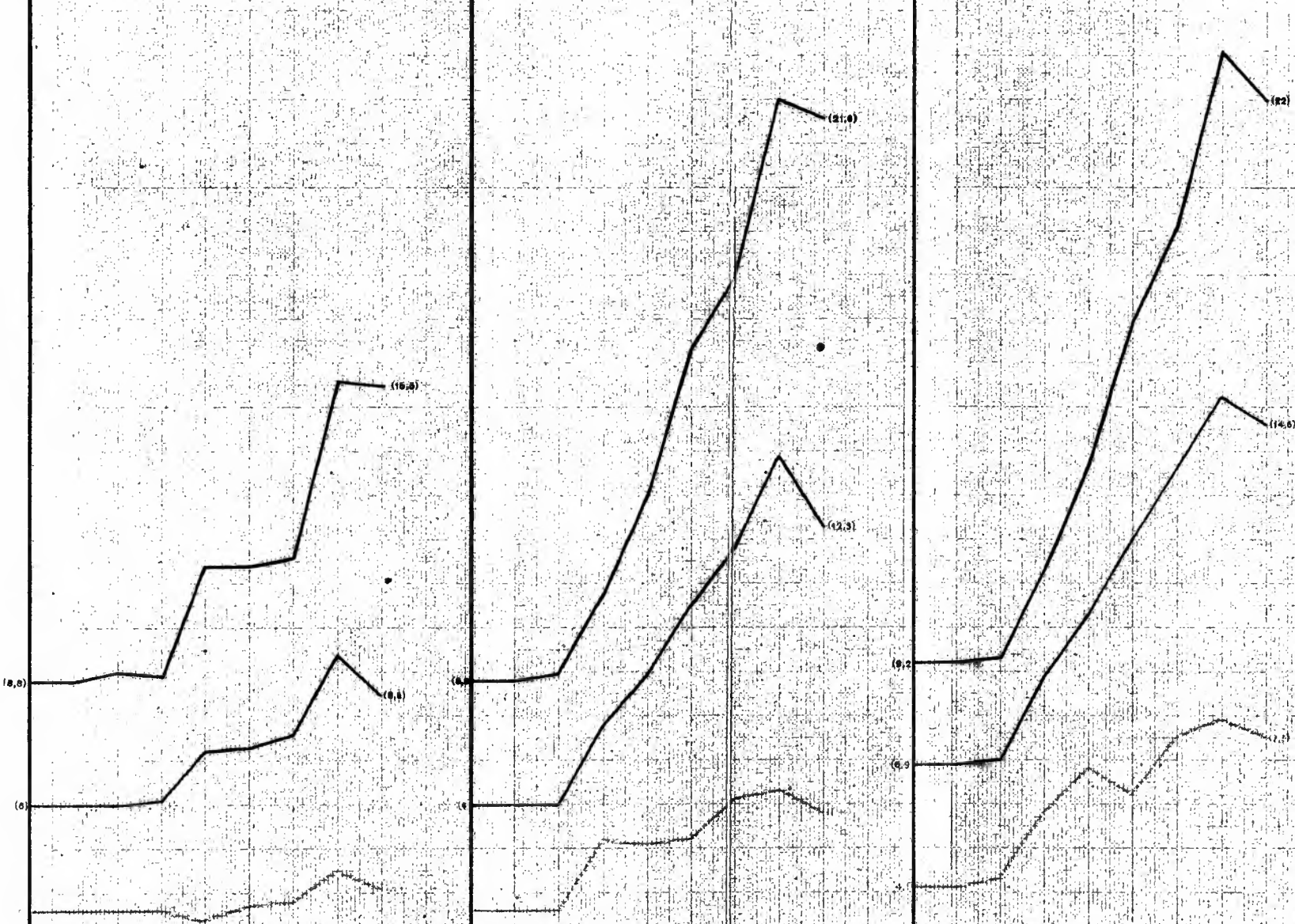
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
- 2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- 1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- 2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wissden en loonen
- Taxes sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral et re- Kadastraal en roerende inkom- nus mobiliers	en 1920 : fr. 9.274
	en 1927 : fr. 15.890
2) Bénéfices au capital investi Winst op het aangewend kapitaal et traitements et salaires en wissden en loonen	en 1920 : fr. 11.037
	en 1927 : fr. 22.575
3) Les 4 sources de revenus De 4 bronnen der inkomsten	en 1920 : fr. 20.311
	en 1927 : fr. 38.465



Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 259

E. Revenus combinés du tableau B.
Samengestelde inkomsten van de tabel B.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

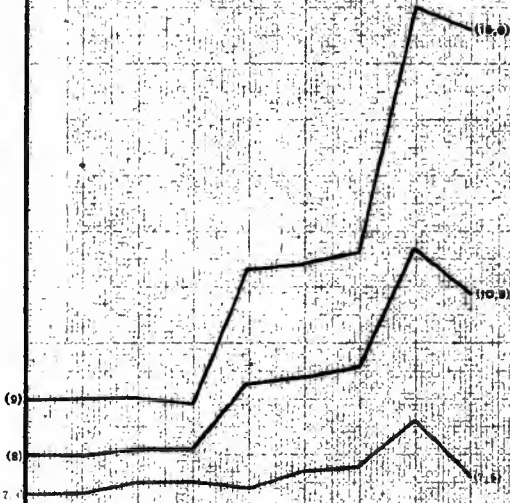
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen
Taxe sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral et reve- Kadastral en roerende inkom- nus mobiliers	en in	1920 : fr. 64.918 1927 : fr. 111.090
2) Bénéfices de capital investi Winst op het aangewend kapitaal et traitements et salaires en wedden en loonen	en in	1920 : fr. 77.269 1927 : fr. 158.025
3) Les 4 sources de revenus De 4 bronnen der inkomsten	en in	1920 : fr. 142.177 1927 : fr. 269.115



Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 260

F. Revenus combinés du tableau C.
Samengestelde inkomsten van de tabel C.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

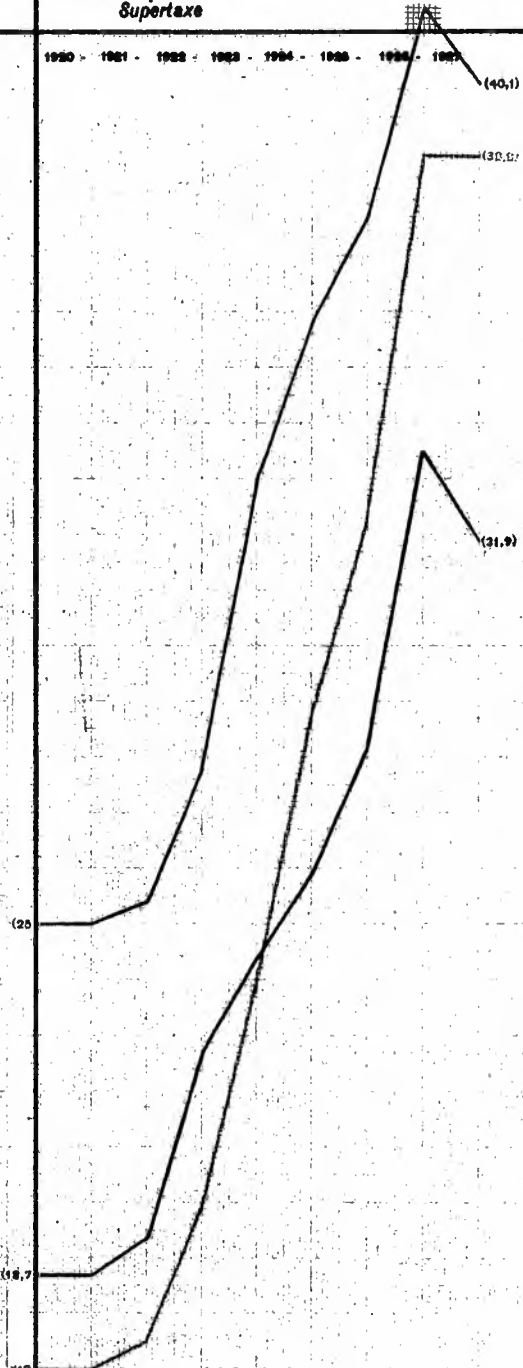
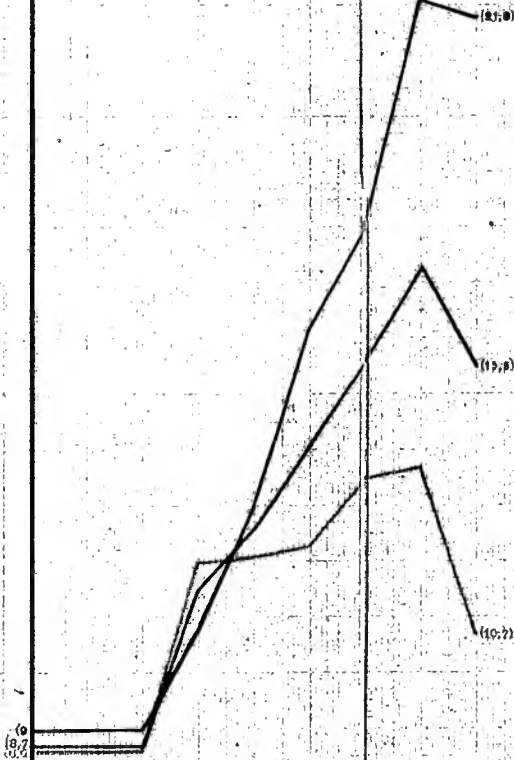
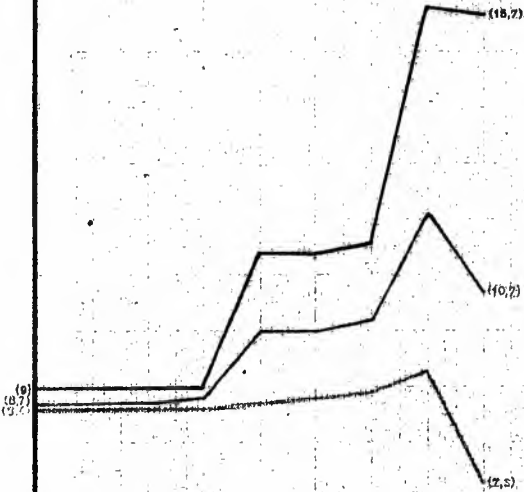
LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen
Taxes sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

- 1) Revenu cadastral et reve-
Kadastraal en roerende inkomen
nus mobiliers
2) Bénéfices « capital investi »
Winst op het aangewend kapitaal
et traitements et salaires
en wedden en loonen
3) Les 4 sources de revenus
De 4 bronnen der inkomsten

en 1920 : fr. 129.836
in 1927 : fr. 222.180
en 1920 : fr. 154.518
in 1927 : fr. 316.050
en 1920 : fr. 284.354
in 1927 : fr. 536.230



A.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

- | | | |
|--|---|-------------------|
| 1) Revenu cadastral
<i>Kadastraal inkomen</i> | $\left\{ \begin{array}{l} \text{en} \\ \text{in} \end{array} \right.$ | 1920 : fr. 3.347 |
| | $\left\{ \begin{array}{l} \text{en} \\ \text{in} \end{array} \right.$ | 1927 : fr. 4.895 |
| 2) Revenu des capitaux
<i>Inkomsten van roerende kapitalen</i> | $\left\{ \begin{array}{l} \text{en} \\ \text{in} \end{array} \right.$ | 1920 : fr. 5.927 |
| mobiliers | $\left\{ \begin{array}{l} \text{en} \\ \text{in} \end{array} \right.$ | 1927 : fr. 10.995 |
| 3) Bénéfice du capital investi
<i>Winst op het aangewend kapitaal</i> | $\left\{ \begin{array}{l} \text{en} \\ \text{in} \end{array} \right.$ | 1920 : fr. 5.362 |
| | $\left\{ \begin{array}{l} \text{en} \\ \text{in} \end{array} \right.$ | 1927 : fr. 11.245 |
| 4) Traitements et salaires
<i>Wedden en loonen</i> | $\left\{ \begin{array}{l} \text{en} \\ \text{in} \end{array} \right.$ | 1920 : fr. 5.675 |
| | $\left\{ \begin{array}{l} \text{en} \\ \text{in} \end{array} \right.$ | 1927 : fr. 11,300 |



B.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

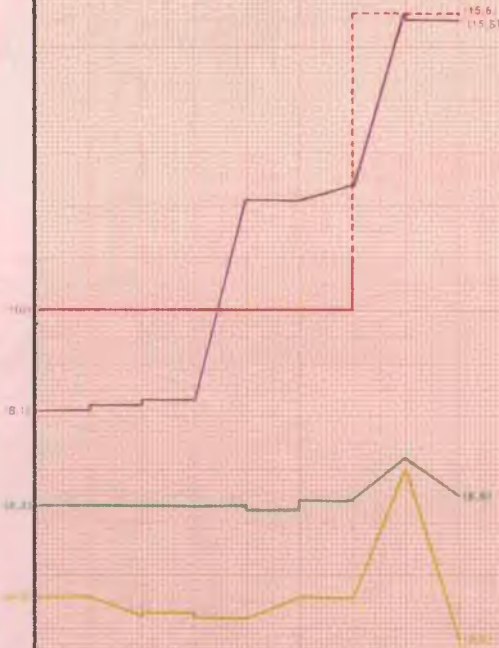
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus *Bedrag van het Inkomen*

1) Revenu cadastral <i>Kadastraal inkomen</i>	en 1920 : fr. 23.429 in 1927 : fr. 34.265
2) Revenu des capitaux <i>Inkomsten van roerende kapitalen mobiliers</i>	en 1920 : fr. 41.489 in 1927 : fr. 76.825
3) Bénéfice du capital investi <i>Winst op het aangewend kapitaal</i>	en 1920 : fr. 37.534 in 1927 : fr. 61.669
4) Traitements et salaires <i>Wedden en loonen</i>	en 1920 : fr. 39.725 in 1927 : fr. 79.100



C.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

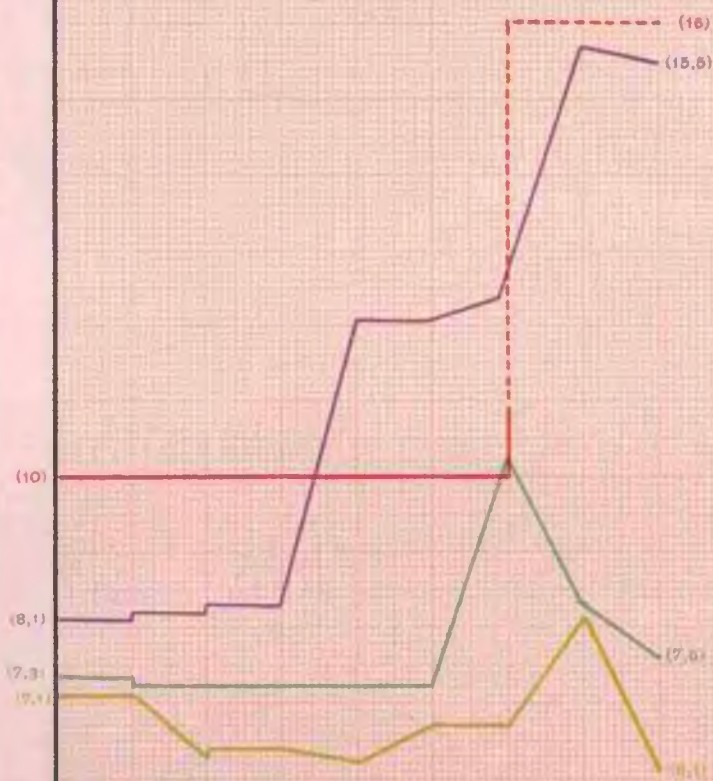
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

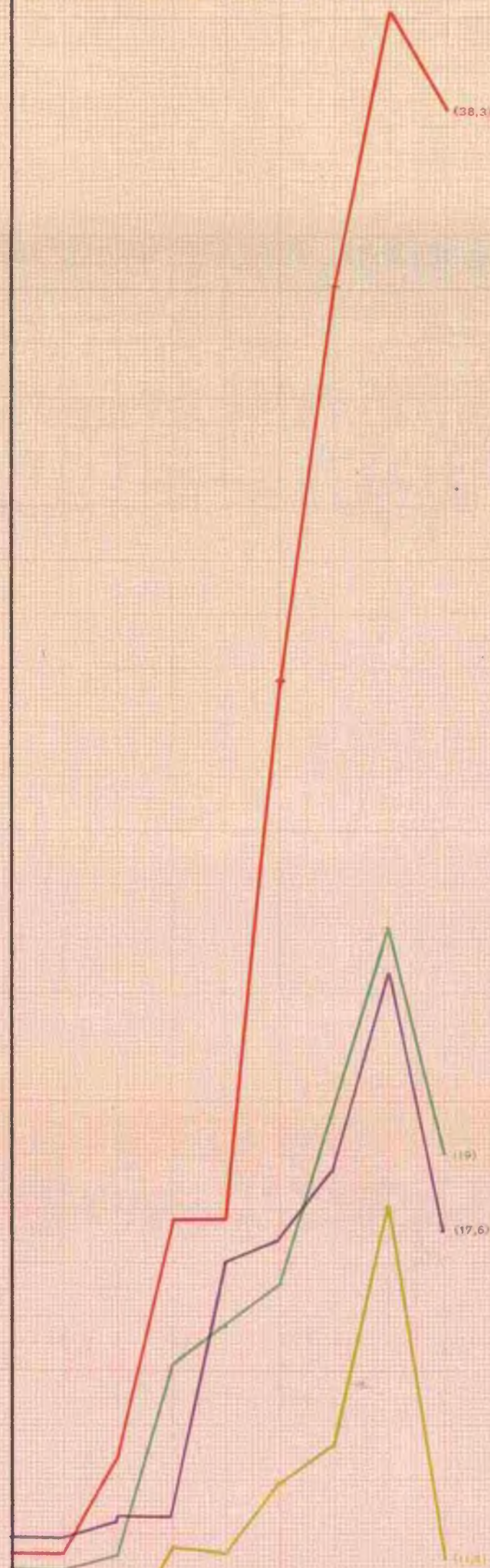
- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral <i>Kadastraal inkomen</i>	en 1920 : fr. 46.858 in 1927 : fr. 68.530
2) Revenu des capitaux <i>Inkomsten van roerende kapitalen</i> mobiliers	en 1920 : fr. 82.978 in 1927 : fr. 153.650
3) Bénéfice du capital investi <i>Winst op het aangewend kapitaal</i>	en 1920 : fr. 75.068 in 1927 : fr. 157.850
4) Traitements et salaires <i>Wedden en loonen</i>	en 1920 : fr. 79.450 in 1927 : fr. 158.200



néant



D. Revenus combinés du tableau A.
Samengestelde inkomsten van de tabel A.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

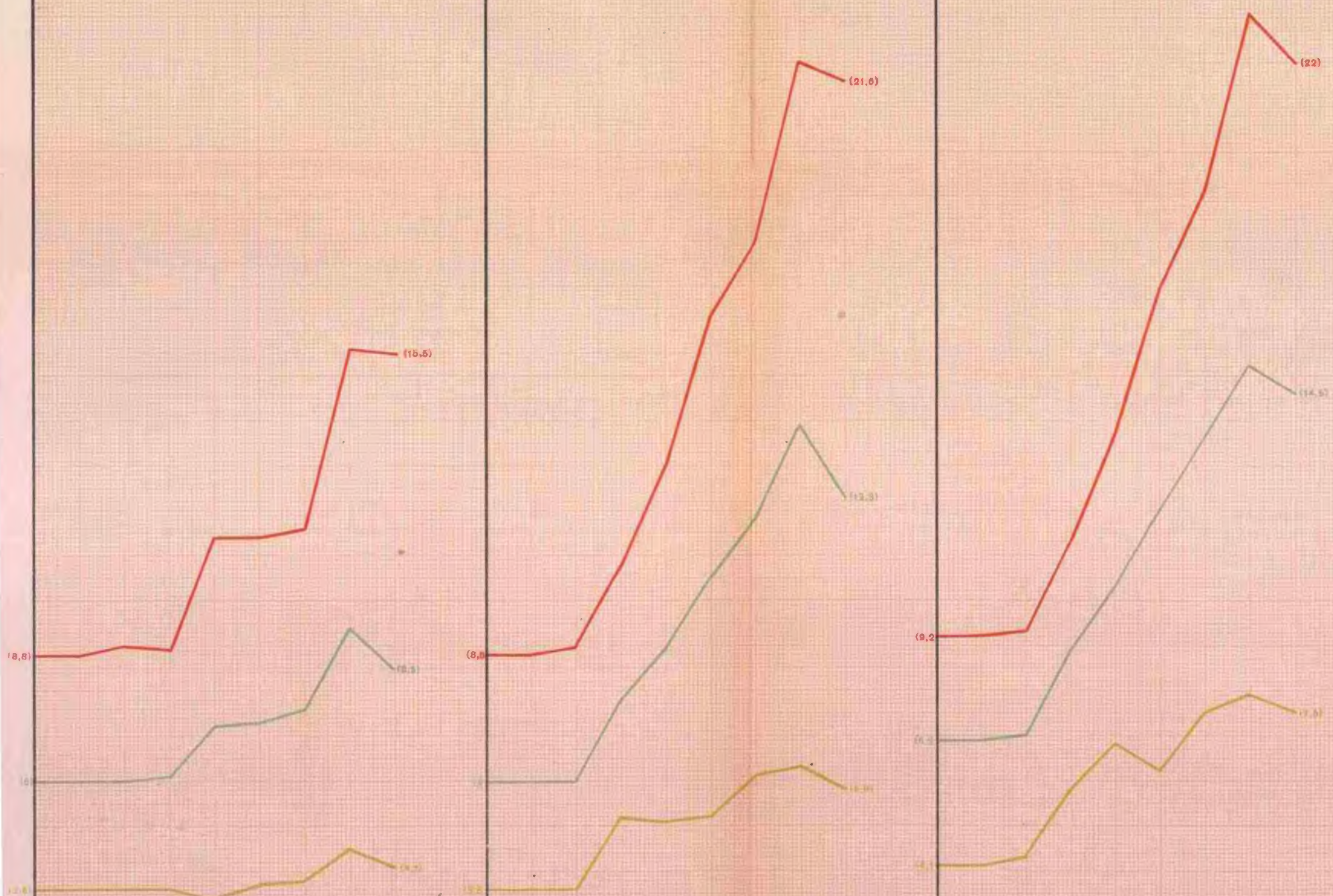
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
- 2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- 1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- 2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen
- Taxes sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral et reve- Kadastraal en roerende inkomen nus mobiliers	en 1920 : fr. 9.274 in 1927 : fr. 15.890
2) Bénéfices du capital investi Winst op het aangewend kapitaal et traitements et salaires en wedden en loonen	en 1920 : fr. 11.037 in 1927 : fr. 22.575
3) Les 4 sources de revenus De 4 bronnen der inkomsten	en 1920 : fr. 20.311 in 1927 : fr. 38.465



E. Revenus combinés du tableau B. Samengestelde inkomsten van de tabel B.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobielier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

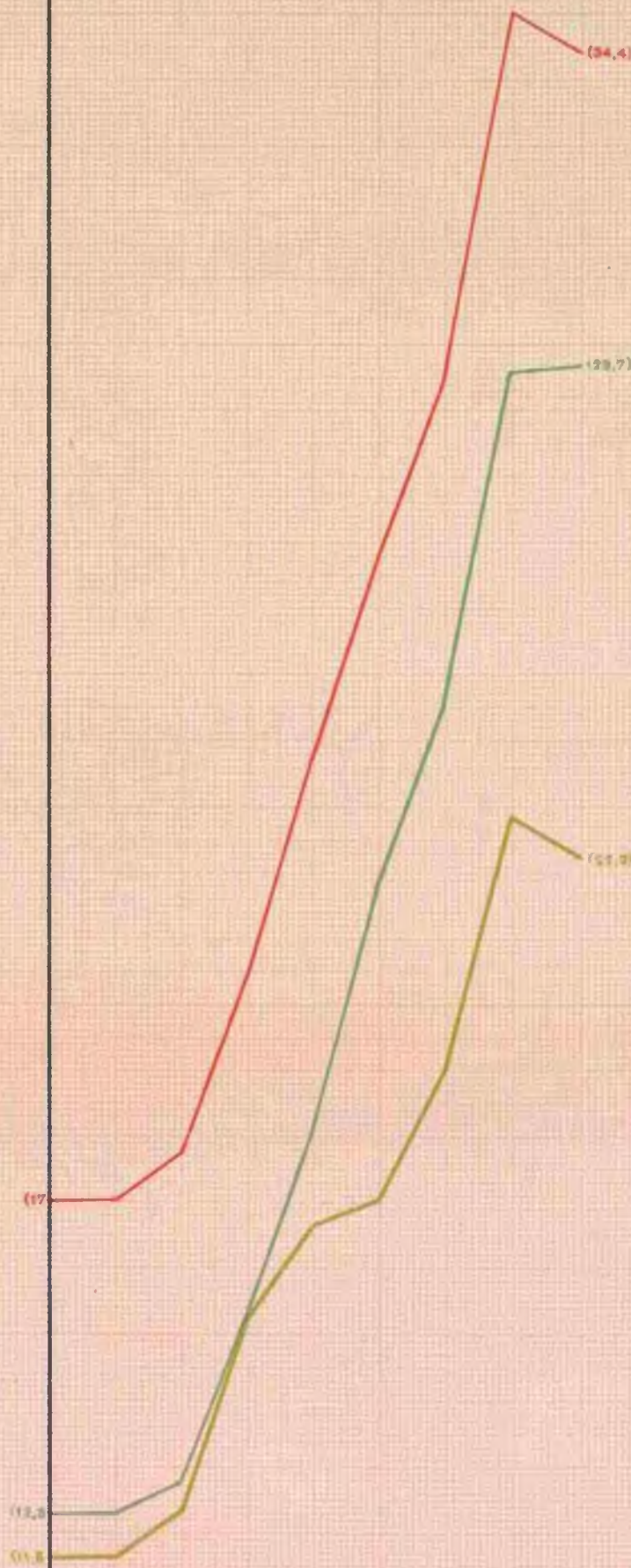
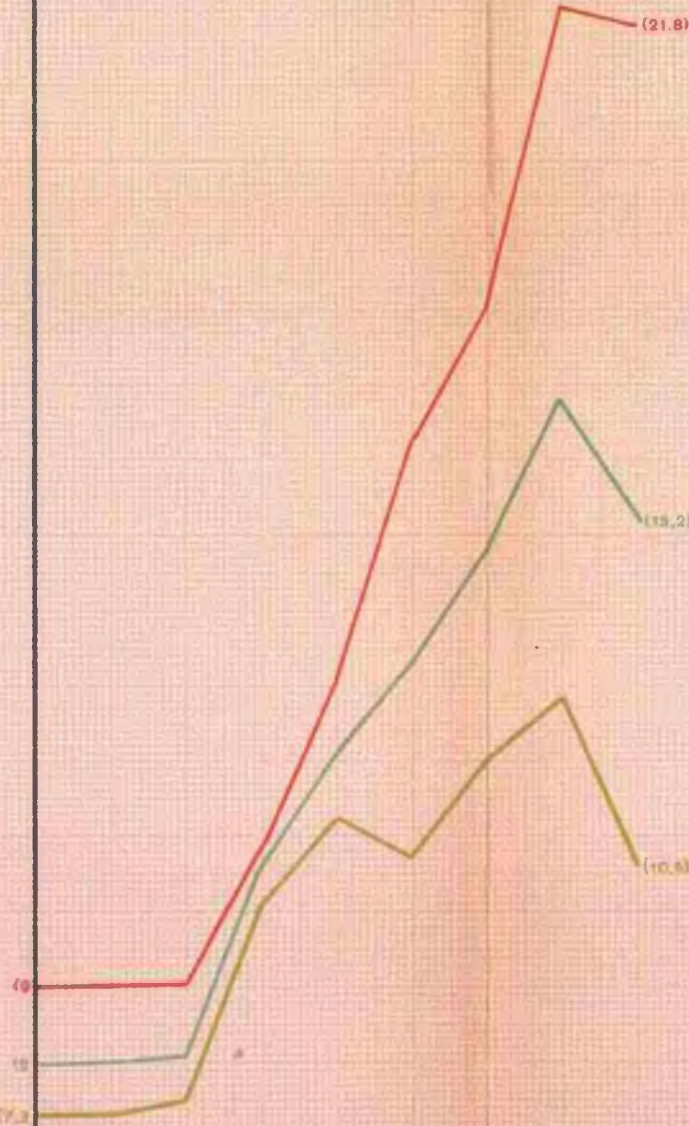
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
- 2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- 1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- 2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen
- Taxes sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus *Bedrag van het Inkomen*

- | | | |
|---|----------|--------------------|
| 1) Revenu cadastral et reve-
<i>Kadastraal en roerende inkomen</i>
nus mobiliers | en
in | 1920 : fr. 64.918 |
| | en
in | 1927 : fr. 111.090 |
| 2) Bénéfices du capital investi
<i>Winst op het aangewend kapitaal</i>
et traitements et salaires | en
in | 1920 : fr. 77.259 |
| | en
in | 1927 : fr. 158.025 |
| 3) Les 4 sources de revenus
<i>De 4 bronnen der inkomsten</i> | en
in | 1920 : fr. 142.177 |
| | en
in | 1927 : fr. 269.115 |



F. Revenus combinés du tableau C.
Samengestelde inkomsten van de tabel C.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

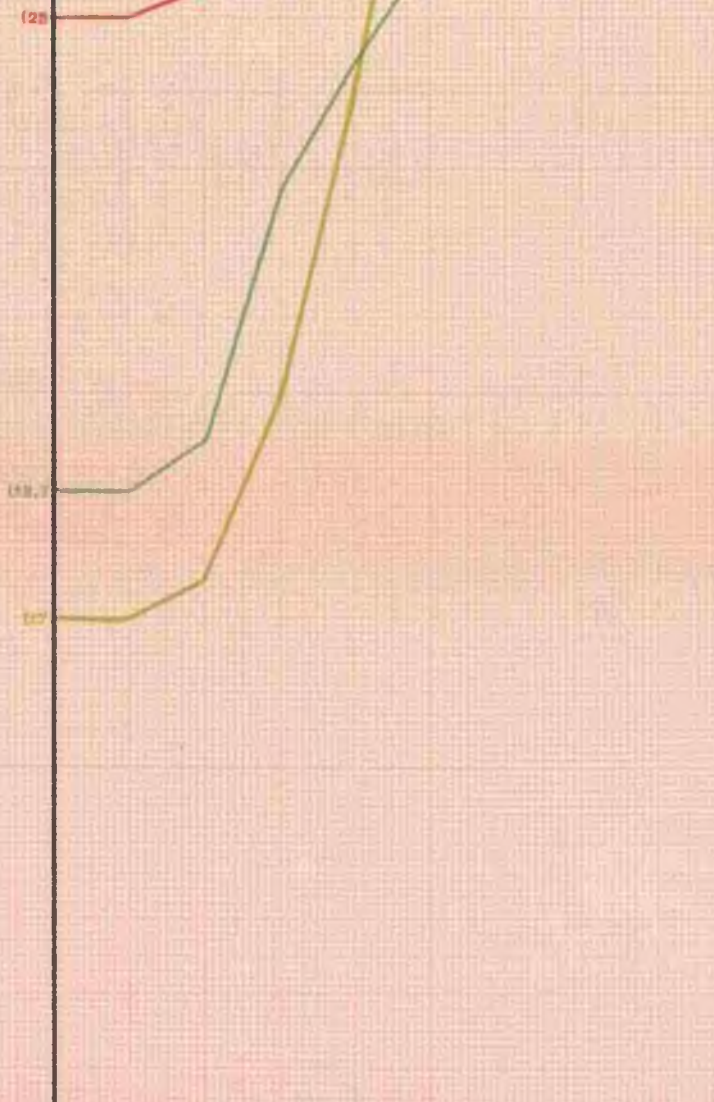
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
- 2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- 1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- 2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen
- Taxes sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral et reve- Kadastraal en roerende inkomen nus mobiliers	en in	1920 : fr. 129.836
	en in	1927 : fr. 222.180
2) Bénéfices du capital investi Winst op het aangewend kapitaal et traitements et salaires en wedden en loonen	en in	1920 : fr. 154.518
	en in	1927 : fr. 316.050
3) Les 4 sources de revenus De 4 bronnen der inkomsten	en in	1920 : fr. 284.354
	en in	1927 : fr. 538.230



Annexe II.

1. Fluctuations de la valeur-or du franc.
2. Graphique des fluctuations des minima de revenus exonérés de la taxe professionnelle et de la supertaxe dans les localités dont la population n'atteint pas 5,000 habitants.
3. Tableaux indiquant les fluctuations des minima et revenus exonérés de la taxe professionnelle et de la supertaxe dans les localités dont la population dépasse 5,000, 15,000, 30,000 et 60,000 habitants.
4. Fluctuations du taux de la taxe professionnelle et de la supertaxe grevant des revenus professionnels d'importance variée.

Tableau I.*Cours du franc par rapport au dollar des Etats-Unis d'Amérique.*

Années.	Cours moyen du dollar.	Valeur-or du franc.
1920	13,77	0,376
1921	13,44	0,386
1922	13,17	0,393
1923	19,37	0,267
1924	21,80	0,237
1925	21,07	0,245
1926	31,93	0,162
1927	35,90	0,144

(40 bis)

1927/28

N° 248

Valeur en francs or des minima de revenus exemptés de la
taxe professionnelle et de la supertaxe

Waarde in goud-frank der inkomsten minima vrijgesteld van
de bedrijfsbelasting en van de supertaxe

grafiek - graphique

15 x

cfr 35 mm film

1 plan(s)

Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

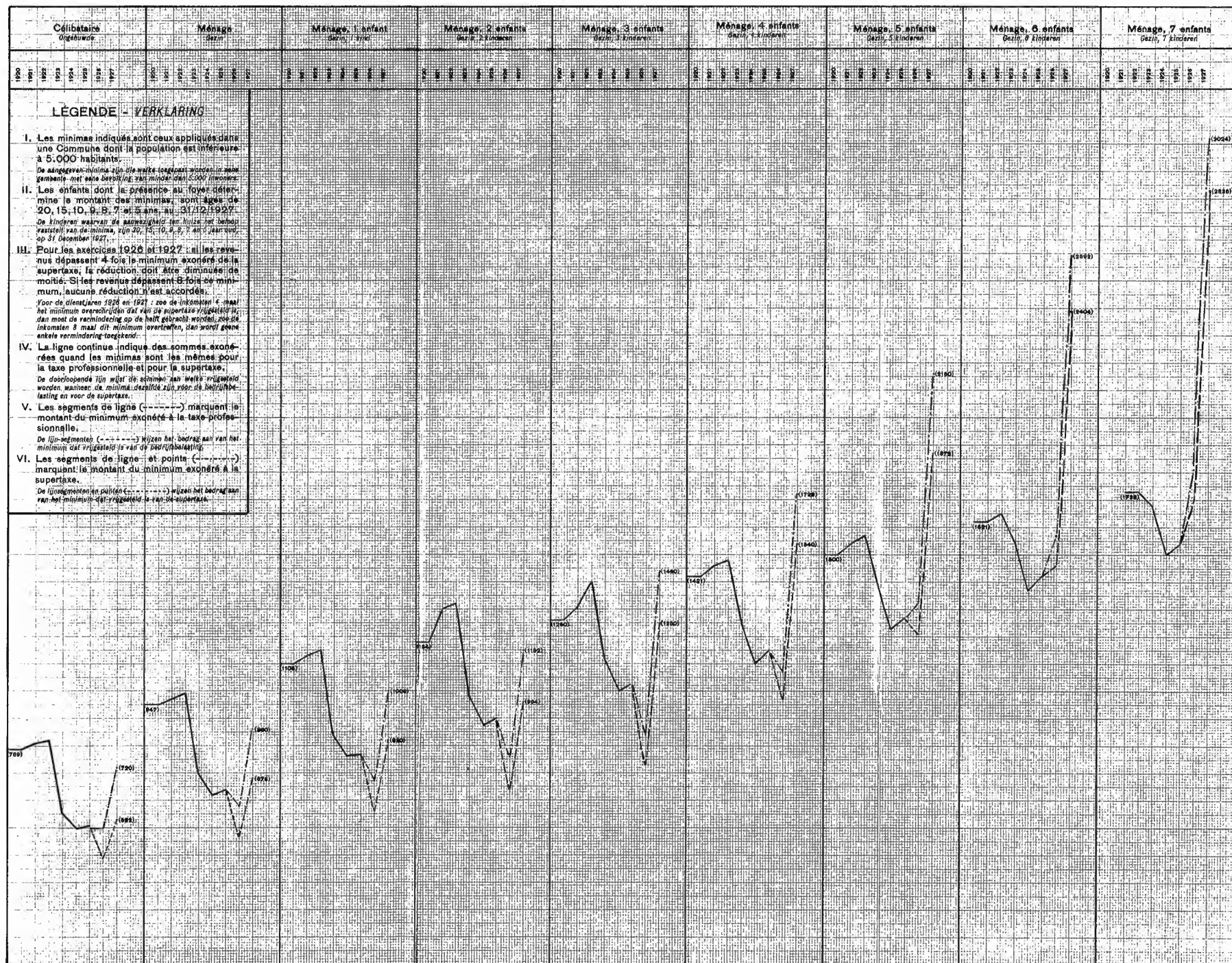
De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 261

VALEUR EN FRANCS OR DES MINIMA DE REVENUS EXEMPTÉS
WAARDE IN GOUD-FRANK DER INKOMSTEN MINIMA VRIJGESTELD
DE LA TAXE PROFESSIONNELLE ET DE LA SUPERTAXE
VAN DE BEDRIJFSBELASTING EN VAN DE SUPERTAXE



DE LA TAXE PROFESSIONNELLE ET DE LA SUPERTAXE VAN DE BEDRIJFSBELASTING EN VAN DE SUPERTAXE

Célibataire <i>Ongehuwde</i>	Ménage <i>Gezin</i>	Ménage, 1 enfant <i>Gezin, 1 kind</i>	Ménage, 2 enfants <i>Gezin, 2 kinderen</i>	Ménage, 3 enfants <i>Gezin, 3 kinderen</i>	Ménage, 4 enfants <i>Gezin, 4 kinderen</i>	Ménage, 5 enfants <i>Gezin, 5 kinderen</i>	Ménage, 6 enfants <i>Gezin, 6 kinderen</i>	Ménage, 7 enfants <i>Gezin, 7 kinderen</i>
1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927	1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927	1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927	1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927	1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927	1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927	1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927	1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927	1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927
LÉGENDE - VERKLARING I. Les minimas indiqués sont ceux appliqués dans une Commune dont la population est inférieure à 5.000 habitants. <i>De aangegeven minima zijn die welke toegepast worden in een gemeente met een bevolking van minder dan 5.000 inwoners.</i> II. Les enfants dont la présence au foyer détermine le montant des minimas, sont âgés de 20, 15, 10, 9, 8, 7 et 5 ans, au 31/12/1927. <i>De kinderen waarvan de aanwezigheid ten huize het beloop vaststelt van de minima, zijn 20, 15, 10, 9, 8, 7 en 5 jaar oud, op 31 December 1927.</i> III. Pour les exercices 1926 et 1927 : si les revenus dépassent 4 fois le minimum exonéré de la supertaxe, la réduction doit être diminuée de moitié. Si les revenus dépassent 8 fois ce minimum, aucune réduction n'est accordée. <i>Voor de dienstjaren 1926 en 1927 : zoo de inkomsten 4 maal het minimum overschrijden dat van de supertaxe vrijgesteld is, dan moet de vermindering op de helft gebracht worden, zoo de inkomsten 8 maal dit minimum overtreffen, dan wordt geene enkele vermindering toegekend.</i> IV. La ligne continue indique des sommes exonérées quand les minimas sont les mêmes pour la taxe professionnelle et pour la supertaxe. <i>De doorlopende lijn wijst de sommen aan welke vrijgesteld worden wanneer de minima dezelfde zijn voor de bedrijfsbelasting en voor de supertaxe.</i> V. Les segments de ligne (-----) marquent le montant du minimum exonéré à la taxe professionnelle. <i>De lijnsegmenten (-----) wijzen het bedrag aan van het minimum dat vrijgesteld is van de bedrijfsbelasting.</i> VI. Les segments de ligne et points (-----) marquent le montant du minimum exonéré à la supertaxe. <i>De lijnsegmenten en punten (-----) wijzen het bedrag aan van het minimum dat vrijgesteld is van de supertaxe.</i>								

Tableau 3.

Minimas de revenus (évalués en francs-ori) exonérés de la taxe professionnelle et de la surtaxe dans les communes de 5,000 à 15,000 habitants inclusivement.

(N. B. — Les enfants sont supposés avoir atteint au 31 décembre 1927 l'âge indiqué au tableau 2).

	1920.		1921.		1922.		1923.		1924.		1925.		1926.		1927.	
	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.
Célibataire	902	902	926	926	943	943	640	640	568	568	588	588	437	583	590	792
Ménage	1,082	1,082	1,111	1,111	1,131	1,131	801	801	711	711	735	735	534	680	748	950
Ménage 1 enfant.	1,263	1,263	1,296	1,296	1,320	1,320	961	961	853	853	882	882	631	777	907	1,108
Ménage 2 enfants.	1,353	1,353	1,422	1,422	1,509	1,509	1,121	1,121	995	995	1,029	1,029	729	874	1,065	1,267
Ménage 3 enfants.	1,443	1,443	1,574	1,574	1,603	1,603	1,281	1,281	1,137	1,137	1,176	1,176	826	972	1,333	1,555
Ménage 4 enfants.	1,624	1,624	1,667	1,667	1,697	1,697	1,441	1,441	1,279	1,279	1,323	1,323	1,069	1,215	1,641	1,843
Ménage 5 enfants.	1,714	1,714	1,760	1,760	1,792	1,792	1,602	1,602	1,422	1,422	1,470	1,470	1,312	1,458	2,073	2,275
Ménage 6 enfants.	»	»	1,852	1,852	1,886	1,886	1,762	1,762	1,564	1,564	1,487	1,487	1,555	1,701	2,505 ²	2,707
Ménage 7 enfants.	»	»	»	»	1,980	1,980	1,922	1,922	1,706	1,706	1,764	1,764	1,798	1,944	2,973	3,139

Tableau 4.

Minimes de revenus (évalués en francs-or) exonérés de la taxe professionnelle et de la surtaxe dans les communes de 15,000 à 30,000 habitants inclusivement.

(N. B. — Les enfants sont supposés avoir atteint au 31 décembre 1927 l'âge indiqué au tableau 2.)

	1920.		1921.		1922.		1923.		1924.		1925.		1926.		1927.	
	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.
Célibataire	1,015	1,015	1,042	1,042	1,061	1,061	720	720	639	639	661	661	502	680	648	864
Ménage	1,218	1,218	1,250	1,250	1,273	1,273	907	907	805	805	833	833	615	793	820	1,036
Ménage 1 enfant.	1,421	1,421	1,459	1,459	1,485	1,485	1,068	1,068	948	948	980	980	729	907	993	1,209
Ménage 2 enfants.	1,522	1,522	1,667	1,667	1,697	1,697	1,254	1,254	1,113	1,113	1,151	1,151	842	1,020	1,166	1,382
Ménage 3 enfants.	1,624	1,624	1,771	1,771	1,803	1,803	1,441	1,441	1,279	1,279	1,323	1,323	955	1,134	1,454	1,670
Ménage 4 enfants.	1,827	1,827	1,875	1,875	1,909	1,909	1,628	1,628	1,445	1,445	1,494	1,494	1,198	1,377	1,712	1,958
Ménage 5 enfants.	"	"	1,928	1,928	2,016	2,016	1,788	1,788	1,587	1,587	1,641	1,641	1,441	1,620	2,174	2,390
Ménage 6 enfants.	"	"	2,084	2,084	2,122	2,122	1,975	1,975	1,753	1,753	1,813	1,813	1,684	1,863	2,606	2,822
Ménage 7 enfants.	"	"	"	"	2,228	2,228	2,162	2,162	1,919	1,919	1,984	1,984	1,927	2,106	3,038	3,254

Tableau 5.

Minimas de revenus (évalués en francs-or) exonérés de la taxe professionnelle et de la surtaxe dans les communes de 30.000 à 60.000 habitants inclusivement.

(N. B. — Les enfants sont supposés avoir atteint au 31 décembre 1927 l'âge indiqué au tableau 2.)

	1920		1921		1922		1923		1924		1925		1926		1927	
	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.
Célibataire	1,128	1,128	1,158	1,158	1,179	1,179	801	801	711	711	735	735	583	777	705	936
Ménage	1,353	1,353	1,425	1,425	1,414	1,414	987	987	876	876	906	906	712	907	892	1,123
Ménage 1 enfant.	1,579	1,579	1,721	1,721	1,650	1,650	1,201	1,201	1,066	1,066	1,102	1,102	842	1,036	1,080	1,310
Ménage 2 enfants.	1,692	1,692	1,852	1,852	1,886	1,886	1,388	1,388	1,232	1,232	1,274	1,274	972	1,147	1,267	1,497
Ménage 3 enfants.	1,761	1,761	1,968	1,968	2,004	2,004	1,602	1,602	1,422	1,422	1,470	1,470	1,101	1,296	1,569	1,785
Ménage 4 enfants.	2,030	2,030	2,084	2,084	2,122	2,122	1,788	1,788	1,587	1,587	1,641	1,641	1,344	1,539	1,843	2,073
Ménage 5 enfants.	2,091	2,091	2,200	2,200	2,240	2,240	2,002	2,002	1,777	1,777	1,837	1,837	1,587	1,782	2,275	2,505
Ménage 6 enfants.	»	»	2,316	2,316	2,358	2,358	2,189	2,189	1,943	1,943	2,009	2,009	1,830	2,025	2,707	2,937
Ménage 7 enfants.	»	»	»	»	2,475	2,475	2,303	2,303	2,133	2,133	2,205	2,205	2,073	2,261	3,139	3,369

Tableau 6.

Minima de revenus, (évalués en francs or) exonérés de la taxe professionnelle et de la surtaxe dans les communes dont la population dépasse 60,000 habitants.

(N. B. — Les enfants sont censés avoir atteint au 31 décembre 1927 l'âge indiqué au tableau 2).

	1920.		1921.		1922.		1923.		1924.		1925.		1926.		1927.	
	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.
Célibataire	1,353	1,353	1,389	1,389	1,414	1,414	961	961	853	853	882	882	648	874	806	1,080
Ménage.	1,624	1,624	1,667	1,677	1,698	1,698	1,201	1,201	1,066	1,066	1,102	1,102	793	1,020	1,224	1,296
Ménage. 1 enfant.	1,895	1,895	1,945	1,945	1,980	1,980	1,441	1,441	1,279	1,279	1,323	1,323	939	1,166	1,238	1,512
Ménage. 2 enfants.	2,030	2,030	2,223	2,223	2,263	2,263	1,682	1,682	1,493	1,493	1,543	1,543	1,085	1,312	1,454	1,728
Ménage. 3 enfants.	2,165	2,165	2,362	2,362	2,405	2,405	1,922	1,922	1,706	1,706	1,764	1,764	1,231	1,458	1,742	2,016
Ménage. 4 enfants.	2,436	2,436	2,501	2,501	2,546	2,546	2,162	2,162	1,919	1,919	1,984	1,984	1,474	1,701	2,030	2,304
Ménage. 5 enfants.	2,571	2,571	2,640	2,640	2,688	2,688	2,403	2,403	2,133	2,133	2,205	2,205	1,717	1,944	2,462	2,736
Ménage. 6 enfants.	"	"	2,779	2,779	2,829	2,829	2,643	2,643	2,346	2,346	2,425	2,425	1,960	2,187	2,894	3,168
Ménage. 7 enfants.	"	"	"	"	2,971	2,971	2,883	2,883	2,559	2,559	2,646	2,646	2,203	2,430	3,326	3,600

Montant des impôts dus pour un revenu professionnel brut de 10 000 francs (traitement, salaires ou pension) par un redevable marié avec trois enfants dans une commune de moins de 5.000 habitants.

[illegible]

Tableau 8.

Montant des impôts dus pour un revenu professionnel brut de 20,000 francs (traitement, salaire ou pension) par un redevable marié avec trois enfants dans une commune de moins de 5,000 habitants.

Revenu brut.	Exercices	Revenu net.		Impôts.							
		T. P.	Sup.	T. P.	p. c.	Taxe spéc.	p. c.	Sup.	p. c.	Total	p. c.
		a)	a)	a)		a)		a)		a)	
b) en francs or.		b)	b)	b)		b)		b)		b)	
20,000	1920	18,000	18,000	527	»			154	»	681	»
7,520		6,768	6,768	198.15	2.63			59.44	0.77	257.59	3.40
	1921	17,500	17,300	499	»			143	»	612	»
7,720		6,755	6,677	192.61	2.50			56.20	0.71	248.81	3.21
	1922	17,500	17,300	499	»	125	»	143	»	767	»
7,860		6,877	6,798	196.40	2.50	33.37	0.62	38.48	0.71	267.65	3.83
	1923	17,400	17,300	480	»	120	»	192	»	792	»
5,340		4,645	4,619	128.16	2.40	28.44	0.60	45.50	0.96	202.10	3.96
	1924	17,400	17,300	480	»	120	»	192	»	792	»
4,740		4,123	4,100	113.76	2.40	29.40	0.60	47.04	0.96	192.20	3.96
	1925	17,400	17,300	480	»	120	»	192	»	792	»
4,900		4,263	4,238	117.60	2.40	49.44	0.60	47.04	0.96	184.08	2.96
	1926	16,200	14,400	420	»	103	»	128	»	653	»
3,240		2,624	2,33	68.03	2.10	15.12	0.52	20.73	0.64	103.89	3.26
	1927	16,300	14,500	289	»	72	»	54	»	434	»
2,880		2,347	2,088	41.62	1.44	40.37	0.38	7.78	0.27	62.49	2.17
	1928	16,400	14,600	163	»	41	»	55	»	290	»
2,880		2,361	2,102	23.47	0.81	5.90	0.20	7.92	0.28	41.76	1.45

Tableau 9.

Montant des impôts dus pour un revenu professionnel brut de 50,000 francs (traitement, salaire, ou pension) par un redevable marié avec trois enfants dans une commune de moins de 5,000 habitants.

Revenu brut.	Exercices.	Revenu net.		Impôts.							
		T. P.	Sup.	T. P.	P. c.	Taxe spéc.	P. c.	Sup.	P. c.	Total.	P. c.
		a)	a)	a)		a)		a)		a)	
b) en fr.-or.		b)	b)	b)		b)		b)		b)	
50,000	1920	45,000	45,000	2,417	»	—	—	1,036	»	3,453	»
					4.83		—		2.07		6.90
48,800		46,920	46,920	908.79		—		399.89		1,308.68	
49,300	1921	42,600	41,600	2,196	»	—	—	879	»	3,075	»
					4.39		—		1.76		6.45
↓		46,443	46,057	847.65		—		345.44		1,193.09	
49,650	1922	42,800	41,900	2,214	»	553	»	893	»	3,660	»
					4.42		4.41		1.78		7.31
↓		46,820	46,466	870.10		147.65		238.43		1,256.18	
43,350	1923	42,800	41,900	2,199	»	550	»	958	»	3,707	»
					4.40		4.10		1.92		7.42
↓		41,427	41,187	587.13		130.35		227.04		944.52	
44,850	1924	42,800	41,900	2,199	»	550	»	958	»	3,707	»
					4.40		4.10		1.92		7.42
↓		40,143	39,930	521.16		134.75		234.71		890.62	
42,250	1925	42,800	41,900	2,199	»	550	»	958	»	3,707	»
					4.40		4.10		1.92		7.42
↓		40,485	40,265	538.75		89.10		234.71		862.56	
8,100	1926	41,000	36,300	2,210	»	552	»	731	»	3,493	»
					4.42		4.10		1.46		6.98
↓		6,642	5,880	358.02		79.48		118.42		555.92	
7,200	1927	41,000	36,300	1,985	»	496	»	431	»	2,912	»
					3.97		0.99		0.86		5.82
↓		5,904	5,227	285.84		71.42		62.06		419.32	
7,200	1928	41,100	36,500	1,227	»	307	»	436	»	1,970	»
					2.45		0.61		0.87		3.93
↓		5,918	5,256	176.69		44.20		62.78		283.67	

Tableau 10.

Montant des impôts pour un revenu professionnel brut de 100,000 francs (traitement, salaire ou pension) par un redevable marié avec trois enfants dans une commune de 5,000 habitants.

Revenu brut	Exercices.	Revenu net.		Impôts.							
		T. P.	Sup.	T. P.	p. c.	Taxe spéciale	p. c.	Sup.	p. c.	Total	p. c.
		a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)
b) en fr.-or.		b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)
a) 100,000	1920	90,000	90,000	6,902	» 6.90	—	—	4,667	» 4.67	11,569	» 11.57
b) 37,600		33,840	33,840	2,595	15 6.90	—	—	1,801.46	4.67	4,396.61	11.57
a) 100,000	1921	83,100	78,400	6,207	» 6.20	—	—	3,432	» 3.43	9,639	» 9.64
b) 38,600		32,076	30,262	2,395.90	6.20	—	—	1,348.78	3.43	3,744.68	9.64
a) 100,000	1922	83,800	80,400	6,277	» 6.27	1,569	» 1.57	3,624	» 3.62	14,470	» 14.47
b) 39,300		32,933	31,597	2,466.86	6.27	418.92	1.57	967.60	3.62	3,853.38	11.47
a) 100,000	1923	83,000	79,400	6,182	» 6.18	1,545	» 1.54	3,845	» 3.84	11,572	» 11.57
b) 26,700		22,161	21,199	1,650.59	6.18	366.16	1.54	911.26	3.84	2,928.01	11.57
a) 100,000	1924	83,000	79,400	6,182	» 6.18	1,543	» 1.54	3,845	» 3.84	11,572	» 11.57
b) 23,700		19,671	21,199	1,465	13 6.18	378.52	1.54	942.02	3.84	2,735.67	11.57
a) 100,000	1925	83,000	79,400	6,182	» 6.18	1,545	» 1.54	3,845	» 3.84	11,572	» 11.57
b) 24,500		20,335	19,453	1,514.59	6.18	230.29	1.54	940.25	3.84	2,705.13	11.57
a) 100,000	1926	82,300	70,200	6,340	» 6.34	1,585	» 1.58	2,959	» 2.96	10,884	» 10.88
b) 16,200		13,332	11,372	1,027.08	6.34	228.24	1.58	479.36	2.96	1,734.64	10.88
a) 100,000	1927	82,100	70,900	5,889	» 5.88	1,472	» 1.47	1,840	» 1.84	9,171	» 9.88
b) 14,400		11,822	10,209	848.02	5.88	211.97	1.47	260.64	1.84	1,320.63	9.88
a) 100,000	1928	82,600	70,800	4,262	» 4.26	1,065	» 1.06	1,805	» 1.80	7,132	» 7.13
b) 14,400		11,894	10,195	613.72	4.26	153.36	1.06	259.92	1.80	1,027	» 7.13

Tableau 11.

Montant des impôts dus pour un *revenu professionnel brut de 200,000 francs* (traitement, salaire ou pension) par un redevable marié, avec trois enfants dans une commune de moins de 5,000 habitants.

Revenu brut.		Exercices.	Revenu net.		Impôts.							
			T. P.	Sup.	T. P.	P. c.	Taxe spec.	P. c.	Sup.	P. c.	Total.	P. c.
a) en francs-papier.			a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)
b) en francs-or.			b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)
a)	200,000	1920	180,000	180,000	15,902 »	7.95	—	—	21,467 »	10.73	37,369 »	18.68
b)	75,200		67,680	67,680	5,979.15	7.95	—	—	8,127.24	10.73	14,106.39	18.68
a)	200,000	1921	164,100	142,600	14,307 »	7.15	—	—	12,986 »	6.49	27,293 »	13.64
b)	77,200		63,342	55,043	5,522.50	7.15	—	—	5,103.50	6.49	10,626 »	13.64
a)	200,000	1922	163,700	152,700	14,467 »	7.23	9,617 »	1.80	15,089 »	7.54	33,173 »	16.58
b)	78,600		65,120	60,011	5,685.53	7.23	965.74	1.80	4,028.76	7.54	10,680.03	16.58
a)	200,000	1923	163,700	148,600	14,252 »	7.12	3,563 »	1.78	15,085 »	7.54	32,900 »	16.45
b)	53,400		43,707	39,676	3,805.28	7.12	844.43	1.78	3,575.14	7.54	8,224.85	16.45
a)	200,000	1924	164,000	148,900	14,282 »	7.14	3,570 »	1.78	15,150 »	7.57	33,002 »	16.50
b)	47,400		38,868	35,289	3,384.83	7.14	874.65	1.78	3,711.75	7.57	7,971.23	16.50
a)	200,000	1925	164,000	148,900	14,282 »	7.14	3,570 »	1.78	15,150 »	7.75	33,002 »	16.50
b)	49,000		40,180	36,480	3,499.09	7.14	578.34	1.78	3,711.75	7.75	7,789.18	16.50
a)	200,000	1926	172,100	147,000	15,320 »	7.66	3,830 »	1.91	14,772 »	7.38	33,922 »	16.96
b)	32,400		27,880	23,814	2,481.84	7.66	551.52	1.91	2,393.07	7.38	5,426.42	16.96
a)	200,000	1927	170,900	147,300	14,325 »	7.16	3,581 »	1.79	8,218 »	4.10	26,124 »	13.01
b)	28,800		24,609	21,081	2,062.80	7.16	515.66	1.79	1,183.39	4.10	3,761.85	13.01
a)	200,000	1928	172,200	154,000	12,774 »	6.38	3,193 »	1.59	9,000 »	4.50	24,967 »	12.48
b)	28,800		24,796	22,176	1,839.45	6.38	459.79	1.59	1,296 »	4.50	3,525.24	12.48

Tableau 12.

Montant des impôts dus pour un revenu professionnel brut de 1,000,000 de francs (traitement, salaire ou pension) par un redevable marié avec trois enfants dans une commune de moins de 5,000 habitants.

Revenu brut.	Exer- cices	Revenu net.		Impôts.							
		T. P.	Sup.	T. P.	p. c.	Taxe spéc.	p. c.	Sup.	p. c.	Total	p. c.
		a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)
a) 1,000,000	1920	900,000	900,000	87,902	8.79	—	—	194,267	19.42	282,169	28.21
b) 376,000		338,400	338,400	33,051	8.79	—	—	74,987	19.42	108,038	28.21
a) 1,000,000	1921	812,100	617,800	79,107	7.91	—	—	126,538	12.65	205,645	20.56
b) 386,000		313,470	238,470	30,535	7.91	—	—	49,729	12.65	80,264	20.56
a) 1,000,000	1922	820,900	694,400	79,987	8	19,997	2	144,922	14.49	244,906	24.49
b) 393,000		322,613	272,899	31,435	8	5,339	2	38,694	14.49	75,468	24.49
a) 1,000,000	1923	870,000	725,000	81,882	8.49	21,220	2.12	187,583	18.76	293,685	29.37
b) 267,000		232,290	193,575	22,665	8.49	5,029	2.12	44,457	18.76	72,149	29.37
a) 1,000,000	1924	863,900	676,300	84,272	8.43	21,068	2.10	172,973	17.30	278,313	27.83
b) 237,000		204,744	160,283	19,972	8.43	5,161	2.10	42,378	17.30	67,511	27.83
a) 1,000,000	1925	864,700	691,700	84,352	8.43	21,088	2.10	177,593	17.76	283,033	28.30
b) 245,000		211,851	169,466	20,666	8.43	3,416	2.10	43,510	17.76	67,592	28.30
a) 1,000,000	1926	884,600	697,000	86,570	8.65	21,642	2.16	179,225	17.92	287,437	28.74
b) 162,000		143,305	112,914	14,024	8.65	3,116	2.16	29,034	17.92	46,174	28.74
a) 1,000,000	1927	881,800	692,700	81,861	8.19	20,465	2.05	137,960	13.79	240,286	24.03
b) 144,000		126,979	99,748	11,788	8.19	2,947	2.05	19,866	13.79	34,601	24.03
a) 1,000,000	1928	882,300	731,300	81,456	8.45	21,114	2.11	147,440	14.74	253,010	25.30
b) 144,000		127,051	105,739	12,162	8.45	3,040	2.11	21,231	14.74	36,433	25.30

La taxe professionnelle est appliquée... par tranche de revenus *annuels de 7,500 francs* et moins...

Le taux... est fixé à 2 p. c. pour la première tranche et augmente graduellement de 1 p. c. pour chaque nouvelle tranche sans pouvoir dépasser 10 p. c. pour la partie des revenus excédant 67,500 francs.

Système en vigueur.		Système du projet de loi.		Système proposé.	
Tranches.	Impôt.	Tranches.	Impôt.	Tranches.	Impôt.
5,000	100			7,500	150
10,000	250	10,000	200		
				15,000	375
20,000	700	20,000	500		
				22,500	675
30,000	1,350	30,000	900	30,000	1,050
				37,500	1,500
40,000	(¹) 2,200	40,000	1,400		
				45,000	2,025
50,000	3,200	50,000	2,000		
				52,500	2,625
60,000	4,200	60,000	2,700	60,000	3,300
				(³) 65,000	3,975
90,000	5,200	70,000	3,500		
				75,000	4,725
80,000	6,200	(²) 80,000	4,400		
				82,500	5,475
70,000	7,200	90,000	5,400	90,000	6,225
400,000	38,200	400,000	36,400	400,000	36,225
800,000	78,200	800,000	86,400	800,000	75,225

(¹) Le taux ne peut plus dépasser 10 p. c. par tranche.

(²) Le taux ne pourrait dépasser 10 p. c. par tranche.

(³) Le taux ne pourra dépasser 10 p. c. par tranche.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 JUNI 1928.

Wetsontwerp tot wijziging der wetgeving in zake inkomstenbelasting (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie acht zich verplicht U onmiddellijk er op wijzen dat, zoo een deel van het wetsontwerp een meerderheid gevonden heeft om de goedkeuring er van voor te stellen, het geheel echter, bij de eindstemming, slechts 12 stemmen voor en 12 stemmen tegen behaald heeft, zoodat het wetsontwerp door de Commissie niet aangenomen werd.

Vóór of tijdens de bespreking der artikelen, werden opmerkingen gemaakt betreffende de grondbeginselen der organieke wetgeving in zake de inkomstenbelasting.

Hieronder een samenvatting daarvan :

I

Toen U, in 1927, tot perequatie der supertaxe en der « vrijgestelde minima » (3) besloten hebt, heeft de Regeering verklaard dat ze U perequatie van de bedrijfsbelasting zou voorstellen (4).

De aanpassing van die cedulaire belasting aan de huidige waarde der inkomsten

(1) Wetsontwerp, n^o 286 (1926-1927).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Hallet, bestond uit :

1^o de leden van de Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen : de heeren Hallet, voorzitter; Pussemier, ondervoorzitter; Carlier en David, secretarissen; Boddaert, Bologne, Brusselmans, Buyl, De Bruyne (A.), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Drion, Golenvaux, Hoen, Kreglinger, Lepage, Merlot, Soudan, Van Ackere (F.), Wauwermans.

2^o de leden benoemd door de afdelingen : de heeren Drion, Brassinne, Bouchery, Troclet, Uytroever, Poncelet.

(3) Wet van 20 April 1927.

(4) Kamerzitting 1926-1927. *Handelingen*, bl. 1086. De heeren Buyl en Kreglinger hadden een perequatie van de bedrijfsbelasting voorgesteld; een amendement werd niet aangenomen (bl. 1162) daar de Minister van Financiën verklaard had een wetsontwerp tot herziening van artikel 35 der inrichtingswetten te willen indienen.

eischte de herziening van één enkel artikel der organieke wetten (1), namelijk artikel 35.

De Minister van Financiën heeft nochtans aanvaard U de wenken over te maken, die hem gegeven werden door het bestuur of door de Vereenvoudigings-Commissie

De gewichtigheid van het U voorgelegde wetsontwerp overtreft dus die van het in 1927 aangekondigde ontwerp, want U zult onderzoeken of het gepast is :

1^o het kadastraal inkomen der beboschte eigendommen te bepalen ;

2^o het ontginnen van woeste en onbebouwde gronden aan te moedigen, door de waardevermeerdering aan den onbebouwden grond gegeven, tijdelijk van de grondbelasting vrij te stellen ;

3^o het persoonlijk en wezenlijk werk van een bedrijfshoofd te beloonen, door een bedrijfsbelasting, steunend op het normaal loon dat aan den exploitant toekomt, te heffen vóóraleer de belasting op roerende zaken, verschuldigd op de door het belegde kapitaal voortgebrachte winst, vastgesteld wordt ;

4^o aan te nemen dat het bedrag der in de ondernemingen aangewende kapitalen, alsmede dat der belastbare winst, forfaitair bepaald wordt ;

5^o de vooruitbetaling van een quotiteit der belasting te verordenen ;

6^o de bijkomende bepalingen der organieke wet te wijzigen.

Kortom, er worden drie belangrijke wijzigingen der toegepaste teksten voorgeslagen : perequatie van de bedrijfsbelasting ; vergoeding aan de bedrijfshoofden enruimere toepassing van het forfait.

II.

In 1927, had het ontwerp geen levendige bespreking in de afdeelingen uitgelokt ; het werd weinig beknibbeld, en bekam de instemming van al de leden die de vergaderingen bijwoonden (2).

III.

Uw Commissie heeft, daarentegen, het ontwerp breedvoerig besproken. Reeds in de eerste vergadering, heeft een lid doen aanmerken, dat het goedkeuren der voorgestelde teksten de op 29 October 1919 afgekondigde teksten voor de dertiende maal zou wijzigen (3). Het feit werd niet verder besproken, om de vroegere debatten niet te herbeginnen. De behoeften der Schatkist en die der provinciale of lokalen besturen hebben sommige resoluties opgedrongen. Maar onze Collega heeft er willen aan herinneren, dat die behoeften, die onverwachts te voorschijn kwamen, niet toegelaten hebben oplossingen te zoeken, waardoor de

(1) De samengeordende tekst der organieke wetten is die welke bij K. b. van 8 Januari 1926 vastgesteld werd.

(2) Aldus vroeg een lid, in de eerste afdeeling, dat het kadastraal inkomen van de door de eigenaars betrokken perceelen dichter bij het werkelijk inkomen der perceelen zou gebracht worden ; in de vierde afdeeling, werd nopens de voorgestelde teksten eenvoudig voorbehoud gemaakt ; in de vijfde afdeeling, achtte een lid de voorgestelde vereenvoudigingen onvoldoende ; een ander lid verklaarde het « forfait » betwistbaar ; nog een ander vroeg vooruitbetaling van 75 t. h. van het jaarlijksch bedrag der verschillende belastingen.

(3) Wetten van 5 Augustus 1920, 30 December 1920, 20 Augustus 1921, 26 Juni 1922, 12 Juli 1922, 16 Juli 1922, 28 Maart 1925, 28 Februari 1924, 17 Maart 1925, 8 Augustus 1925, 24 December 1925, 31 December 1926, 20, April 1927.

onvermijdelijke onvolmaaktheden van een nieuw fiscaal stelsel zouden verbeterd worden. Al te vlug opgemaakte formules moesten aan het Parlement onderworpen worden. Onze Collega heeft, na de stabilisatie, willen nagaan of de belastingen die thans geheven worden en die welke na de eventuele goedkeuring van het wetsontwerp geheven zullen worden, de onderscheidene inkomsten met lasten zullen bezwaren, wier onderscheidenlijke bedragen eenzeer in evenwicht zijn als die ingeschreven in de wetten van 1919 en 1920.

Uw Commissie heeft hem toegelaten de graphische voorstelling van zijn opzoekingen te publiceeren.

Die graphische voorstellingen en de daarbijgaande nota vormen de eerste bijlage van het verslag.

De steller van de documenten heeft uw Commissie niet gevraagd uitspraak te doen over de door hem ten beste gegeven beschouwingen.

Hij heeft een staat gemaakt van de sedert 1920 tot 1927 geheven lasten op de inkomsten (van onroerende en roerende zaken, of opgeleverd hetzij door den arbeid, of een in een onderneming belegd kapitaal), die dezelfde *werkelijke* waarde vertegenwoordigen sedert 1920 tot in 1927, om in zijn persoonlijken naam, o. m. te constateeren :

1^o Dat de cedulaire belastingen, steunend op de opbrengsten van den arbeid in 1927 niet merkkelijk zwaarder zijn dan in 1920, terwijl de andere cedulaire belastingen verhoogd werden. Hier werd dus geen grondbeginsel eener deugdelijke fiskale wetgeving overtreden;

2^o Dat de opcentiemen en de wegenbelasting op het grondinkomen zwaarder wegen dan op de andere cedulaire belastingen, die met alle gemachtigde opcentiemen zouden bezwaard worden;

3^o Dat de supertaxe den reeds door de cedulaire belastingen en de opcentiemen opgelegden last nog verdubbelt, wanneer ze geheven wordt van inkomsten, waarvan de werkelijke waarde nochtans nog weinig aanzienlijk is.

Onze Collega was van oordeel dat de voorgestelde lastverminderingen over 't algemeen gewettigd waren, maar dat de door de Regeering voorgeslagen perequatie van de bedrijfsbelasting overdreven was.

IV.

Sommige leden van uwe bijzondere Commissie hebben de algemeene documentatie, die U zou toegezonden worden, willen aanvullen.

Zij hebben op de volgende feiten gewezen : 1^o in de aan de Commissie voorgelegde bescheiden kwam geen aanduiding voor van de goudwaarde van den Belgischen frank sedert 1920 tot in 1927; 2^o het wetsontwerp verminderde al te uitsluitend de lasten der gegoede schatplichtigen; 3^o de vroegere perequatie der supertaxe en der vrijgestelde minima had uitsluitend de bezitters van groote inkomsten begunstigd; 4^o in goud-franken geraamd, kwamen de sedert 1927 vrijgestelde minima niet overeen met de goudwaarde der minima, aangegeven in de op 29 October 1919 afgekondigde teksten.

Zijn opmerkingen en die zijner vrienden samenvattende, heeft een lid een graphische voorstelling gevraagd van :

- a) de schommelingen van de waarde van den frank ;
- b) de schommelingen van de getallen franken, vrijgesteld :
 1. van de bedrijfsbelasting ;
 2. van de supertaxe.

c) de schommelingen van de getallen franken, te betalen door inkomsten van :

1. belast minimum ;
2. 10.000 frank ;
3. 20.000 frank ;
4. 50.000 frank ;
5. 100 000 frank ;
6. 200.000 frank ;
7. 1 miljoen.

Voor de jaren 1920 tot en met 1927, door :

1. een ongehuwde ;
2. een huishouden met twee kinderen ;
3. een huishouden met drie kinderen, enz

De voor publicatie gevraagde bescheiden zijn samengebracht in bijlage II van het verslag (1) ; de daaruit te trekken conclusies werden ontwikkeld naar aanleiding van het onderzoek der artikelen betreffende het forfait en de perequatie.

V.

Enkele leden van Uwe Commissie hebben, ten slotte, gevraagd of de nieuwe uitgaven, waartoe besloten werd sedert het afkondigen van de begrooting van 's Lands Middelen, het goedkeuren van de door het wetsontwerp voorgestelde hervormingen nog toelieten en, zoo ja, of de vermindering van de overdrachtsbelastingen en van de weeldebelastingen die van de cedulaire belastingen niet moest voorafgaan. Nadat de Minister van Financiën aan Uwe Commissie de noodzakelijkheid aangetoond had, ons belastingstelsel over het algemeen te handhaven zoolang het Delgingsfonds in werking blijft, en de overdrachtsbelasting te verminderen in bepaalde gevallen, (2) werd de bespreking over de tweede vraag niet meer voortgezet.

(1) Wegens gebrek aan het noodige materieel in de drukkerijen, werd slechts één graphiek gemaakt, namelijk die met de schommelingen der minima-inkomsten, vrijgesteld van de bedrijfsbelastingen en van de supertaxe in de gemeenten waarvan de bevolking minder dan 5,000 inwoners bedraagt.

Al de cijfers, waarmede de overige graphieken zouden opgemaakt geworden zijn, komen in de tabellen voor.

(2) De overdrachtsbelasting of de weeldebelasting werd sedert de perequatie van de supertaxe gewijzigd door de volgende Koninklijke besluiten :

a) Het Koninklijk besluit van 16 November 1927 tot instelling van een enkele en forfaitaire taxe op de overdrachten van de meeste koloniale en voedingswaren ;

b) Het Koninklijk besluit van 24 December 1927 : 1° tot wijziging van het bedrag en de inningswijze der overdrachtsbelasting op den afval van weefbare stoffen ; 2° tot nieuwe vrijstelling der overdrachtsbelasting voorzien bij artikel 23 der samengeordende wetten, omtrent den uitvoer van steenkool, briketten of coke ; 3° tot uitbreiding, wat betreft de facturen in zake granen of olieachtige zaden over zee aangewend, van de vrijstelling der belasting verleend bij Koninklijk besluit van 5 April 1927 ;

c) Het Koninklijk besluit van 16 Januari tot wijziging van de inningswijze der verblijfs- en verbruikstaxe in de hôtels, restauraties en pasteibakkerswinkels ;

d) Het Koninklijk besluit van 14 Februari 1927 waarbij voor de rozijnen en het « witloof » de vrijstelling wordt heringevoerd van de overdrachtsbelasting voorzien bij artikel 23 der samengeordende wetten ;

e) De Koninklijke besluiten van 16 en 17 Maart 1928 tot wijziging van de reglementatie

Als samenvatting van zijn antwoord op de eerste vraag, heeft de heer Hou-
tart uw Verslaggever den volgende brief doen geworden :

WAARDE HEER VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

Bij mijn schrijven van 24 Februari jl. (1) had ik de eer U te wijzen op de
feiten die, sedert het opmaken van de begrooting voor 1928, de oorspronkelijke
ramingen gewijzigd hebben.

in zake de overdrachtsbelasting voor wat betreft ijzer..., staal., poutrellen., ijzer- of
staalplaten...

f) Het Koninklijk besluit van 22 Mei 1928 tot wijziging van talrijke wets- en reglements-
bepalingen omtrent de taxes gelijkgesteld met het zegel voor wat betreft onderscheidene
landbouwproducten ;

g) Het Koninklijk besluit van 4 Juni 1928 tot verhooging van het minimum van vrij-
stelling der taxe van 10 t. h. op de verblijfs- en verbruiksuitgaven in de hôtels en
restaurants.

(1) Hierna de tekst van dien brief :

Brussel, 24 Februari 1928.

WAARDE HEER VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

Bij uw schrijven van 23 Februari, hebt gij mij den wensch overgemaakt van de Com-
missie voor de Financiën die verlangt te weten welke feiten, sedert het opmaken der
Begrooting voor 1928, de ramingen, die er den grondslag van uitmaken, hebben
gewijzigd.

Ik beijver mij aan uw wensch te gemoet te komen :

I. — ONTVANGSTEN.

A. — VERMINDERINGEN

a) Eene eerste vermindering moet worden voorzien wegens het afzien van de bijzon-
dere taxe op het bruto-bedrag der loonen door de industrieelen en de handelaars
betaald. Het Begrootingsontwerp raamde deze ontvangst op . . . fr. 15,000,000

b) Op het gebied van de overdrachtsbelasting en buiten de ontheff-
ingen waarvan sprake in de Algemeene toelichting der Begrooting, wer-
den nog andere ontheffingen toegestaan, welke kunnen geraamd worden op
een bedrag van 10,000,000

c) Andere ontheffingen van de overdrachtsbelasting, door de nijverheids-
bedrijven geëischt 50,000,000

d) De perequatie der wedden en pensioenen bezorgt aan de Nationale
Maatschappij der Spoorwegen bijkomende lasten die voor den Staat eene
vermindering van ontvangsten voor gevolg hebben, welke men kan schatten
op ongeveer 150,000,000

225 000,000

B. — VERHOOGINGEN.

a) Volgens de jongste bevindingen, kan men eene verhooging van de
gezamentlijke belastingen op het inkomen verwachten tot beloop van. . . 90,000,000

b) Men kan voorzien dat de ontvangsten wegens zegelrecht en gelijkge-
stelde taxes de geraamde som zal overschrijden met 240 000,000

Samen. 330,000,000

Van daar eene verhooging in ontvangsten van 105,000,000

Meerdere opbrengst der ontvangsten : 105,000,000.

II. — UITGAVEN.

a) Benaderende raming van de perequatiekosten voor de pensioenen fr. 100,000,000

b) Het behoud van de verblijfsvergoeding in de Brusselsche agglome-

Sedert het opmaken van dat antwoord, zijn nieuwe gebeurtenissen de hoofdbestanddeelen daarvan komen wijzigen. Hierna de uiteenzetting van den toestand, zooals hij zich thans voordoet.

I. ONTVANGSTEN.

A. VERMINDERINGEN.

a) Een eerste vermindering moet voorzien worden wegens het afzien van de bijzondere taxe op het bruto-bedrag der loonen, door handelaars en industrieelen betaald. Het begrootingsontwerp raande deze ontvangst op. fr. 15,000,000

b) De perequatie der wedden en pensioenen brengt voor de Nationale Maatschappij der Spoorwegen bijkomende lasten mee, die voor den Staat eene vermindering van ontvangsten zullen beteekenen van ongeveer 200,000,000

215,000,000

B. VERMEERDERINGEN.

a) Volgens de jongste bevindingen, mag men op de gezamenlijke inkomstenbelastingen een verhooging verwachten van . . fr. 90,000,000

b) Volgens alle waarschijnlijkheid, zullen de tol- en accijnsrechten en de verbruiksbelastingen een verhoging aanwijzen van fr. 125,000,000

c) Men kan voorzien dat de ontvangsten wegens zegelrecht, registratie- en erfenisrechten en overdrachtsbelasting, spijs de toegestane verminderingen inzake overdrachtstaxe, waarvan sprake in den brief van 24 Februari, de raming zullen overtreffen met fr. 354,000,000

d) De ontvangst wegens terugbetaling door de provincies en gemeenten van hun aandeel in de pensioenen van de onderwijzers zal de raming overtreffen met fr. 29,000,000

fr. 598,000,000

Verhoging der ontvangsten fr. 383,000,000

ratie en het terug invoeren van den kinderbijslag voor de eerste twee kinderen vergen, in de perequatiekosten der wedden, eene aanvullende som van 20,000,000

Echter, schat men dat in den dienst der Staatsbedrijven de algemeene kosten der perequatie slechts 32,000,000 zullen bereiken in de plaats van 43,000,000 die in de Begroting waren voorzien, eene bezuiniging dus van fr. 11,000,000

7,000,000

Verhoging der uitgaven fr. 107,000,000

Zuivere verhoging der uitgaven : 2,000,000.

Uit het voorgaande blijkt, dat het boni van 80,000,000 fr., in de Algemeene Toelichting der Begroting aangegeven, niet merkelyk zal worden aangetast door de hier aangehaalde nieuwe feiten. Anderzijds, is het ook zeker dat, zooals de Algemeene Toelichting vermeldt, dit boni noodzakelykerwijs moet worden behouden in eene begroting die 10,565 millioen ontvangsten aangeeft en 9,282 millioen uitgaven. Moest men dit boni in gevaar brengen, dan zou men zich afhankelijk stellen van de geringste economische feiten.

Gelieve, heer Volksvertegenwoordiger, de betuiging mijner verkleefde gevoelens te aanvaarden.

(Onderteevend) : Baron HOUTART.

II. UITGAVEN.

a) De amendementen, op de begrootingsontwerpen aangebracht sedert het neerleggen derzelve, hebben een vermeerdering der uitgaven veroorzaakt van fr.	66,000,000
b) Benaderende raming van de perequatie der pensioenen : 140,000,000, d. i. voor zes maanden fr.	70,000,000
c) De perequatie der wedden zal ongeveer (regies voor 42 miljoen daar in begrepen) 365 miljoen kosten, terwijl men $245 + 45 = 290$ miljoen voorzien had ; vandaar dus een verhoging van uitgaven van fr.	95,000,000
d) Bijcredieten zullen gevraagd moeten worden, namelijk :	
1) Om te voorzien in de ontoereikendheid van de Nationale Kas der oorlogspensioenen. fr.	60,000,000
2) Voor de ontoereikendheid der credieten voor burgerlijke pensioenen fr.	28,000,000
3) Voor de uitvoering der wet inzake de overgangsmaatregelen inzake pensioenen fr.	10,000,000
4) Voor de ontoereikendheid van het crediet : gerechtskosten. fr.	6,000,000
5) Voor allerhande fr.	20,000,000
6) Voor den duurtetoeslag der maand Juni 1924, te betalen aan de agenten die zonder vergoeding er van beroofd werden (regies inbegrepen) fr.	15,000,000
	fr. 139,000,000

Daarenboven mag men, zonder zekerheid nochtans, voorzien dat wegens de ouderdomspensioenen sommige credieten overschreden zouden kunnen worden.

Zooals uit deze uiteenzetting blijkt, is het eindresultaat, zooals het in den brief van 24 Februari aangegeven werd, niet merkkelijk gewijzigd. Maar, zooals ik deed opmerken, moet het boni, waarop die uiteenzetting wijst, als onmisbaar beschouwd worden in een begrooting waarin de ontvangsten voor 10,563 miljoen en de uitgaven voor 9,282 miljoen voorkomen. Door daaraan afbreuk te doen, zou men zich afhankelijk stellen van de minste economische gebeurtenissen. Feitelijk zijn de hierboven aangegeven cijfers der ontvangsten die, welke mij door de Directeurs-Generaal der verschillende betrokken diensten verstrekt werden. Ze zijn gekenmerkt door een zeer groote voorzichtigheid. Persoonlijk, denk ik, en hoop ik vast, dat de ramingen overtroffen zullen worden. Maar wat de verantwoordelijkheid van de Regeering en van het Parlement betreft, mag men niet afwijken van de door de Fiscale diensten verstrekte cijfers.

Onder betuiging mijner gevoelens van verkleefdheid.

(Get.) HOUTART.

TWEEDE DEEL.

(Onderzoek van de artikelen van het wetsontwerp.)

TITEL I van de organieke wetten.

De cedulaire belastingen op het inkomen.

HOOFDSTUK I.

GRONDSLAGEN VAN DE BELASTING.

§ 2. — *De belasting op het inkomen uit grondeigendommen of grondbelasting.*

Art. 1 van het wetsontwerp tot aanvulling van art. 5 der organieke wetten.

(Bepaling van het kadastraal inkomen uit beboschte eigendommen).

I.

De organieke wet bestist dat het kadastraal inkomen waarop de grondbelasting gevestigd wordt het jaarlijksch en werkelijk netto — inkomen is van een perceel, op het oogenblik van den aanslag. « Het voorwerp van de grondbelasting is het wezenlijk inkomen van de vaste goederen » schrijft Baillon in zijn handboek over de grondbelasting. Het kadastraal inkomen komt slechts overeen met een vermoedelijk inkomen, indien het betrekking heeft op een niet verhuurd of op een abnormaal verhuurd perceel. In dergelijk geval, wordt het, in beginsel, bepaald in verband met het werkelijk inkomen der perceelen van gelijken aard en van gelijke opbrengst (1).

Welnu, het kadastraal inkomen der beboschte eigendommen omvat, — zoo luidt de Memorie van Toelichting, — vooreerst de rente van den grond en daarna een som, die een annuïteit vertegenwoordigt van de waarde welke de boomen vermoedelijk zullen hebben als ze volwassen zijn (2).

(1) Artikelen 4, 5, der organieke wet. BAILLON, *L'impôt foncier* 1^e deel, in-12, bl. 63.

(2) Niettegenstaande de achtereenvolgende veranderingen door den wetgever aangebracht is het opmaken der kadastrale inkomsten, zijn bosschen en wouden steeds aangeslagen geworden volgens de gemiddelde netto-opbrengst der houtvellingen en der grondrente. Ook thans wordt het kadastraal inkomen der nieuwe beboschte eigendommen op die manier vastgesteld. Het toevoegen van de annuïteit aan de rente was vooral noodig sedert het afkondigen der wet van 1919, omdat de door den eigenaar verschuldigde belasting de door dezen te betalen quotiteit zou te boven gaan, moest de supertaxe, die stijgend is, geheven worden op het oogenblik van het verkoopen van het hout, terwijl de alsdan ontvangen sommen bestaan uit jaarlijksche inkomsten, die sedert lang aangegroeid zijn, maar waarvan men ook niet jaarlijks het bedrag kan bepalen.

Ook bepalen de artikels 1 en 13 van het wetsontwerp :

ART. 1.

Artikel 5 wordt aangevuld als volgt :

§ 5. Het kadastraal inkomen uit de beboschte eigendommen wordt per categorie, gelet op het inkomen uit de gronden van gemiddelde of mindere hoedanigheid in de gemeente

Die bepaling van het kadastraal inkomen der beboschte eigendommen wordt fel bestreden.

De annuïteit, zoo zegt men, wordt steeds willekeurig geraamd. De Memorie van Toelichting heeft er op gewezen, hoe de waarde van een bosch in volwassen staat beïnvloed wordt door feiten die veranderlijk zijn gedurende de jaren die het hakken voorafgaan. Ziekten kunnen den wasdom van de boomen of het kreupelhout tegenhouden, of hun handelswaarde verminderen; deze verandert van het eene jaar tot het andere en verschilt soms merkelyk tusschen den datum van het aanplanten en dien van het vellen.

Daarenboven, verzetten fundamenteele beginselen der organieke wet zich tegen het toevoegen van de annuïteit aan de grondrente. De grondbelasting en de supertaxe zijn, in het bewuste geval, gevestigd op een inkomen dat niet verwezenlijkt wordt; webru, de cedulaire belastingen en de supertaxe worden slechts op verwezenlijkte inkomsten geheven.

II.

De Regeering acht die kritiek gegrond en stelt u voor te beslissen: vooreerst, dat de grondbelasting en de supertaxe voortaan zullen vastgesteld worden volgens de grondrente, en vervolgens, dat de tot hiertoe op de annuïteit steunende taxes vervangen zullen worden door een bijzondere taxe, die in eens geheven zal worden, bij de veiling of bij het hakken van de houtgewassen.

III.

De volgende vragen werden de Regeering gesteld door de leden uwer Commissie en door uw verslaggever.

Hier volgen die, welke betrekking hebben op de nieuwe bepaling welke zou gegeven worden aan het kadastraal inkomen der beboschte eigendommen; onder artikel 13 komen de vragen vóór betreffende de fiskale gevolgen van de voorgestelde bepaling.

EERSTE VRAAG.

Bestaat er wegens de samengeordende artikelen 1 en 13 van het ontwerp geen gevaar, dat in onze wetgeving een beginsel binnendringt dat strijdig is met datgene waarop het begrip der werkelijke winst steunt, hetwelk moet dienen tot grondslag voor het toepassen der belasting op het inkomen?

Het Bestuur der Belastingen heeft immers tot hiertoe de zaak zoo opgevat, dat de reële winst zich uitstrekt tot de werkelijke waardevermeerderingen, ze mogen a. dan niet onmiddellijk te verwezenlijken zijn.

of het gewest vastgesteld, zonder dat dit inkomen het vierde deel van de vermoedelijke wezenlijke opbrengst van evenbedoelde eigendommen moge overtreffen.

ART. 13.

§ 1. Er wordt een bijzondere belasting gevestigd van 5 t. h. op het netto-bedrag van de houtvellingen of verkoopingcn, d. w. z. op het bruto-bedrag er van verminderd met eene vijfde voor alle kosten. Deze belasting is betaalbaar binnen de maand waarin de velling of de verkoop is geschied, ten kantore van den ontvanger der belastingen van het gebied; zij wordt eventueel ingevorderd volgens de inzake rechtstreeksche belastingen toepasselijke bepalingen.

§ 2 Een tiende van bewuste belasting wordt aan de gemeenten toebedeeld. Er mogen geene opcentiemen op dezen grondslag noch soortgelijke belastingen worden gevestigd.

Is het billijk te wachten totdat de waardevermeerdering der bosschen of wouden, die aan 't groeien of aan 't uitbreiden zijn, verwezenlijkt wordt om die te belasten? Is het niet logisch daarin voort te gaan zooals men thans doet?

ANTWOORD.

Het lijkt niet dat de bepalingen van de samengeordende artikelen 4 en 13 ook maar eenigszins een afwijking kunnen teweegbrengen voor de thans gevolgde handelwijze, wat betreft het belasten der waardevermeerderingen, aangezien de *niet-verwezenlijkte* waardevermeerderingen alleen dan belast worden, wanneer ze geacteerd, of gecomptabiliseerd en dienvolgens door de schatplichtigen zelf beschouwd worden als definitief verworven.

TWEEDE VRAAG.

Kan de Regeering op grond van een nauwkeurig en concreet geval, aangeven : a) het bedrag der belastingen die thans op een beboscht eigendom wegen; b) het bedrag der grondbelasting en der supertaxe, welke voortaan zouden wegen op de grondrente van dat eigendom; c) het waarschijnlijk bedrag van de taxe, die de opbrengst der houthakkingen of der veilingen op dat eigendom zou bezwaren?

ANTWOORD.

A.

Belastingen	Hakhout van 7 hectaren, waarvan het jaarlijksch kadastraal inkomen thans 141 frank per hectaar bedraagt.	Dennenbosch van 37 hectaren waarvan het jaarlijksch kadastraal inkomen 141 frank per hectaar bedraagt.
Grondbelasting (1)	$\frac{141 \times 10}{100}$ fr. 14.10	$\frac{455 \times 10}{100}$ fr. 45.50
Vermoedelijke supertaxe (2).	$\frac{144 \times 20}{100}$ fr. 28.20 totaal fr. 42.30	$\frac{455 \times 20}{100}$ fr. 91.00 totaal fr. 136.50

B.

Belastingen.	Hakhout van 7 hectaren, waarvan het jaarlijksch kadastraal inkomen op 10 frank per hectaar zou vastgesteld worden ten aanzien van de gronden van gemiddelde of mindere hoedanigheid.	Dennenbosch van 37 hectaren, waarvan het kadastraal inkomen om dezelfde reden op 10 frank per hectaar zou vastgesteld worden.
Grondbelasting (1)	$\frac{70 \times 10}{100}$ fr. 7.00	$\frac{370 \times 10}{100}$ fr. 37.00
Vermoedelijke supertaxe (2).	$\frac{70 \times 20}{100}$ fr. 14.00 totaal fr. 21.00	$\frac{370 \times 20}{100}$ fr. 74.00 totaal fr. 111.00

C.

Men heeft geen zekere inlichtingen kunnen bekomen aangaande de opbrengst der houthakkingen gedaan zedert het in voege stellen van de belasting op het

(1) Plus de opcentiemen ten bate van Staat, provincie en gemeente.

(2) Gemiddelde cijfers voor degenen die een hoog inkomen genieten en die doorgaans eigenaars van bosschen zijn. Er is geen rekening gehouden met de belastingverminderingen, die als bestaansminimum toegestaan werden, noch met de familielasten.

globaal inkomen. Deze opbrengst verschilde in hoofdzaak volgens den aard en ligging der bosschen, de ontginningswijze, het tijdstip van den verkoop, enz.

In deze omstandigheden, meent men geen inlichtingen te moeten geven omtrent de gansch problematische opbrengst welke, in het verleden, de voorgestelde taxe zou gegeven hebben.

IV.

Sommige leden der Commissie hebben de voorgestelde hervorming hevig aangevallen : ze onthief van de jaarlijksehe belasting een inkomen dat, zonder gecomptabiliseerd te zijn, nochtans het vermogen der betrokken schatplichtigen vermeerderd. Zij hebben beweerd dat de hervorming ingegeven was door de tegenstanders van de belasting op het werkelijk inkomen en de voorstanders van de indiciaire belastingen.

De verdedigers van den voorgestelden tekst hebben er op gewezen, dat de organieke wetten de niet te gelde gemaakte waardevermeerdering slechts dan belast, indien zij ofwel geacteerd, of gecomptabiliseerd en door de schatplichtigen beschouwd wordt als definitief verworven ; dat zulks hier niet het geval is ; dat het behoud van bosschen en hakhout gedeeltelijk afhangt van het afschaffen eener wetgeving, waardoor op een problematisch en uitgesteld inkomen de jaarlijksehe belasting toegepast wordt.

V.

Het voorgesteld artikel werd, na wijziging aangenomen met 8 stemmen tegen 4. Het antwoord der Regeering op een der gestelde vragen (1) bewijst dat de door den grond voortgebrachte rente, de rente niet zal mogen overschrijden welke toegekend wordt aan een ontgonnen maar niet bebouwd grond. Door in den tekst te zeggen, dat het kadastraal inkomen bepaald zal worden ten aanzien van het inkomen uit gronden van gemiddelde of mindere hoedanigheid, in de gemeente of de streek waar de bosschen gelegen zijn, schijnt de Regeering te zeggen dat het beschouwde kadastraal inkomen zal zijn het inkomen uit een bebouwd grond, waarvan de opbrengst jaarlijks te gelde gemaakt wordt. De U voorgelegde tekst is dus onjuist.

De meerderheid van de leden der Commissie heeft besloten U de goedkeuring van den volgende tekst vóór te stellen :

« Het kadastraal inkomen uit de beboschte eigendommen wordt vastgesteld
 » per categorie, gelet op het inkomen uit de ontgonnen, maar niet bebouwde
 » gronden, in de gemeente of het gewest, zonder dat dit inkomen het vierde deel
 » van de vermoedelijke wezenlijke opbrengst van bovenbedoelde eigendommen
 » mag overtreffen » (2)

(1) Litt. B van het antwoord op de 2^e vraag : het inkomen is bepaald op 40 fr. per hectare. Bij het lezen van de antwoorden der Regeering op de vragen bij art. 13, zal men bemerken dat volgens een jonge statistiek er nog slechts 527,866 hectaren beboschte eigendommen in het land waren, met een kadastraal inkomen van 2,770,580 frank, hetzij een gemiddeld kadastraal inkomen van minder dan 50 frank per hectare.

(2) Uw verslaggever wil u waarschuwen dat er eene bespreking zal gevoerd worden over de regeling van de grondbelasting. Eenige Collegas hebben hem verwittigd. De eenen zullen voorstellen dat het kadastraal inkomen gevestigd worde op index cijfers om te vermijden dat het inkomen van het door den eigenaar bewoonde onroerend goed minder weze dan het inkomen toegewezen aan de verhuurde onroerende goederen. Anderen

**Artikel 2 van het wetsontwerp, tot aanvulling van artikel 7
der organieke wetten.**

(Toepassing van de belasting op de verhooging van pacht- of huurgelden.)

I.

De organieke wet bepaalt (1) dat de nieuwe gebouwen of vergrotingen van gebouwen belastbaar zijn met ingang van 1 Januari of 1 Juli na de ingebruikneming er van.

De Regeering stelt voor die bepaling toe te passen op de pacht- of huurgeldverhoogingen.

II.

Al de gevolgen van de voorgestelde hervorming blijken niet uit de Memorie van Toelichting.

Wordt de U voorgelegde tekst aangenomen, dan zal de pacht- of huurverhoging door den eigenaar bij den ontvanger der belastingen van het gebied aangegeven moeten worden (2) en de eigenaars zullen aangiften moeten doen die hun toe hiertoe niet gevraagd werden (3).

III.

Enkele leden der Commissie hebben aangeraden den tekst goed te keuren : daardoor zouden de inkomsten der Staatskas aangroeien ; er zou meer gelijkheid der schatplichtigen in zake belasting ontstaan.

De tekst werd ook bestreden. Men deed gelden dat hij het getal aangiften vermeerderde ; men voegde daaraan toe, dat aangezien de kohieren der grondbelastingen in het begin van het jaar opgemaakt worden, door de goedkeuring van den tekst nieuwe kohieren zullen moeten opgemaakt worden en nieuwe uittreksels-waarschuwingen gezonden, een handelwijze waarvan de gebreken duidelijk aan het licht zijn gekomen.

zullen voorstellen dat de onroerende goederen, toebehoorende aan ondernemingen waarvan de balans met verlies sluit, zouden vrijgesteld worden van de grondbelasting. Anderen nog zullen eene vermindering voorstellen van de grondbelasting op de huizen bewoond door groote gezinnen.

(1) Artikel 7 bepaalt : De nieuwe gebouwen of herbouwingen zijn belastbaar met ingang van 1 Januari of 1 Juli na de ingebruikneming. Dezelfde regel geldt voor de huizen en gebouwen, welke vernieuwd of vergroot worden door middel van nieuwe gebouwen of inrichtingen.

(2) Artikel 9 bepaalt : In de bij de artikelen 7 en 8 voorziene gevallen, moet de eigenaar met het oog op herziening, de veranderingen binnen drie maanden bij den ontvanger der belastingen van het gebied aangeven.

(3) De grondbelasting kan de huur- of pachtverhoogingen gemakkelijk treffen. Artikel 6 bepaalt : « Elk jaar kunnen de kadastrale inkomsten herzien worden op initiatief van het bestuur der belastingen of op aanvraag van de betrokken schatplichtigen, voor zooverre die inkomsten vatbaar zijn voor een verhoging of een vermindering van ten minste een tiende per perceel. »

Artikel 86 bepaalt : « De Regeering mag jaarlijks op bepaalde tijdstippen de pachten doen nazien ». En tenslotte, blijken de verhoogingen bij de aangiften voor het vaststellen der supertaxe (art. 55).

IV.

De meerderheid van de leden der Commissie heeft besloten U de goedkeuring van dat artikel 2 niet vóór te stellen.

**Artikel 3 van het wetsontwerp tot aanvulling van artikel 8
der organieke wetten.**

*(Voordeelen verleend aan de eigenaars
die woeste en onbebouwde gronden ontginnen).*

I.

Artikel 8 der organieke wet beslist dat de niet-bebouwde eigendommen welke veranderd of verbeterd worden, belastbaar zijn wegens hun nieuwe opbrengst, vanaf het jaar volgende op de verandering. Dat artikel bekrachtigt dus de afschaffing van een stelsel dat ingevoerd werd in 't jaar VII, uitgebreid in 1847, en krachtens hetwelk de waardevermeerdering van den grond ten gevolge van de ontginning tijdelijk vrijgesteld was van de grondbelasting (1).

Op grond van de conclusies, in 1913 aangenomen door de Commissie voor het productief maken van braakgronden (2); van die aangenomen in 1923 door de Nationale Commissie voor landbouwvoortbrengst (3); van het voorbeeld van

(1) De wet van 3 Frimaire jaar VII betreffende de verdeling en de zetting der grondbelasting.

« Art. 113 — De aanslag der sedert tien jaar braak liggende gronden die beplant of bezaaid zullen worden met houtgewas, zal gedurende de dertig eerste jaren na de bezaaiing of de beplanting niet mogen verhoogd worden.

Art. 114. — De aanslag der verwoeste en onbebouwde of sedert vijftien jaar braakliggende gronden, die met wijngaard, moerbeziën of andere fruitboomen beplant worden, mag gedurende de twintig eerste jaren der aanplanting niet verhoogd worden.

De wet van 23 Maart 1847 op de ontginning van onbebouwde gronden, bepaalde : artikel 12 « met uitbreiding tot artikel 112 der wet van 3 Frimaire jaar VII, mag de aanslag van sedert vijftien jaar woeste en onbebouwde gronden die bebouwd worden, behalve die bedoeld in de artikelen 113 en 114 derzelfde wet, gedurende de twintig eerste jaren na de ontginning niet verhoogd worden. En zij bepaalde ook in art. 13 : « Alle gebouwen en woningen, nieuw gebouwd op aan de gemeenten toebehoorende woeste en onbebouwde gronden zullen gedurende de eerste vijftien jaren na het bouwen niet onderhevig zijn aan de grondbelasting; dezelfde uitzondering wordt toegestaan aan de eigenaars van woeste en onbebouwde gronden, die aan de gemeenten behoord hebben en waarvan de vervreemding geschiedt na deze wet ».

(2) De Commissie, in het verslag, overgedrukt in de « Verslagen en Mededeelingen », n^o 6, 1913, bl. 20, uitgegeven door het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken, Bureau voor de buitengemeenten, is van oordeel dat « in België, zelfs onder het stelsel van de nieuwe ontworpen kadastrale perequatie, men zou kunnen nalaten eenige verandering te brengen aan den huidige grondslag van de grondbelasting op al de ontgonnen gronden, gedurende ten minste twintig jaar. Dat voordeel zou een genoegzame voldoening schenken, zonder volledige vrijstelling toe te slaan ».

(3) De 5^e afdeling beveelt den Minister van Landbouw ten zeerste aan, dat hij het tot waarde brengen van de beschikbare onbebouwde gronden, welke aan particulieren en aan openbare lichamen toebehooren, zoo ruim mogelijk zou begunstigen.

Nederland (1), hebben onze Collega's de Kerchove d'Exaerde en Verachtert U op 28 April 1927 voorgesteld terug te keeren tot de beginselen, opgenomen in de wetten van het jaar VII en van 1845 (2).

Op haar beurt vraagt de Regeering U de tijdelijke vrijstelling van de grondbelasting weer in te voeren, wanneer een grond ontgonnen wordt, ten einde de bebossching aan te moedigen, de teelt van graangewassen uit te breiden en bijgevolg den invoer van graan en hout te verminderen.

II.

Ondersteld dat de tekst der Regeering (3) aangenomen wordt, dan zoude waardevermeerdering van den grond door ontginning, van af het afkondigen van den tekst, gedurende 10 jaar, indien het land bebouwd, en gedurende 20 jaar, indien het beboscht wordt, van de grondbelasting vrijgesteld zijn.

Een lid der Commissie, oordeelende dat de akkerbouw even krachtadig moet uitgebreid worden als de boschbouw, heeft voorgesteld de vrijstelling steeds gedurende 20 jaar te verleen. Zijn amendement werd verworpen, omdat de akkerbouw spoediger dan de boschbouw de aangewende kapitalen vergoedt.

III.

Uwe Commissie heeft besloten U de goedkeuring van artikel 3 van het wetsontwerp voor te stellen.

Artikel 4 van het wetsontwerp tot wijziging van artikel 12 der organieke wet.

(Vermeerdering van de retributie geëischt voor de verdeeling der grondaanslagen en voor het zenden van waarschuwingen-uittreksels uit de kohieren).

I.

De organieke wet beslist dat de grondbelasting door den eigenaar van het goed voldaan moet worden, maar ze neemt aan dat de huurder in de plaats van den eigenaar treedt, ingevolge tusschen de partijen gesloten overeenkomsten (4).

De eigenaars die aan het bestuur vragen hun grondbelasting over hun huurders of pachters te verdeelen, betalen een taxe voor elk uittreksel uit het kohier dat de

(1) Sedert 1870 heeft Holland vrijstelling van de grondbelasting verleend voor de waardevermeerdering der ontgonnen gronden, en wel gedurende acht-en-twintig jaar vanaf de ontginning. Artikel 24 der wet van 20 Mei 1870. Staatsblad, 82.

(2) Zitting 1926-27, Kamer der Volksvertegenwoordigers. Document n^o 184.

(3) Het voorstel van de Regeering verschilt van dat van de heeren de Kerchove d'Exaerde en Verachtert. Onze collegas stelden voor : 1^o dat de waardevermeerdering, verkregen door den woesten en onbebouwd grond 20 jaar lang niet zou onderhevig zijn aan de grondbelasting; 2^o dat de sedert 1 Januari 1920 ontgonnen gronden zouden vrijgesteld worden; 3^o dat, voor de sedert 1920 tot op heden ontgonnen gronden, de periode van 20 jaar zou ingaan op 1 Januari 1925. De Regeering is van meening dat de waardevermeerdering, vanaf de eventueele afhouding van den aanhangigen tekst, gedurende 10 jaar, indien de ontgonnen grond bebouwd wordt, en gedurende 20 jaar, indien hij beboscht wordt, van de grondbelasting vrijgesteld moet worden.

(4) Artikel 12 der wet.

Ontvangers der belastingen aan de pachters en aan de huurders moeten zenden (1).

De door den eigenaar verschuldigde retributie werd in 1919 op fr. 0.50 vastgesteld; de Regeering vraagt dat ze voortaan 2 frank zou bedragen.

II.

De volgende vragen werden tot de Regeering gericht :

EERSTE VRAAG.

In de Memorie van Toelichting lees ik het volgende in den commentaar betreffende artikel 4 van het ontwerp : « De verdeeling van den grondaanslag veroorzaakt veel schrijfwerk en bemoeilijkt de taak der Ontvangers.

Het ware te wenschen dat de eigenaars hun grondbelasting niet meer op hun huurders of pachters zouden overdragen.

Bestaan er redenen om de huidige wet tot vaststelling van de grondbelasting niet aan te vullen met een bepaling, waarbij verboden wordt de grondbelastingen op hun pachters of huurders over te dragen ?

Dat ware een onfeilbaar middel om al dat schrijfwerk te vermijden en om zich te houden aan den geest van de belasting op het inkomen.

ANTWOORD.

Er kan geen sprake van zijn, in de fiskale wetgeving een bepaling in te voeren, waarbij de vrijheid in zake overeenkomsten tusschen eigenaars en pachters of huurders beperkt wordt. Maar men zou artikel 12 der samengeschiedte wetten betreffende de inkomstenbelastingen kunnen doen wegvallen, welk artikel toelaat dat de eigenaars zich wenden tot de ontvangers der belastingen voor de verdeeling hunner grondbelasting over de pachters of huurders.

Eventueel zouden de eigenaars, die in beginsel de grondbelasting verschuldigd zijn, die zelf moeten invorderen, hetzij door een forfaitaire verkoop van de pacht of huur, hetzij op eenige andere manier.

Daardoor zou een groote besparing aan personeel mogelijk worden.

(1) Het stelsel van verdeeling van den aanslag, ingevoerd bij de wet van 22 December 1838. (*Pasinomie*, 1830, bl. 427, en *Pandectes belges*, t. 26, bl. 191 en 425) gelast de ontvangers, wanneer het kohier uitvoerbaar geworden is, een eerste register op te maken tot verdeeling over de huurders van de artikelen der rol, waarvan elke eigenaar de verdeeling gevraagd heeft; een tweede register aan te leggen, waarin zij om den naam der huurders of pachters, de slagverdeelingen groepeeren, indien die pachters met verschillende eigenaars contracten gesloten hebben. In de registers moeten de ontvangers, in afzonderlijke kolommen, tegenover den naam van elken huurder, aangeven welk aandeel hij moet betalen in een artikel der rol ten bate van den Staat, de provincie en de gemeente. De ontvangers moeten uittreksels uit die registers aan de huurders zenden; in het verdeelingsregister en in het groepeeringsregister de door de huurders gedane betalingen emargeeren; ten slotte, de rol emargeeren, tegenover den naam van den eigenaar, wanneer de huurders hun verplichtingen geheel voldaan hebben. Anderdeels moeten de eigenaars, in beginsel elk jaar de verdeelingsaanvraag vernieuwen; zij mogen nochtans bepalen dat een gedane aanvraag geldig blijft tot dat ze uitdrukkelijk ingetrokken wordt. Het is dus onbetwistbaar dat die veelvuldige geschriften de taak der Ontvangers bemoeilijken; dat ze aanleiding moeten geven tot misslagen; dat deze des te meer onvermijdelijk zijn, daar de eigenaars veelal de veranderingen van huurders vergeten aan te geven.

2^e VRAAG.

Kan de Regeering, voor het jaar 1926, aangeven voor hoeveel aanslagen de verdeling gevraagd werd en hoeveel uittreksels aan de pachters of huurders gezonden werden ?

ANTWOORD.

De gevraagde getallen moeten respectievelijk ongeveer 140,000 en 300,000 bedragen voor het dienstjaar 1926.

III.

De afschaffing van het artikel 12 der organieke wet en de verwerping van artikel 5 van het wetsontwerp werden voorgesteld : 1^o) omdat degene die een inkomen geniet de desbetreffende belasting moet betalen ; 2^o) omdat het werk van de administratie vereenvoudigd moet worden ; 3^o) omdat de eigenaar die terugbetaling eischt van de grondbelasting, de door elken huurder verschuldigde som kan vaststellen op grond van de gegevens, verstrekt door een uittreksel uit een kadastralen legger.

Handhaving van artikel 12, maar perequatie van de retributie werden verdedigd : 1^o) omdat een verhooging van de pachten of huurgelden met 10 of 20 t. h. aan de huurders ofwel overdreven of onvoldoende terugbetalingen zal opleggen, aangezien de door de provinciën en de gemeenten vastgestelde opcentiemen oneindig verschillen ; 2^o) omdat de huurder voortaan niet meer in staat zal zijn het huurgeld te onderscheiden van de som die hij betaalt voor de belasting ; 3^o) omdat het zenden van bijkomende uittreksels nooit onmiddellijk zal tegengehouden worden, aangezien zeer vele loopende contracten voorzien dat de grondbelasting door den huurder betaald moet worden.

IV.

De Commissie stelt vóór artikel 4 van het wetsontwerp goed te keuren.

Artikel 5 van het wetsontwerp tot wijziging van artikel 18 der organieke wet

(Kosten van onderhoud der gebouwen).

I.

Het beginsel toepassende, volgens hetwelk de grondbelasting gevestigd is op het netto-inkomen, dat elk jaar door een perceel opgebracht wordt, bepaalt artikel 15 namelijk (1) dat een ontheffing van belasting verleend wordt, indien de belastingplichtige bewijst dat, gedurende een periode van tien jaar, het zesde dat hij jaarlijks mag aftrekken van de bruto-opbrengst van het gebouwde perceel, ontoereikend is om de onderhouds- en herstellingskosten der gebouwde perceelen te bestrijden (2).

(1) Dat artikel 15 bepaalt ten eerste in § 1, dat kwijtschelding of vermindering van de grondbelasting toegestaan kan worden naar verhouding van het verschil tusschen het kadastraal inkomen der perceelen en hun werkelijke opbrengst gedurende het jaar van den aanslag, voor zoover dat verschil ten minste 10 t. h. van het kadastraal inkomen bedraagt.

(2) Art. 5, 1^{ste} paragr. bepaalt dat het kadastraal inkomen het jaarlijksch, werkelijk of vermoede netto-inkomen is ten tijde van de belasting.

II.

De Commissie voor vereenvoudiging der belastingen, vaststellende dat de prijs van het arbeidsloon en van de materialen merkelyk gestegen is, terwijl de wet op de loopende contracten geen evenredige verhooging der pachten of huurgelden hebben toegelaten, heeft gevraagd dat de berekening der onkosten, die een ontheffing toelaten, zou mogen geschieden na een vijfjarige periode in plaats van een tienjarige periode.

III.

Dat voorstel, waardoor de jaarlijksche netto-opbrengst van het gebouwde perceel beter dan door den van kracht zijnden tekst zou kunnen geraamd worden, werd door de Regeering aangenomen, en de Commissie, met 9 stemmen tegen 5, stelt voor het goed te keuren (1).

§ 3. — *Belasting op het inkomen van roerende kapitalen
of belasting op roerende zaken.*

**Artikel 6 van het wetsontwerp tot aanvulling
van artikel 21 der organieke wet.**

*(Belasting van het gedeelte der winst opgeleverd door het aangewende kapitaal
en dat de aan den exploitant verschuldigde retributie vertegenwoordigt).*

I.

De winst, opgeleverd door een in een onderneming aangewend kapitaal is thans onderworpen : eerst aan de belasting op roerende zaken, en dan aan de bedrijfsbelasting.

De belasting op roerende zaken treft dat gedeelte der winst, dat gelijk is aan den intrest dien het aangewende kapitaal elk jaar normaal moet opleveren. Die intrest mag niet meer dan 5 t. h. bedragen ; hij wordt verminderd, wanneer door als constant erkende feiten bewezen wordt, dat hij overdreven zou zijn (2).

De bedrijfsbelasting treft het gedeelte der winst, dat overblijft na vaststelling van de directe retributie aan het belegde kapitaal.

De belasting op roerende zaken treft met 10 t. h. den door het kapitaal afge-

(1) Het zal belangwekkend zijn er hier op te wijzen dat het bestuur, steunende op den tekst van een ministerieelen omzendbrief van 3 December 1860, beweert dat de afhouding zich niet mag uitstrekken tot het gedeelte van het inkomen dat beantwoordt aan den grond waarop de gebouwen opgetrokken zijn. Een arrest van het Hof van Beroep te Luik, van 9 Mei 1928, (*Journal prat que de Droit fiscal*, 1928, bl. 166), steunende op de werkzaamheden tot voorbereiding van de wet van 1919, beslist dat de afhouding moet genomen worden op het inkomen van het eigenlijke gebouwde goed, zonder onderscheid te maken tusschen den grond en het gebouw ; deze bestanddeelen maken een geheel uit, zijn de gebouwde eigendom waarop de wet betrekking heeft. » Dit arrest dat aan het Hof van Cassatie voorgelegd wordt neemt insgelijks de theorie over die door BALLON verdedigd wordt in *l'Impôt foncier*, bl. 85 en volg. Een arrest van het Hof van Beroep te Brussel op 2 Juni 11. neemt het standpunt aan van het Luiksche arrest.

(2) Artikel 34, § 1, 40 der samengeschakelde wetten. COART : *Traité prat que de la taxe mobilière*, 4 deel in 8^o, Brussel, Bruylant, 1928, bl. 170.

worpen intrest ; de last wegens de bedrijfsbelasting verandert van 2 tot 10 t. h. (1).

II.

De Regeering stelt voor dat, in de toekomst, de belasting op roerende zaken slechts toegepast zou worden na aftrek van de normale vergelding van den persoonlijken en wezenlijken arbeid van den exploitant.

Die retributie wordt omschreven in den U voorgelegden tekst. Ze zal overeenkomen met de wedden of loonen die toegekend worden aan de beambten of werklieden in soortgelijke bedrijven als dat van den exploitant.

Het wetsontwerp stelt ook het maximum en het minimum vast van de vergelding. Deze zal nooit minder dan 5,000 frank bedragen ; in geen geval mag ze $\frac{1}{4}$ van de totale winst der onderneming overschrijden. (2)

De voorgestelde tekst breidt dus de toepassing uit van het beginsel, krachtens hetwelk de exploitant een vergoeding heeft mogen toekennen aan de leden van zijn gezin die met hem arbeiden ; voortaan zou ook de opbrengst van zijn persoonlijken arbeid rechtstreeks aan de bedrijfsbelasting onderworpen zijn. (3)

III.

Uw verslaggever heeft de Regeering gevraagd of ze de vermindering van ontvangsten kende, welke het aannemen van den voorgestelden tekst zou teweegbrengen.

ANTWOORD.

Het nieuwe stelsel zal de ontvangsten doen verminderen ; die vermindering zal slechts van belang zijn in geval van ernstige crisis, en alleen dan wanneer de voorspoed van andere bedrijven niet zal opwegen tegen het elders vastgesteld tekort.

Het is dus onmogelijk de gevolgen van de nieuwe bepaling in cijfers weer te geven.

(1) Artikel 55, § 1 en 2 der samengeschakelde wetten.

(2) Twee gevallen van toepassing van het voorgestelde regiem, die in de Memorie van Toelichting aangegeven zijn, moeten hier herhaald worden. Hij die thans met een kapitaal van 100,000 frank 9,000 frank wint, betaalt de belasting op roerende zaken voor 5,000 frank, en de bedrijfsbelasting voor 4,000. Voortaan, indien de vergelding 6,000 frank bedraagt, zal op het grootste gedeelte der winst eerst de bedrijfsbelasting toegepast worden, terwijl slechts 5,000 frank in plaats van 5,000 frank de belasting op roerende zaken zal te dragen hebben. Die welke nochtans met een kapitaal van 200,000 frank 5,000 frank wint, betaalt de belasting op roerende zaken op 10,000 frank en de bedrijfsbelasting op 40,000 frank. Voortaan zal de vergelding 12,500 frank mogen bedragen, en zal eerst op 12,500 frank de belasting op wedden en loonen toegepast worden, op 10,000 frank de belasting op roerende zaken en ten slotte op 27,500 frank de bedrijfsbelasting wegens winst uit aangewende kapitalen.

(3) Artikel 27, § 5, der samengeschakelde wetten bepaalt :

« Geen verdeeling van winsten uit gemeenschappelijke ondernemingen is toegelaten » onder leden eener zelfde familie die samen wonen, noch onder leden eener maatschappij, vennootschap of gemeenschap.

» Nochtans valt de retributie aan de leden der familie van den exploitant die met hem » werken in de categorie der algemeene onkosten, voor zoover ze een normaal loon of een » normale wedde niet te boven gaat en ze als dusdanig de bedrijfsbelasting ondergaan heeft. »

IV.

Dit artikel 6 werd eigenlijk door uwe Commissie besproken terzelfdertijd als artikel 9, dat een forfaitaire raming van de bedrijfsinkomsten toelaat, en als artikel 11 betreffende de perequatie der bedrijfsbelasting.

Daar, naar aanleiding van de bespreking der artikelen, herinnerd werd aan de grondbeginselen der organieke wet en belangrijke amendementen werden ingediend, zal het verslag over artikel 6 slechts volledig zijn nadat gij den commentaar op de artikelen 9 en 11 gelezen hebt.

Sommige leden der Commissie hebben den voor gestelden tekst bestreden :

1^o) omdat hij het vrijgestelde minimumcijfer niet verhoogde ; 2^o) omdat hij de overheid niet aangaf, die het bedrag van de vergelding van den exploitant zou bepalen ; 3^o) omdat de vergelding overdreven zal worden, wanneer ze het minimum van 5,000 frank overtreffende, tot een 4^e der gemaakte winst zal mogen opslorpen. Een der leden, tolk van de meening zijner vrienden, heeft voorgesteld te bepalen dat, moest het beginsel van den aftrek der vergelding aangenomen worden, die vergelding boven 5,000 frank *niet meer zou mogen bedragen dan de cijfers, voor de supertaxe aangegeven in artikel 11 der samengeschiedelde wetten*, daarbij verstaan zijnde dat het een minimum gold met dezelve goudwaarde als dat van 1919.

De voorgestelde tekst werd verdedigd : 1^o) omdat het onbillijk is den exploitant het recht te onthouden zich een vergelding toe te kenne ; 2^o) omdat de vergelding slechts mag afgetrokken worden, indien de exploitant persoonlijken en wezenlijken arbeid verstrekt ; 3^o) omdat het bedrag der vergelding niet moeilijker te kennen is dan datgene, toegekend aan de leden der familie ; 6^o) omdat de voorgestelde tekst, zooals hij door de voorbeelden in de Memorie van Toelichting gecommenteerd wordt, de kleine bedrijfshoofden zal begunstigen. Vaststellende dat vergeldingen boven 5,000 frank zelfs niet zouden overeenkomen met een wedde of een normaal loon, indien ze 1/4 van de winst (1) niet mochten overschrijden, hebben zij een amendement voorgesteld waarbij bepaald wordt, dat « de afgetrokken som niet minder dan 5,000 frank noch meer dan 1/4 van de » totale winst mag bedragen, tenzij de normale vergelding deze laatste quotiteit » overtreft ».

V.

Artikel 6 heeft 12 stemmen voor en 12 stemmen tegen bekomen, toen de bespreking in de Commissie besloten werd; derhalve werden de amendementen niet ter stemming gelegd (2).

(1) Indien een belegd kapitaal van 100,000 fr. een winst van 22,000 fr. opbrengt, en dat de normaal toegekende vergelding van het hoofd eener soortgelijke onderneming 7,000 fr. bedraagt, zou de exploitant zich moeten vergenoegen met een vergelding van 5,500 fr., daar hij zich niet meer dan een vierde van de totale winst zou mogen toekennen.

(2) Het zal wellicht goed zijn hier in het licht te stellen dat in Frankrijk de geheele winst opgeleverd door een belegd kapitaal alleen onderworpen is aan de gewone bedrijfsbelasting.

Artikel 7 van het wetsontwerp*(Forfaitaire bepaling van het aangewende kapitaal).***I.**

De tekst omschrijft de 2^e voorgestelde nieuwigheid. Daardoor zou de schatplichtige mogen vragen dat het bedrag van zijn aangewende kapitalen forfaitair voor een driejarig tijdperk bepaald worde op het bij den aanvang van dit tijdperk behoorlijk vastgesteld bedrag (1).

Deze nieuwigheid zou de uitbreiding der zaken bevordert hebben: de nieuwe kapitalen, gedurende een driejarige periode door handelaars en industrieelen in hun zaken belegd, zouden gedurende die periode niet onderhevig geweest zijn aan de belasting op roerende zaken; die periode en de tijdelijke stabiliteit eener taxe zou de natuurlijke aarzeling, die de uitbreiding eener zaak tegenhoudt, verminderd hebben.

II.

Over den voorgestelden tekst werd geen speciale stemming gehouden; de Commissie heeft besloten over het beginsel van het « forfait » uitspraak te doen bij het onderzoek van artikel 9 en met 12 stemmen tegen 12 heeft ze dan het opnemen van dat beginsel in de wet verworpen.

§ 4. — De belasting op de bedrijfsinkomsten of bedrijfsbelasting.**Artikel 8 van het wetsontwerp tot wijziging der alinea's van artikel 27 der organieke wet.****I.**

De Memorie van Toelichting verklaart dat « paragraaf 1 van dit artikel enkel » een aanvulling is van paragraaf 3, laatste alinea van bedoeld artikel 27 en van » paragraaf 3 van artikel 33 (2); ze bepaalt dat het gedeelte van de winst dat

(1) Artikel 14 der organieke wet luidt: « De belasting op het inkomen der roerende kapitalen wordt toegepast op de dividenden, interesten, achterstallen en alle andere opbrengsten van op een der welke aangewende kapitalen, en vormende... 5^e *Inkomsten*: a) van de kapitalen, aangewend in allerlei handels-, nijverheids- of landbouw-zaken. » Artikel 18 voegt daaraan toe: « De in 5^e van artikel 14 bedoelde inkomsten zijn die van de aangewende kapitalen en van de schuldvorderingen van allen aard ».

M. COART, *Traité pratique de la taxe mobilière*, pp. 135 tot 148, somt al de moeilijkheden op voor het bepalen van het aangewende kapitaal: « de plus, les revenus produits par » une entreprise, dit-il, aussi sont mixtes. Le revenu n'est produit de façon exclusive, » ni par le travail, ni par le capital; il est le fruit de la collaboration, ou mieux de la » compénétration de ces deux éléments producteurs de richesses ».

Mag men uit die aanhaling niet besluiten dat de wijze van vaststelling van het aangewende kapitaal volstrekt vereenvoudigd moet worden?

(2) § 5 van art. 27 bepaalt dat insgelijks wordt afgetrokken het gedeelte van de inkomsten der belegde kapitalen dat niet 6 t. h. van deze kapitalen overschrijdt en onderworpen is aan de taxe op de roerende zaken.

§ 5 van art. 33 belast dat voor de maatschappij die rechtspersoonlijkheid bezitten, de taxe geregeld wordt volgens de winst, na aftrek van de uitgekeerde inkomsten en de inkomsten die onderworpen zijn aan de taxe op roerende zaken, als inkomen van belegde kapitalen.

» onderworpen is aan de belasting op roerende zaken geheven op de inkomsten
 » hetzij uit aangewende kapitalen hetzij uit actiën of aandeelen, niet onderhevig,
 » is aan de bedrijfsbelasting.

» Wat betreft paragraaf 2 van artikel 8 van het ontwerp, die paragraaf brengt
 » van 60 op 100 frank het minimum van de bedrijfsbelasting toepasselijk op de
 » buitenlandse handelsreizigers en op de andere buitenlandse schatplichti-
 » gen, die noch woon- noch verblijfplaats noch een inrichting in België hebben.
 » Onder het oude fiscaal stelsel, betaalden die personen een vast patentrecht van
 » 20 frank.

» Het spreekt vanzelf dat de internationale overeenkomsten, op voorwaarde
 » van wederkerige gelijke behandeling, vrijstelling van die belasting kunnen
 » voorzien, zooals reeds bepaald wordt in paragraaf 4 van artikel 27 der samen-
 » geschakelde wetten »

II.

De tekst van dit artikel werd niet besproken.

Uw Commissie heeft met 9 stemmen tegen 7 besloten U de goedkeuring vóór te stellen.

Artikel 9 van het wetsontwerp, waarbij artikel 32, § 1, van de organieke wet wordt aangevuld.

(Forfaitaire bepaling van de bedrijfsinkomsten).

I.

Bij artikel 32 van de organieke wet wordt besloten dat de bedrijfsbelasting bepaald wordt volgens de inkomsten van een bepaald jaar (1).

Artikel 9 van het wetsontwerp, waarbij de derde nieuwigheid die U wordt voorgesteld omschreven wordt, kent aan de belastingsschuldigen van die bedrijfs-taxen (dus aan de loontrekkenden, bezoldigden, kooplieden, industrieelen, landbouwers, titularissen belast met opdrachten of ambten, of die vrije beroepen uitoefenen) het recht toe al dan niet te vragen dat de belastbare bedrijfsinkomsten forfaitair bepaald worden over een driejarig tijdperk.

Het forfaitair bepalen van het inkomen zou ondergeschikt zijn aan het bestaan van verschillende voorwaarden.

De belastingsschuldige zou de forfaitaire bepaling aanvragen; zij zou hem niet opgelegd worden. Hij alleen beslist of de aanslag zal opgemaakt worden naar een jaarlijksch inkomen of naar een gemiddeld inkomen.

Het verzoek tot forfaitaire bepaling zou een belastbare inkomst moeten vermelden. Dus, zooals in den tekst van de Memorie van Toelichting wordt verklaard, zou een belastingsschuldige, die geen belastbare inkomsten heeft, zich gedurende drie jaar aan de betaling van welke bedrijfsbelasting ook niet kunnen onttrekken, door bij den aanvang van een driejarig tijdperk te verklaren dat hij, gedurende

(1) Artikel 32, § 1, van de organieke wet bepaalt: «

het driejarig tijdperk dat zijn aangifte voorafgaat, geene bedrijfsinkomsten heeft genoten.

Daar het inkomen forfaitair bepaald wordt, zou de grondslag van de belasting die het bezwaart onveranderlijk worden, zelfs indien de winst die diende voor het vaststellen van het forfaitair bedrag, verhoogt, vermindert of verdwijnt (1).

Het forfaitair inkomen van gansch het driejarig tijdperk moest gelijk zijn aan het gemiddeld cijfer van de winst of de inkomsten in den loop van het driejarig tijdperk dat onmiddellijk voorafging.

De voorgestelde tekst stelde vervolgens de driejarige tijdperken vast, tijdens welke het forfaitair bedrag zou gelden en die waarvan de winst de bepaling van het forfaitair bedrag zou mogelijk maken (2).

Eindelijk, bleek uit de Memorie van Toelichting dat de forfaitaire winst of inkomsten aangenomen tot het vaststellen van de bedrijfsbelasting ook zouden aangenomen worden voor de supertaxe.

II.

De volgende vragen werden tot de Regeering gericht (3) :

EERSTE VRAAG.

De Memorie van Toelichting legt weliswaar goed uit, welke de werking zal zijn van het voorgestelde artikel 9, waarin gehandeld wordt over het recht voor de belastingschuldigen te vragen dat de inkomsten, die belastbaar zijn, op forfaitaire wijze worden bepaald voor een driejarig tijdperk, maar dat voorstel wet-tigen, doet het in werkelijkheid niet.

Ik vrees dat die nieuwe methode voor eersten uitslag zal hebben aan sommigen

(1) Het verminderen of verhoogen van de inkomsten in den loop van een driejarig tijdperk, zullen invloed uitoefenen op het forfaitair gemiddeld cijfer, te bepalen voor het volgend belastingstijdperk :

Indien een belastingschuldige in den loop van een driejarig tijdperk ophoudt belastbaar te zijn met de bedrijfsbelasting, dan zou de bijzondere aanslag op de inkomsten van het laatste boekjaar van zijn bedrijf opgemaakt worden wegens de voorschriften van artikel 52, § 2, van de samengeordende wetten, volgens de werkelijke uitslagen van het gedeelte van het jaar gedurende hetwelk het beroep uitgeoefend werd.

(2) Als driejaarlijksche tijdperken werden berekend : 1928 tot 1930; 1931 tot 1933; 1934 tot 1936, enz., enz.

Voor het tijdperk 1929 tot 1930 werd het forfaitair bedrag bepaald naar het gemiddeld cijfer der in 1926 en 1927 gemaakte winst, die van 1926 vermeerderd zijnde met de helft. Voor het tijdperk 1931 tot 1933 zou het forfaitair bedrag bepaald geworden zijn naar het gemiddeld cijfer van de in 1928, 1929 en 1930 gemaakte winst. En zoo voorts.

Begon een belastingschuldige zijn beroep uit te oefenen in den loop van een driejaarlijksch tijdperk, dan zou het forfaitair bedrag bepaald worden, in overleg met het beheer, voor de belastingjaren van dat tijdperk die nog zouden moeten verlopen, naar de uitslagen of de inkomsten van het eerste boekjaar; het forfaitair bedrag voor het volgend belastingstijdperk zou bepaald geworden zijn volgens het jaarlijksch gemiddeld cijfer van de winst of de inkomsten bekomen in den loop van de jaren werkelijke uitoefening van zijn beroep gedurende gansch of een gedeelte van het vorig tijdperk.

(3) Men moet ze aanvullen door er aan te herinneren dat, sedert 1922, de laatste twee alinea's van de samengeordende wetten, toelaten slechts telkens na een periode van vijf jaar, de aangiften te vernieuwen, een gezamenlijk inkomen omvattende dat minder bedraagt dan het dubbel van het vrijgesteld minimum.

de gelegenheid te geven bij hunne aangiften van inkomsten van de werkelijkheid af te wijken. Vergeet men niet te veel dat het beginsel van de algemeene wet tot belasting van de inkomsten is, dat men het werkelijk inkomen wil treffen? Waarom door allerlei ingewikkelde modaliteiten en onverklaarde maatregelen van dat beginsel willen afwijken?

ANTWOORD.

Zooals het gedeelte van de Memorie van Toelichting, dat betrekking heeft op artikel 9, doet uitkomen, is de aanvankelijke gedachte van de forfaitaire en periodieke bepaling van de winst der nijverheids- en handelsberoepen te danken aan de Commissie tot vereenvoudiging van de belastingen, waar de afgevaardigden van de Kamer van Koophandel van Brussel aangedrongen hebben op het belang dat er voor de belanghebbenden aan verbonden is, dat de fiskale lasten die zij te dragen hebben, althans tijdelijk onveranderlijk zijn.

De toepassing van den door het ontwerp voorzien driejaarlijkschen forfaitairen aanslag zal niet beletten rekening te houden met de werkelijkheid, aangezien hij doorgaans zal berekend worden volgens het gemiddeld cijfer van de laatste drie jaren.

De wetgever heeft reeds het stelsel van een forfaitairen aanslag ingevoerd voor de landbouwers (art. 27 § 2, laatste lid van de samengeordende wetten).

TWEDE VRAAG.

Houdt eveneens verband met het bij artikel 9 voorziene nieuwe beginsel. Als ik goed begrijp, zal men, na een forfaitaire aangifte te hebben gedaan voor een driejarig tijdperk, om een forfaitairen aanslag te bekomen voor een nieuw driejarig tijdperk, een aangifte moeten doen van alsdan werkelijke inkomsten, genoten gedurende het eerste driejaarlijksch tijdperk? De uitslag zou dus zijn de aangifte van het inkomen van een bepaald boekjaar met drie jaar te vertragen.

ANTWOORD.

Inderdaad, zoo zal de forfaitaire aanslag toegepast worden. Deze zal, naar gelang van de omstandigheden den belastingschuldige gunstig of ongunstig zijn.

Er zal zich een zekere vergelding voordoen; zoo het fiscaal ingrijpen soms een of twee jaar zal ten achter blijven, moet men anderzijds bedenken dat de aanslag zelf en de inning sneller zullen geschieden, en zonder jaarlijksche betwisting van de aangegeven winst.

DERDE VRAAG.

In geval van forfaitaire aangifte van mobiele inkomsten of van bedrijfsinkomsten voor een driejaarlijksch tijdperk, hoe zal men de echtheid van de aangiften nagaan?

ANTWOORD.

De in 1926 en 1927 gedane aangiften strekken tot grondslag van de forfaitaire aangifte, te doen voor het driejaarlijksch tijdperk dat zal beginnen.

4^{de} VRAAG.

De inkomsten van een belastingsschuldige — een veronderstelling — zouden verdubbeld zijn gedurende het tijdperk 1928-1930. Hoe zal de fiscus te werk gaan om er zich rekenschap van te geven indien de belanghebbende juist dezelfde aangifte als te voren doet ?

ANTWOORD.

De driejaarlijkse forfaitaire aangiften worden aan dezelfde controle onderworpen als de jaarlijkse.

5^{de} VRAAG.

Het bepaalde in artikel 9, betreffende het forfait in zake bedrijfsbelasting, is van toepassing op al de belastingbetalers die de inkomsten genieten welke bedoeld zijn in artikel 25 van de samengeordende wetten.

Het is toepasselijk op de nijveraars en op de handelaars, hetzij dat zij hunne nijverheid of hun handel onder hun eigen naam, of onder vorm van vennootschap uitoefenen; het is toepasselijk op de openbare en private ambtenaars en bedienenden, op de personen die vrije beroepen uitoefenen.

Zoodat een industrieel, na een tijdperk van crisis, den terugkeer voorziende van een beteren tijd, het forfait zal kunnen aanvragen voor een tijdperk van drie jaar en aldus het voordeel van eene lageren aanslag gedurende drie jaar zal kunnen genieten.

Zoodat, eveneens, een ambtenaar, wiens toestand over het algemeen van jaar tot jaar verbetert door de normale en regelmatige werking van een wedderooster, altijd de geheele toepassing van de bedrijfsbelasting op de verhoogingen van zijne bedrijfsinkomsten met drie jaar zal kunnen verschuiven.

Men zou nog veel andere voorbeelden kunnen aanhalen.

Zoo dit de beteekenis is van de bepaling, denkt men dan niet dat zij eene ernstig inbreuk uitmaakt op het beginsel, dat de grondslag moet blijven van de belasting op het inkomen, namelijk : dat de belasting wordt vastgesteld volgens zijn werkelijke inkomsten ?

Is het niet te vreezen, daar het waarschijnlijk is dat de belastingbetaler van het forfait alleen dan zal gebruik maken wanneer hij hoopt in eene zekere mate aan den fiscusdwang te ontsnappen, dat het voorgelegde stelsel er zal toe bijdragen het begrip van oprechtheid aan 't wankelen te brengen, begrip dat men den belastingplichtige tracht in te prenten bij de vervulling van zijn fiskale verplichtingen ?

ANTWOORD.

Zooals de steller van de vraag het veronderstelt, is het forfaitair bedrag voorzien in artikel 9 van het ontwerp, toepasselijk op *al* die welke de bedrijfsbelasting moeten betalen.

Deze nieuwe maatregel tast geen zins het principe aan, volgens hetwelk de belasting op de inkomsten wordt gevestigd op de *werkelijke* inkomsten.

De invoering van het forfaitair stelsel is een maatregel van vereenvoudiging en billijkheid, die er naar streeft aan de opbrengst der belastingen een zekere bestendigheid te geven. Gedurende drie jaren, zal de taxé berekend worden

volgens het gemiddeld bedrag der *jaarlijksche* inkomsten die werkelijk ontvangen worden gedurende de voorgaande driejaarlijksche periode; de werkelijke inkomsten zullen dus de grondslag blijven van de belasting, doch men zal de groote afwijkingen, in het minder of meer beloopend jaarlijksch bedrag der belasting vermijden, men zal de inning van de belastingen bespoedigen en men zal de stabiliteit der middelen van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten verzekeren.

De gedachte, strekkende tot het bepalen van een gemiddeld bedrag der bedrijfsinkomsten, werd trouwens verwezenlijkt in artikel 32 der organieke wet: krachtens dit artikel is het toegelaten het verlies van de winst der twee vroegere jaren af te houden. Deze bepaling werd aangevuld in 1925 door eene andere, waarbij het toegelaten is het belastingsbedrag van een jaar te verminderen tot het beloop van de belasting betrekking hebbende op het verlies dat geleden werd gedurende de volgende twee jaren.

Het is deze gedachte die verbeterd en veralgemeend wordt in het bepaalde bij artikel 9.

6^e VRAAG.

Eene van de redenen die men aangeeft om het vaststellen van een forfaitair bedrag te rechtvaardigen, is eene zoogenaamde vereenvoudiging in het vaststellen van den aanslag en in het innen van de belasting.

Is het wel zeker dat het voorgestelde stelsel op eene aanzienlijke vereenvoudiging zal uitloopen, vermits iedere aangifte van een forfaitair bedrag zal moeten aanleiding geven tot het nazien van de inkomsten voor elk der drie afgelopen jaren?

ANTWOORD.

Aan de vereenvoudiging kan niet getwijfeld worden. Doch er zal natuurlijk eene groote inspanning moeten gedaan worden, bij den aanvang van elke driejaarlijksche periode, alhoewel men het werk intusschen zal kunnen voorbereiden.

7^e VRAAG.

De Memorie van Toelichting zegt wel, ten opzichte van artikel 9, dat de forfaitaire taxe onveranderlijk zal blijven, zoo de winsten minder bedragen dan die welke ten grondslag lagen aan de vaststelling van het forfaitair bedrag en zelfs in geval van verlies.

Zal de forfaitaire taxe ook onveranderlijk blijven, zoo de werkelijke winst blijkt meer te bedragen? Ja, natuurlijk.

Doch, kan men evenwel niet aannemen dat, in zulk geval, een wijziging van het bedrag plaats hebbe, althans zoo het verschil tusschen de belaste winst en de verwezenlijkte winst een bepaald percent moest overschrijden?

ANTWOORD.

Na de vaststelling van de winst of de inkomsten die *werkelijk* ontvangen werden gedurende eene periode van drie jaren, zal het *jaarlijksche* gemiddeld bedrag tot grondslag dienen voor de inning van de belastingen gedurende de volgende drie jaren, zelfs als gedurende deze latere jaren de inkomsten meer of minder beloopten.

De vermindering van de winsten, het verlies of iedere verhooging van inkomsten zullen het gemiddeld forfaitair bedrag beïnvloeden, dat moet aangenomen worden voor de volgende belastingperiode. De ervaring zal aantoonen of ernstige misbruiken kunnen ontstaan te dien opzichte. Gebeurlijk, zou men maatregelen kunnen treffen om er een eind aan te maken.

8^e VRAAG.

Zal het invoeren van het forfaitair stelsel niet een einde maken aan de inning van de belasting aan de bron?

ANTWOORD.

De toepassing van het forfaitair stelsel op de wedden en loonen zou geenszins een einde maken aan de afhouding aan de bron; de forfaitaire aanslag is niet verplichtend en moet door de belanghebbenden aangevraagd worden; de bezoldigden en loontrekkenden die het voordeel van den maatregel wenschen te bekomen zullen dus van hun wensch kennis moeten geven aan het bedrijfshoofd en hem een fiche moeten terhandstellen waarop het *gemiddeld* loon vermeld staat dat tot grondslag zal moeten dienen voor de fiskale afhoudingen. Bij voorkomend geval, zal die fiche door de zorgen van het beheer aan ieder belanghebbende afgeleverd worden.

9^e VRAAG.

De toepassing van het forfaitair stelsel zal, zoo zegt de Memorie van Toelichting, een aanzienlijke vermindering in de ontvangsten voor gevolg hebben. Op hoeveel schat men die vermindering?

ANTWOORD.

Het is niet mogelijk, zelfs bij ruime benadering, de vermindering van de ontvangsten te schatten die het gevolg zou kunnen zijn van de toepassing van het forfaitair stelsel op de raming van het aangewend kapitaal en van de bedrijfswinst; zoo het aangewend kapitaal betrekkelijk bestendig is, weet men echter niet hoeveel belastingschuldigen er zijn wier bedrijfsinkomen een normaal salaris niet of slechts in geringe mate zal te boven gaan; anderzijds, is de bedrijfswinst in dit tijdperk van economische wederaanpassing van jaar tot jaar zoo veranderlijk, dat het vermetel zou zijn een raming te durven vooruitzetten; ten hoogste kan men, *als algemeen indruk*, aannemen dat de toepassing van de voorgestelde hervorming een aanzienlijke vermindering zal medebrengen van de opbrengst van de mobiele belasting en van de bedrijfsbelasting, die zonder die hervorming zouden bekomen worden.

III.

Het opnemen in de wet van het beginsel van het forfaitaire stelsel werd krachtadig verdedigd.

In zijn verklaring van 29 November 1927 (Zittijd 1927-1928, Handelingen Kamer, blz. 55, kol. 4), bevestigde de heer Jaspar, eerste-minister, wat hij den 25^e Mei 1926 verklaard had (Zittijd 1925-1926, Handelingen Kamer, bladz. 1368, kol. 2), zeggende: « dat die politiek van algemeen welzijn die hij verdedigde » nochtans niet enkele gedeeltelijke verzachtingen uitsluit, in de mate als door

» de begrooting zou geduld worden. Zij zal ook toelaten in de wijze waarop men
 » de belastingen int, vereenvoudigende maatregelen in te voeren, van zulken aard
 » dat de belastingsschuldige met meer gemak aan zijn verplichtingen zal voldoen,
 » terwijl anderzijds kwellende vormvereischen zullen voorkomen worden, die
 » strijdig zijn met onze traditie » (1).

Welnu, kon men niet staande houden : 1. dat het forfaitair cijfer geen nieuw beginsel in de wet invoerde, aangezien inzonderheid de inkomsten voortkomende van landbouwbedrijven beschouwd worden als zijnde gelijk aan het dubbel van het kadastraal inkomen; aangezien bij artikel 29 op forfaitaire wijze de som bepaald wordt die mag afgetrokken worden van een bedrijfsinkomen, om de bedrijfslasten te bekostigen? 2° dat het grondwettelijke beginsel van het *jaarlijksch* heffen van de belasting het aannemen van een forfaitair stelsel niet verbiedt, omdat de tekst die zou in werking treden, het inkomen bepaalt waarop de belasting gegrond is, maar bij het bedrag van de belasting niet bestendig maakt; 3° dat het invoeren der driejaarlijksche aangifte den arbeid van het bestuur zou verlichten; 4° dat het bestuur over meer tijd zou beschikken om de jaarlijkse aangiften na te gaan; 5° dat het aantal aan de belastingsschuldigen gevraagde aangiften zou verminderen, aangezien de forfaitaire aanslag vooral door diegenen zou gevraagd worden die een nogal vast bedrijfsinkomen hebben; 6° dat de forfaitaire vaststelling van de winst de industrieelen in de mogelijkheid zou stellen den kostenden prijs van hun producten voor een bepaalde tijd met meer gemak vast te stellen; 7° dat de door 's Lands Kas ondergane verliezen, ingeval van vermeerdering van inkomen, desvoorkomend zouden vergoeden worden door de bestendigheid van de belasting, in geval van vermindering of verdwijning van de inkomsten.

Het forfaitair stelsel werd hevig bestreden : de aanneming er van zou den tekst der grondwet schenden waar zij zegt dat de belasting jaarlijks moet geheven worden, aangezien de grondslag van de belasting ongewijzigd zou blijven gedurende het driejarig tijdperk; 2° de belasting zou gegrond zijn op een denkbeeldig inkomen, terwijl gansch de organieke wetgeving oplegt de belasting volgens de werkelijke inkomsten te bepalen; 3° de belastingsschuldigen wier inkomen geregeld en periodisch stijgen, zullen niet de lasten dragen welke door de verhooging van hun inkomsten gewettigd zouden zijn; 4° een groot aantal beambten en werklieden zullen nooit den forfaitairen aanslag kunnen vragen, omdat zij de mogelijkheid van werkeloosheid en het volkomen gebrek aan inkomen moeten in 't vooruitzicht stellen; 5° de tijdelijke vrijstelling toegekend aan sommige verhoogingen van inkomsten zijn onrechtvaardig, wanneer de vrijgestelde minima nog niet gebracht zijn tot de werkelijke waarde welke zij vertegenwoordigden in 1919; 6° de forfaitaire aanslag zou uitsluitend gevraagd worden door hen, wien hij 't voordeeligst is; 7° het werk van het bestuur zou niet verminderd worden, daar het nazicht van de inkomsten van drie jaar moeilijker is dan een jaarlijksch nazicht.

De tegenstanders van het forfaitair stelsel hebben gevraagd dat de volgende nota in het verslag opgenomen worde :

(1) In 1926 verklaarde de heer Jaspar : « De Regeering is van gevoelen dat onze fiskale wetgeving, sedert den oorlog al te ingewikkeld is. Zij zal dringend de herziening van ons belastingstelsel verwezenlijken, om het eenvoudiger te maken, minder krenkend, minder kostelijk bij den inning, en beter aangepast bij onze mentaliteit ».

« Om ons verzet tegen artikel 9 van het ontwerp te wettigen, volstaat het de
» drie vragen te herhalen, welke wij aan de Commissie gesteld hebben betreffende
» die bepaling.

» Op onze aanmerkingen heeft men maar weinig geantwoord.

» Wij zijn van meening dat de forfaitaire belasting in onze wetgeving op de
» belasting van het inkomen een verkeerde en gevaarlijke nieuwigheid uitmaakt,
» omdat zij strijdt met het beginsel van de aangifte der werkelijke inkomsten,
» die de grondslag moet blijven van die wetgeving en omdat het te vreezen is dat
» zij de deur opent voor andere toegevingen wat dat hoofdbeginsel betreft.

» De redenen die men opgeeft om de voorgestelde bepaling te wettigen weer-
» staat trouwens aan het onderzoek niet. Men zegt eenerzijds dat het ontwerp
» voor doel heeft een zekere bestendigheid in de opbrengst van de belasting
» teweeg te brengen, en te vermijden dat er groote verschillen bestaan, hetzij als
» verhooging, hetzij als vermindering, in het jaarlijksche bedrag der aanslagen
» en aldus de bestendigheid te verzekeren van de inkomsten van den Staat, van
» de provinciën en van de gemeenten.

» Is het echter niet zeker dat de voordeelen, die men eenigszins overdrijft om
» beter de stelling te dienen, slechts zullen bekomen worden ten koste van een
» vermindering van de opbrengst die men zou bekomen onder het huidige stelsel?
» Welnu, men zal slechts den forfaitairen aanslag vragen als men er zich aan
» verwacht, of liever als men de zekerheid heeft, dat men er een voordeel zal
» uit trekken.

» Er wordt nog gezegd, en dat is het voornaamste argument, dat de forfaitaire
» belasting meer eenvoud zal brengen in het opmaken van de aanslagen en de
» inning van de belasting.

» Aan die vereenvoudiging gelooven wij niet.

» De aangiften van de belastingschuldigen die het forfaitaire stelsel zullen
» vragen, zullen de uitslagen van ieder van de laatste drie boekjaren moeten
» bevatten. Die aangiften zullen onderworpen zijn aan de controle van de agenten
» van den fiscus. Ziet men niet in hoe moeilijk die controle zal zijn, die betrek-
» king zal moeten hebben op boekjaren die sedert twee jaar verlopen zijn en
» waarover men, althans wat sommige beroepen betreft, geen of bijna geen gege-
» vens meer zal bezitten?

» Reeds is men van meening dat het de voorgestelde regeling bij den aanvang
» van ieder driejaarlijksch tijdperk een groote inspanning zal vergen.

» Wij vreezen dat die groote inspanning, die zal geleverd worden van het
» gewoon personeel, verdragingen ja, misschien wel een warboel zal medebrengen
» indien het forfaitair stelsel algemeen wordt.

» Bij de laatste vergadering hebben leden het geval van de bedrijfsbelastingen
» die aan de bron aangeslagen worden, te berde gebracht. De werkgever zal
» moeten kennis krijgen van de forfaitaire bedragen die zijn personeel betreffen.
» Die kennisgeving zou moeten geschieden van den aanvang van het jaar af;
» maar het zal niet mogelijk zijn, aangezien men op dat oogenblik nog het
» gemiddeld cijfer van de inkomsten van de laatste drie boekjaren niet zal kunnen
» bepalen. Men zal dus afrekeningen, verbeteringen moeten doen. Misschien zal
» men er aan denken den toestand op het einde van het jaar te regulariseeren. In
» elk geval ziet men niet goed in, dat dit stelsel op het bestaande, het voordeel
» van den eenvoud hebben zou.

» Wij zouden geneigd zijn te meenen dat men de kwestie niet rijpelijk genoeg

» overwogen heeft ofwel dat de ware redenen die tot het voorstel leiden niet
 » diegene zijn die men opgeeft.

» Mijn vrienden hadden er aan gedacht, om tot een vergelijk te geraken,
 » eenigszins te voldoen aan de grondgedachte van de bepaling, door die belas-
 » tingschuldigen tot het forfaitair stelsel toe te laten die geen vast en zeker inko-
 » men hebben en derhalve niet verplicht zijn een regelmatige comptabiliteit van
 » hun inkomen bij te houden.

» Men kon beweren dat het voor die belastingschuldigen meer gewettigd was
 » ze niet te verplichten jaarlijks het bedrag van hun belastbare inkomsten te
 » bepalen. Maar men vergat dat die jaarlijkse bepaling van het inkomen toch
 » moet gedaan worden, aangezien zij den forfaitairen aanslag ten grondslag ligt.

» Wat er ook van zij, indien het in de bedoeling van de Commissie lag
 » het forfaitair stelsel in dien zin te beperken, dan zouden wij, bij amende-
 » ment, den volgenden nieuwen tekst voor artikel 9 voorstellen :

» § 1 van artikel 32 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

» De belastingschuldigen die de inkomsten genieten bedoeld bij artikel 25,
 » 1^o, en op w^e de artikelen 16 en 17 van het Eerste boek, titel III van het
 » Wetboek van Koophandel niet toepasselijk zijn, kunnen vragen dat hunne
 » belastbare inkomsten forfaitair zouden bepaald worden, over een driejarig
 » tijdperk, op grondslag van het jaarlijksch gemiddeld bedrag van de ge-
 » durende de laatste drie jaren behoorlijk vastgestelde inkomsten.

» Ons amendement was slechts opgemaakt geworden om tot een vergelijk
 » te geraken.

» Dat vergelijk schijnt door de meerderheid van de Commissie niet aan-
 » genomen geworden te zijn.

» Wij trekken het amendement dan ook in en handhaven onze uitdrukke-
 » lijke oppositie tegen het beginsel van het forfaitair stelsel. »

IV.

Daar op het ter stemming gelegde artikel 9, 12 ongunstige en 12 gunstige
 stemmen werden uitgebracht, werd het door uwe Commissie niet aange-
 nomen.

HOOFDSTUK II VAN DE ORGANIEKE WET.

BEPALING VAN HET BEDRAG DER CEDULAIRE BELASTINGEN.

§ 1. — *Grondbelasting.*

Artikel 10 van het wetsontwerp, tot wijziging van artikel 38 der organieke wet.

(*Niet in de kohieren opgenomen aanslagen*).

I.

In de Memorie van Toelichting wordt verklaard : « Dat artikel heeft voor
 doel de inning van de belasting te vereenvoudigen; bij de wet wordt voor-
 zien dat de grondaanslagen beneden 1 frank (hoofdsom) niet in het kohier
 begrepen worden; men stelt voor dat cijfer tot 3 frank te verhoogen. »

II.

Uwe Commissie heeft besloten U vóór te stellen dat artikel aan te nemen.

§ 3. — *Bedrijfsbelasting.*

Artikel 11 van het wetsontwerp, tot wijziging van artikel 35 van de organieke wet.

(Perequatie van het bedrag der bedrijfsbelasting).

I.

Dit artikel is een van de belangrijkste van het ontwerp dat ons is voorgelegd. Het heeft voornamelijk ten doel een perequatie van de bedrijfsbelasting, van den zelfden aard als die welke de wetgever gehuldigd heeft in zake superlaxe.

Heden wordt die belasting berekend per schijf van 5,000 frank inkomsten en het aanvankelijk bedrag van 2 t. h. stijgt met 1 t. h. per schijf, zonder dat het echter 10 t. h. mag te boven gaan voor het gedeelte van de inkomsten dat 40,000 frank overschrijdt.

Voortaan zal de belasting berekend worden per schijf van 10,000 frank en het aanvankelijk bedrag van 2 t. h. zal, zooals thans, stijgen met 1 t. h. per schijf, zonder dat het 10 t. h. mag te boven gaan voor het gedeelte van de inkomsten dat 80,000 frank in plaats van 40,000 frank overschrijdt.

II.

Leden van de Commissie waren van meening dat de bij de Memorie van Toelichting gevoegde lijst, waarin de Regeering de uitslagen van het thans geldend stelsel vergeleek met die van de voorgestelde bepalingen, het hun niet mogelijk maakte de juiste gevolgen van de voorgestelde hervorming te meten. Zij hebben de bekendmaking gevraagd van de diagrammen en tabellen beschreven in n^o III van het algemeen gedeelte van het verslag (goudwaarde van den frank; goudwaarde van de vrijgestelde minima; bedrag van de cedulaire belasting en van de supertaxe die verschillende bedrijfsbelastingen bezwaren) en zij hebben de volgende vragen tot de Regeering gericht :

EERSTE VRAAG.

Naar aanleiding van artikel 11 komt eene tabel in de bijlage A vóór die het mogelijk maakt voor een bepaald inkomen, de uitslagen van het bestaande stelsel te vergelijken met die van de voorgestelde bepalingen. Doch dit is niet voldoende. Wij zouden inderdaad het getal personen moeten kennen die belastingen betalen voor bedrijfsinkomsten van 10,000 frank tot 1,000,000 fr. per jaar en dit met inachtneming van dezelfde rangschikking als die van bijlage A. Zouden wij geene tabel kunnen bekomen die de belastingsschuldigen verdeelt naar iedere categorie der tabel van bijlage A?

ANTWOORD.

De volgende tabellen verleen en de gevraagde inlichtingen.

I. — *Statistiek der bedrijfsinkomsten aangegeven voor de bedrijfsbelasting, dienstjaar 1925, inkomsten van 1924, en bedrag van de overeenkomende bedrijfsbelasting.*

Categorieën van inkomsten.	Aantal. (In duizenden).	Bedrag der inkomsten. (In millioenen).	Bedrag van de bedrijfsbelasting. (In millioenen).
Van minder dan 5,000	1,571	7,069	29
Van 5 tot 10,000	1,130	7,911	87
Van 10 tot 25,000	238,1	3,215	75
Van 25 tot 50,000	30	1,007	43
Van 50 tot 100,000	8,5	565	38
Van 100 tot 240,000	2,9	430	37
Van 250,000 en meer	0,7	385	37
T e z a m e n	2,981,2	20,582	346

Nota. — Er kon geene statistiek van deze inkomsten overgelegd worden voor het dienstjaar 1926 dat eerst zal afgesloten zijn op 31 October 1927.

Vergelijking tusschen de bedrijfsinkomsten aangegeven voor de bedrijfsbelasting, voor elk van de dienstjaren 1920, 1921 en 1925. (Inkomsten van de jaren 1919, 1920, 1922 en 1924).

Categorieën van inkomsten.	Getal (in duizenden) van de inkomsten aangegeven voor de bedrijfsbelasting, dienstjaren :							
	1920 (inkomsten van 1919).	T. h.	1921 (inkomsten van 1920).	T. h.	1922 (inkomsten van 1921).	T. h.	1925 (inkomsten van 1924).	T. h.
Frank.								
Van minder dan 5,000	1,632.6	89.69	1,935 -	71.19	1,924.3	69.60	1,571	52.83
Van 5 tot 10,000 .	176.6	9.38	670.9	24.68	703.6	25.45	1,130	38.03
Van 10 tot 25,000 .	61.-	3.24	93.8	3.45	115.7	4.18	238.1	7.99
Van 25 tot 50,000 .	9.1	0.48	13.4	0.49	15.8	0.57	30	0.73
Van 50 tot 100,000 .	2.6	0.14	3.9	0.13	3.9	0.14	8.5	0.29
Van 100 tot 250,000 .	0.9	0.05	1.3	0.05	1.4	0.05	2.9	0.10
Van 250,000 en meer.	0.3	0.02	0.3	0.01	0.3	0.01	0.7	0.03
	1,883.1	100.00	2,710.4	100.00	2,765.-	100.00	2,981,2	100.00
Bedrag in millioen frank, van de overeen- komende inkomsten.	9.273		14,562		15,291		20,582	

TWEDE VRAAG

Zou men kunnen bekomen voor de perequatie van de bedrijfsbelasting, een tabel overeenkomende met die welke in 1927 overgelegd werd, naar aanleiding van de bespreking over de supertaxe?

Vergelijkende tabel van de bedrijfsbelasting, te betalen door een belastingbetaler die gehuwd is en vader van twee kinderen van meer dan 8 jaar oud, en die woont in eene gemeente van de 1^{ste} reeks (60,000 inwoners en meer).

Belastbaar inkomen :	Brutobedrag van de bedrijfsbelas- ting :	Vrijgesteld minimum :	Belasting die beantwoordt aan het vrijgesteld minimum.	Netto-bedrag van de bedrijfsbelasting:	Percentage tusschen de inkomsten en de belasting :	
					bruto.	netto.
a) in frank; b) in goud-frank.	a) in frank; b) in goud-frank	a) in frank; b) in goud-frank.		a) in frank; b) in goud-frank		

Stelsel van de wet van 1920.

a) 10,000 »	260 »	5,760 »	117 »	143 »	2.60	1.43
b) 3,813 »	99.12	2,196.07	»	54.50	»	»
a) 30,000 »	1,275 »	5,760 »	117 »	1,138 »	4.25	3.86
b) 11,438 »	486.10	2,196.07	»	441.47	»	»
a) 50,000 »	2,960 »	5,760 »	117 »	2,743 »	5.92	5.49
b) 19,063 »	1,128.54	2,196.07	»	1,045.80	»	»
a) 100,000 »	7,960 »	5,760 »	117 »	7,843 »	7.96	7.84
b) 38,126 »	3,034.17	2,196.07	»	2,990.24	»	»
a) 300,000 »	27,960 »	5,760 »	117 »	27,843 »	9.32	9.28
b) 114,379 »	10,660.12	2,196.07	»	10,615.50	»	»

Stelsel in voege na de wet van 28 Februari 1924.

a) 10,000 »	260 »	6,300 »	132 »	128 »	2.60	1.28
b) 2,408 »	62.58	1,517.20	»	30.82	»	»
a) 30,000 »	1,275 »	6,300 »	132 »	1,143 »	4.25	3.81
b) 7,225 »	307.02	1,517.20	»	273.26	»	»
a) 50,000 »	2,690 »	6,300 »	132 »	2,828 »	5.92	5.65
b) 12,041 »	712.84	1,517.20	»	681.03	»	»
a) 100,000 »	7,960 »	6,300 »	132 »	7,828 »	7.96	7.83
b) 24,083 »	1,916.98	1,517.20	»	1,885.17	»	»
a) 300,000 »	27,960 »	6,300 »	132 »	27,828 »	9.32	9.28
b) 72,248 »	6,733.49	1,517.20	»	6,701.08	»	»

Belastbaar inkomen :	Brutobedrag van de bedrijfs- belasting :	Vrijgesteld minimum :	Belasting die beantwoordt aan het vrijgesteld minimum.	Netto-bedrag van de bedrijfsbelasting :	Per cent tusschen de inkomsten en de belastingen :	
					bruto.	netto.
a) in frank ;	a) in frank ;	a) in frank ;		a) in frank ;		
b) in goud-frank	b) in goud-fr.	b) in goud-fr.		b) in goud-fr.		
Stelsel in voege na de wet van 31 December 1925.						
a) 10,000 »	250 »	6,700 »	131 »	(1) 99 »	2.50	0.99
b) 1,644 »	41.44	1,101.61	»	16.27	»	»
a) 30,000 »	1,350 »	6,700 »	151 »	1,199 »	4.50	3.99
b) 4,933 »	221.97	1,101.61	»	197.44	»	»
a) 50,000 »	3,200 »	6,700 »	151 »	3,049 »	6.50	6.09
b) 8,321 »	526.15	1,101.61	»	501.32	»	»
a) 100,000 »	8,200 »	6,700 »	151 »	8,049 »	8.20	8.04
b) 16,442 »	1,348.25	1,101.61	»	1,326.42	»	»
a) 300,000 »	28,200 »	6,700 »	151 »	28,049 »	9.40	9.35
b) 49,327 »	4,636.69	1,101.61	»	4,611.84	»	»
Stelsel in voege na de wet van 20 April 1927.						
a) 10,000 »	250 »	10,100 »	254 »	»	2.50	»
b) 1,458 »	36.45	1,473 »	»	»	»	»
a) 30,000 »	1,350 »	10,100 »	254 »	1,096 »	4.50	3.65
b) 4,375 »	196.87	1,473 »	»	159.80	»	»
a) 50,000 »	3,200 »	10,000 »	254 »	2,946 »	6.40	5.89
b) 7,292 »	466.67	1,473 »	»	429.53	»	»
a) 100,000 »	8,200 »	10,100 »	254 »	7,946 »	8.20	7.95
b) 14,583 »	1,195.81	1,473 »	»	1,158.53	»	»
a) 300,000 »	28,200 »	10,100 »	254 »	27,946 »	9.40	9.31
b) 43,750 »	4,112.48	1,473 »	»	4,074.53	»	»
Voorgesteld stelsel.						
a) 10,000 »	200 »	10,100 »	203 »	»	2.00	»
b) 1,428.60	28.57	1,443 »	»	»	»	»
a) 30,000 »	900 »	10,100 »	203 »	697 »	3.00	2.32
b) 4,285.80	128.57	1,443 »	»	99.57	»	»
a) 50,000 »	2,000 »	10,100 »	203 »	1,796 »	4.00	3.60
b) 7,143 »	285.72	1,443 »	»	256.72	»	»
a) 100,000 »	6,400 »	10,100 »	203 »	6,197 »	4.60	6.20
b) 14,286 »	914.30	1,443 »	»	885.30	»	»
a) 300,000 »	26,400 »	10,100 »	203 »	26,197 »	8.80	8.73
b) 42,858 »	3,771.50	1,443 »	»	3,742.50	»	»

(1) Benevens 25 buitengewone opcentiemen ten voordeele van den Staat.

3^{de} VRAAG.

Welke zijn de geldelijke gevolgen van de toepassing van het artikel ?

ANTWOORD.

Die bepaling is een perequatie van de bedrijfsbelasting, evenals er een ingevoerd werd voor de supertaxe. Deze werd aanzienlijk verminderd voor de groote inkomsten, maar de vermindering er van was bijna niet te merken voor de middenstanden; het is de perequatie van de bedrijfsbelasting die ten goede moet strekken van de gemiddelde inkomsten en die een groot deel van de vermindering zal medebrengen, die voor de gezamenlijke bepalingen van het ontwerp, op ongeveer 90 miljoen geschat werd.

III.

Het artikel werd in de Commissie heftig bestreden.

Sommige leden hebben verklaard weinig te voelen voor de voorgestelde perequatie : 1^o omdat de actuele en werkelijke waarde van de vrijgestelde minima kleiner was dan die aangenomen in 1919. Deze werden bepaald op 3,000 tot 6,000 frank (1), d. w. z. van 4,500 tot 3,000 goud-frank; de minima waartoe in 1920 besloten werd, werden aangenomen omdat men zich er aan verwachtte dat de frank al spoedig zijn waarde zou herkrijgen; 2^o omdat de perequatie, zooals uit de cijfers blijkt, de voor aanzienlijke inkomsten betaalde belasting zeer aanmerkelijk zal verminderen, terwijl die betaald voor de kleine inkomsten, amper met eenige eenheden zal verminderd zijn; 3^o omdat alle perequatie niet de gelijkheid doet bereiken van de lasten die al de inkomsten zouden moeten treffen, daar de loonen belast worden aan de bron, terwijl de aangifte van aanzienlijke inkomsten soms minder betrouwbaar is. Die leden hebben verklaard dat zij hun definitieve stemming wilden voorbehouden tot er zou besloten zijn of de vrijgestelde minima van de bedrijfsbelasting en van de supertaxe zullen teruggebracht worden tot hun aanvankelijke waarde van 1919. Zij hebben bij amendement voorgesteld te beslissen vooreerst dat de vrijgestelde minima van de supertaxe zouden verhoogd worden, vervolgens dat, met het oog op gelijkmaking van de minima, een in 1926 aangenomen tekst zou ingetrokken worden, krachtens welken het vrijgestelde minimum van de bedrijfsbelasting bepaald wordt op de drie vierden van het vrijgesteld minimum van de supertaxe.

De amendementen luiden als volgt : « Met wijziging van artikel 41 van de » samengeordende wetten betreffende de belasting op het inkomen, wordt het » vrijgesteld minimum van de supertaxe respectievelijk verhoogd tot 11,500 fr., » 10,900 frank, 10,300 frank, 9,700 frank en 9,100 frank (2). — Artikel 25 » van de samengeordende wetten betreffende de belastingen op het inkomen, » wordt gewijzigd als volgt : « met het minimum van de supertaxe vrijgesteld » krachtens artikel 41 » (3).

(1) De minima bedroegen 5,000, 5,500, 4,000, 4,500, 3,000 en 3,500 frank.

(2) De vrijgestelde minima bedragen : 5,000 frank; 5,500 frank; 6,000 frank; 6,500 en 7,500 frank.

(3) Bij artikel 4 wordt het vrijgesteld minimum voor de bedrijfsbelasting bepaald op de drie vierden van dat vrijgesteld voor de supertaxe.

Het beginsel van de perequatie werd verdedigd : 1^o omdat zij het logisch gevolg is van de perequatie van de supertaxe, ingevoerd in 1927 ; 2^o omdat de andere tegen de hervorming aangevoerde opwerpingen niet afdoende waren. De in 1919 aangenomen minima werden niet toegepast. Men voegde er aan toe dat, indien de werkelijke waarde van de sedert 1926 vrijgestelde minima de werkelijke waarde niet bereikt die zij in 1920 hadden, wanneer het geldt de belasting te bepalen van een ongehuwde, van een gezin zonder kinderen, van een gezin met één of twee kinderen, die minima in werkelijke waarde die voor 1920 wel bereiken en zelfs in aanzienlijke mate overschrijden, als het er op aankomt de belasting te bepalen van een gezin met drie kinderen en meer.

Men voegde er nog aan toe dat al de minima verhoogd werden sedert 1925 ; de gegevens van bijlage II bewijzen het. Men heeft er ook op gewezen dat de bedrijfsbelasting gesteund was op een netto-inkomen en niet op een bruto-inkomen (1). Men heeft gevraagd niet te vergeten dat het aantal belastingschuldigen van de bedrijfsbelasting aanzienlijk verminderd werd sedert de perequatie van de supertaxe en dat een nieuwe verhoging der minima de meerderheid van onze landgenooten van de betaling der belasting zou ontslaan (2). Men heeft verklaard dat het niet volstond het aantal franken te becijferen waarmede de belastingen zouden verminderd worden ; dat men ook moest nagaan met welke percentage van lasten een inkomen bezwaard was ; welnu, de in de bescheiden van bijlage II aangehaalde cijfers bewezen dat de kleine inkomsten dikwijls geheel vrijgesteld waren van de belasting en dat de aanzienlijke inkomsten door de klimmende verhouding van den aanslag, een zwaren last te dragen hadden.

De voorstanders van een perequatie kunnen niettemin niet vergeten dat de bedragen van de bedrijfsbelasting maar gering zijn als men ze vergelijkt (3) met die van de andere belastingen en zij hebben dan ook een amendement voorgesteld beslissende dat de bedrijfsbelasting « zou berekend worden per schijf van » 7,500 frank (4) en dat het maximumbedrag van 10 t. h. die de hoogere » schijven bezwaart niet zou mogen overschreden worden voor het gedeelte van » de inkomsten, dat 67.000 frank te boven gaat (5).

De uitslagen die zouden voortvloeien uit een gebeurlijke aanneming van het amendement zijn aangeduid in bijlage III van het verslag en worden er vergeleken met die, opgeleverd door de thans geldende regeling en met die welke zouden opgeleverd worden door de regeling welke in het wetsontwerp wordt voorgesteld.

(1) Artikel 29, § 5, 3^e lid, bepaalt dat de bedrijfslasten bepaald worden op het zesde van het gedeelte van de bezoldigingen of loonen die 48,000 frank niet overschrijden en op het tiende van het overschrijdend gedeelte. Echter mag dat forfaitair bedrag, behoudens tegenbewijs, 40,000 frank per belasting-schuldige niet te boven gaan.

(2) Zie *Pasinomie*, bespreking van de wet van 29 April 1927, en inzonderheid de *Handelingen*, Kamer, Zitting 1926, 1927, blz. 1068, waarin bewezen werd dat de verminderingen van de minima waartoe in 1926 besloten werd, soms alle bedrijfsbelasting in sommige gemeenten had doen verdwijnen en dat zij de bedrijfsbelasting en den aanslag van de supertaxe in de Vlaanderen in hooge mate hadden doen sluiken (tot 40 t. h.)

(3) Zie al de bijlagen, *Pasinomie*.

(4) Het wetsontwerp bepaalt het bedrag der schijven op 10,000 frank.

(5) Het wetsontwerp bepaalt dit cijfer op 80,000 frank.

IV.

Het voorstel om het bedrag van de schijven op 7,500 frank te bepalen en dat om het gedeelte van de inkomsten, dat niet meer dan 10 t. h. belastingen kan bezwaard worden, op 67,500 frank te bepalen, werd door uwe Commissie aangenomen.

De verhooging van de vrijgestelde minima voor de supertaxe werd met 12 stemmen tegen 12 verworpen.

Het voorstel tot gelijkmaking van de minima werd ingetrokken.

Het ter stemming gelegde, gewijzigde artikel in zijn geheel, bekwan 12 gunstige en 12 ongunstige stemmen; uwe Commissie stelt U dus niet vóór het aan te nemen.

VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

Artikel 12 van het wetsontwerp, waarbij artikel 58
van de organieke wet gewijzigd wordt

(Betaling bij voorbaat van een deel der belasting.)

I

De Memorie van Toelichting luidt :

« Een belangrijke hervorming uit oogpunt van de vergemakkelijking der
» thesaurieverrichtingen, maakt het voorwerp uit van artikel 12 van het ontwerp ;
» bij dit artikel wordt bepaald dat « wat de niet bij de bron afgehouden
» inkomstenbelastingen, zoomede de belasting op het mobilaire en de personeele
» belasting betreft, de belastingsschuldigen er toe gehouden zijn, vóór 1 Mei van
» elk jaar, eene som te betalen minstens gelijk aan de helft, hetzij aan die
» welke zij voor het vorig jaar hebben betaald, hetzij van het benaderend beslag
» van de aanslagen die uit hunne aangiften betreffende deze belastingen zullen
» voortspuiten.

» Desnoods zal dit bedrag aan de belanghebbenden door den bevoegden toe-
» ziener worden aangegeven. De nog verschuldigde sommen zijn betaalbaar
» binnen de maand waarin de belastingplichtigen het aanslagsbericht of het
» waarschuwingsuittreksel uit het kolier ontvangen.

» Het voorgelaten stelsel gaat uit van hetgeen in het buitenland, inzonder-
» heid in de Vereenigde-Staten, in praktijk is. Het zal ten gevolge hebben dat
» aanzienlijke sommen, minstens zes maand vroeger dan thans, in de Staatskas
» binnenvloeden. »

II.

Een lid deed opmerken dat het storten van een deel der belasting voor het bepalen van de definitieve aanslagen het werk van het bestuur ingewikkeld zou maken en dat het zou leiden tot teruggave van sommen, ingeval de belastbare inkomsten zouden verminderd zijn.

Zijne opmerking vond geen bijtreding.

Maar om te beletten dat een nieuwe verplichting aan de belastingsschuldigen opgelegd worde indien de behoeften der Schatkist het niet dringend vereischen, en ook om te vermijden dat de belastingsschuldige de door hem te betalen som

verkeerd uitrekene, hebben leden voorgesteld te beslissen dat « de betaling bij » voorhaat *zal kunnen* geëischt worden en dat het te betalen deel *steeds zal aan-* » *geduid worden* door de bevoegde controleurs. »

III.

Het gewijzigd artikel wordt door uwe Commissie aangenomen, en zij stelt U dus vóór er een gunstige stemming over uit te brengen.

Artikel 13 van het wetsontwerp.

(Bijzondere belasting op het netto-bedrag van de houtvellingen of -verkoopingen.)

I.

De Memorie van Toelichting geeft den volgende uitleg :

« Om de redenen uiteengezet naar aanleiding van artikel 1, wordt bij » artikel 13 de netto-opbrengst van de houtvellingen of -verkoopingen, 't is te » zeggen het bruto-bedrag ervan verminderd met ééne vijfde voor alle onkosten, » aan een bijzondere belasting van 5 t. h. onderworpen. De grondbelasting » bereikt over het algemeen 10 tot 15 t. h. met de opcentiemen; het aanslag- » cijfer van de voorgestelde belasting, welke de cedulaire belasting en de super- » taxe ter zake de opbrengst der vellingen vervangt, is dus geenszins overdreven; » het bedrag ervan is gematigd, ten aanzien van het feit dat eigenaars van » bosschen sedert lang de grondbelasting betalen op een hooger kadastraal inko- » men dan de opbrengst van den grond en dat zij bovendien, sedert 1920, de » supertaxe op niet verwezenlijkte inkomsten gedragen hebben.

» Het in artikel 13 van het ontwerp gebruikte woord « vellingen » moet in » zijn algemeene beteekenis genomen worden; het bedoelt niet alleen de eigen- » lijke vellingen maar ook de uitdunningen en andere dergelijke verrichtingen.

» De in alle punten met de supertaxe gelijkgestelde nieuwe belasting zal » betaalbaar zijn in de maand van de velling of van de verkooping op aangifte » gedaan ten kantore van den ontvanger der belastingen van de plaats waar ze » geschied is. In voorkomend geval, zullen de aanslagen gevestigd en ingevor- » derd worden volgens de gewone regelen inzake rechtstreekse belastingen.

» Ten einde de gemeenten te vergoeden voor de vermindering harer inkomsten » welke voor haar zou voortspruiten uit een nieuwe raming van het kadastraal » inkomen der beboschte eigendommen, voorzien bij artikel I van het ontwerp, » wordt bij § 2 van artikel 13 bepaald dat één tiende van de bijzondere taxe van » 5 t. h. aan de gemeenten wordt toegekend. Maar er mogen opcentiemen noch » soortgelijke belastingen op gezegde taxe worden gevestigd. »

II.

De volgende vragen werden tot de Regeering gericht :

EERSTE VRAAG.

Wat betreft de bijzondere taxe van 5 t. h. op de netto-opbrengst van den hak en de verkoopingen van hout, voorzien bij artikel 13, zou het mogelijk zijn

te weten op welke werkelijke gegevens men het bedrag van 5 t. h. gegrond heeft? Welke bepaalde beteekenis moet men geven aan dit gedeelte van de Memorie van Toelichting, waar gezegd wordt dat het bedrag der voorgestelde belasting *op een gematigd bedrag werd vastgesteld*, wanneer het de cedulaire belasting en de supertaxe moet vervangen?

ANTWOORD.

Bedoeld bedrag werd forfaitair vastgesteld op 5 t. h., na raadpleging van de talrijke personen die bijzonder bevoegd zijn in zake van boschexploitatie. Dit bedrag is gematigd, wanneer men rekening houdt met het feit dat het gedeeltelijk toegepast wordt op inkomsten die opgeleverd werden vóór het van kracht worden van de belasting op het gezamenlijk inkomen.

2^{de} VRAAG.

Kent het Departement het bedrag dat door de in artikel 13 voorgestelde belasting zou kunnen opgebracht worden?

ANTWOORD.

De gegevens ontbreken ook om van nu af aan de vermoedelijke opbrengst te chatten van die bijzondere belasting, terwijl dat bedrag rechtstreeks verband houdt met den aard van het hout, de aanzienlijkheid van de houtvellingen, den handelsprijs op het oogenblik van den verkoop.

3^{de} VRAAG.

Artikel 13 voorziet dat 1/10 van gezegde taxe van 5 t. h. aan de gemeenten wordt afgestaan en dat aan deze taxe geene opeentiemen of andere gelijkaardige belastingen mogen toegevoegd worden. Zou ik mogen weten of sommige gemeenten thans geene bijzondere taxes vestigen op den houthak?

ANTWOORD.

Totnogtoe, kwam het niet ter kennis van het Beheer der belastingen dat de gemeenten bijzondere taxes zouden gevestigd hebben op de opbrengst van den houthak.

III.

Bij de bespreking van het artikel kwamen de beschouwingen weer te berde, die uiteengezet werden bij het bestudeeren van de bepaling van het kadastraal inkomen der beboschte eigendommen.

IV.

Bij de stemming over dit artikel, waren slechts 12 stemmen gunstig, tegen 12 ongunstig. Uwe Commissie heeft het dus niet aangenomen.

Artikel 14 van het wetsontwerp.

(Inwerkingtreding van de voorgestelde teksten).

I.

Daar de Commissie afwijzend heeft beschikt over het invoeren van het beginsel van het forfaitaire stelsel in de wet, moet zij U voorstellen de 2^{de} paragraaf niet aan te nemen van het artikel, waarbij de toepassing van dit beginsel werd geregeld voor het eerste driejarig tijdperk.

II.

Zij was van meening dat de aangenomen bepalingen den 1^{en} Januari 1929 in werking zouden kunnen treden.

DERDE DEEL.**Stemming over het gezamenlijk ontwerp.****I.**

Het gezamenlijk wetsontwerp behaalde bij de stemming 12 gunstige en 12 ongunstige stemmen ; de Commissie beslist dus niet U vóór te stellen dit ontwerp aan te nemen.

II.

De tekst van dit verslag werd eenparig aangenomen.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

MAX HAULET.



Bijlage I.

Schetsen betreffende de taxes op bepaalde inkomsten

of

op inkomsten voortkomende van verschillende loonen

GRAPHISCHE TABELLEN.

betreffende de schommelingen in de lasten

vanaf 1920 tot 1927.

VERKLARENDE NOTA DER TABELLEN A, B, C, D, E, F.

I.

De tabellen werden opgemaakt om te onderzoeken of de belastingen die werden geïnd en die welke voortaan zouden worden geheven het *evenwicht*, in 1919 vastgesteld tusschen het bedrag der verschillende cedulaire belastingen en het bedrag van de supertaxe, behouden en zouden behouden.

II.

Bezwaarlijk zou men dit onderzoek kunnen doen indien men eene vergelijking maakte, tusschen, eenerzijds, de geheele ontvangst aan de Schatkist door elke belasting verschaft en, anderzijds, het totaal cijfer van elke soort inkomsten waarop deze belastingen zijn gelegd. Vooreerst is het juist bedrag van het totaal cijfer der inkomsten van elke soort weinig gekend. En verder, vermits sommige belastingen evenredig zijn en andere stijgend, zou de verhouding welke men zou opmaken tusschen de geheele ontvangst opgebracht door de verschillende belastingen en het bedrag der verschillende inkomsten betwistbaar zijn, omdat men onmogelijk, door middel van de evenredigheid, het juiste bedrag kan aangeven van de verminderingen of vrijstellingen van belasting, welke de schatplichtigen genieten, hetzij wegens hunne geringe inkomsten, hetzij wegens gezins- of bedrijfslasten.

Eene vergelijking tusschen het bedrag der belastingen die in 1920 werden gevestigd met het bedrag dat in 1927 zou bestaan — ondersteld dat het neergelegde wetsontwerp goedgekeurd worde — is slechts mogelijk, wanneer bepaalde gevallen over een groot getal afzonderlijke toestanden worden onderzocht.

De graphische tabellen werden te dien einde opgemaakt.

III.

De volgende beginselen werden gevolgd bij het opsporen der in de tabellen bestudeerde inkomsten :

1° Men heeft de inlichtingen ingezameld betreffende de schatplichtigen die in gemeenten van minder dan 5,000 inwoners verblijven, vermits deze gemeenten het talrijkst zijn ;

2° Men heeft den toestand onderzocht van de schatplichtigen die gehuwd zijn en vader van 3 kinderen, omdat dergelijke gezinnen de normale Belgische familie vertegenwoordigen ;

3° De bestudeerde inkomsten werden gekozen waar het kapitaal of het werk, die ze voortbrengen, niet werd vermeerderd of verhoogd te rekenen van 1920 tot 1927.

Aldus zijn de vaste goederen, de aandelen, de obligatiën, de inlandsche kapitalen, waarvan de inkomsten achtereenvolgens van 1920 tot 1927 worden aangegeven, steeds dezelfde. De wedden zijn die welke voor zelfde toestanden werden toegekend van 1920 tot 1927. De kapitaalsverhoogingen in zaken belegd, werden bekomen door middel van credietopeningen.

Kortom de bestudeerde toestanden zijn steeds dezelfde, en de verhoogingen van het inkomsten-cijfer zijn slechts een gevolg van de waardevermindering van

den frank welke zelf voor gevolg had eene verhooging van huishuur, landpacht, dividend, koers van den dollar der Vereenigde Staten, prijs der eet- en koopwaren, wedden en loonen.

Aldus werd mogelijk gemaakt de vergelijking tusschen de lasten die de inkomsten hebben bezwaard vanaf 1920 tot 1927 :

4° De redactie der tabellen werd opgemaakt met dien verstande dat de belastingsschuldigen de belastingen van hunne inkomsten hadden vereffend :

5° Het bedrag der belastingen werd voor elk jaar opgemaakt op grond van de wetten die voor het jaar toepasselijk waren.

6° De bijkomende grondbelasting werd niet in één jaar betaald ;

7° De opcentiemen van provincie en gemeente werden tot het maximum opgevoerd, omdat de provinciale- en gemeenteraden eene neiging hebben hun taxatie-recht tot het hoogste op te drijven :

8° De belasting voor 1927 werd berekend met de onderstelling dat het ons voorgelegde ontwerp reeds van toepassing was ;

9° De bestudeerde inkomsten zijn gering, middelmatig of aanzienlijk ;

10° De kolommen der tabellen vermelden achtereenvolgens de uitkomsten van de inning der cedulaire belastingen, van de opcentiemen van provinciën en gemeenten, van de taxe op het wegenverkeer, van de supertaxe en van de belasting op het mobilair ;

11° In de studie over de lasten welke de inkomsten bezwaren, die voortkomen uit verschillende bronnen (graphische tabellen D. E. F.) werden afzonderlijk vermeld : de inkomsten van het verworven vermogen, die van den arbeid, die voortkomende te gelijk van het verworven vermogen en van den arbeid.

(42 bis)

1927/28

N° 248

Graphiques A - F Grafieken

Revenus et impôts - Inkomsten en belasting

21 x

cfr 35 mm film

6 plan(s)

Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 262

A.

- 1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

- 1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
- 3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
- 4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

- 1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
- 3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
- 4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
- 5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
- 6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

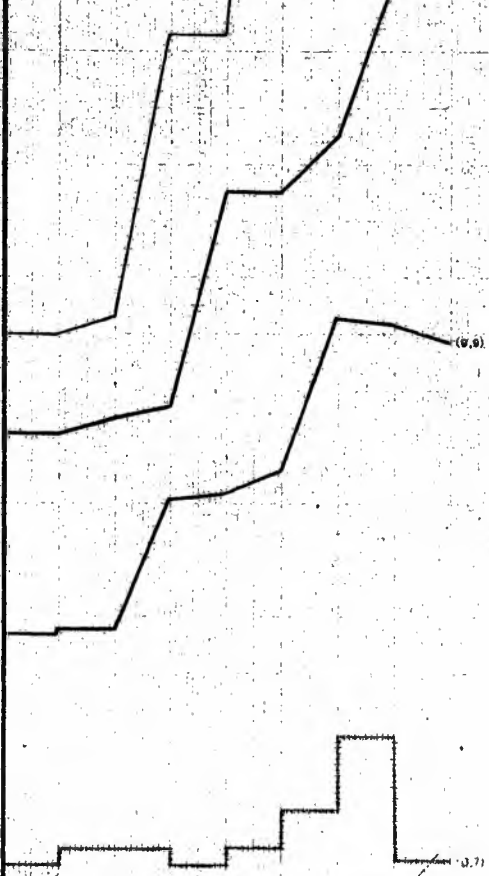
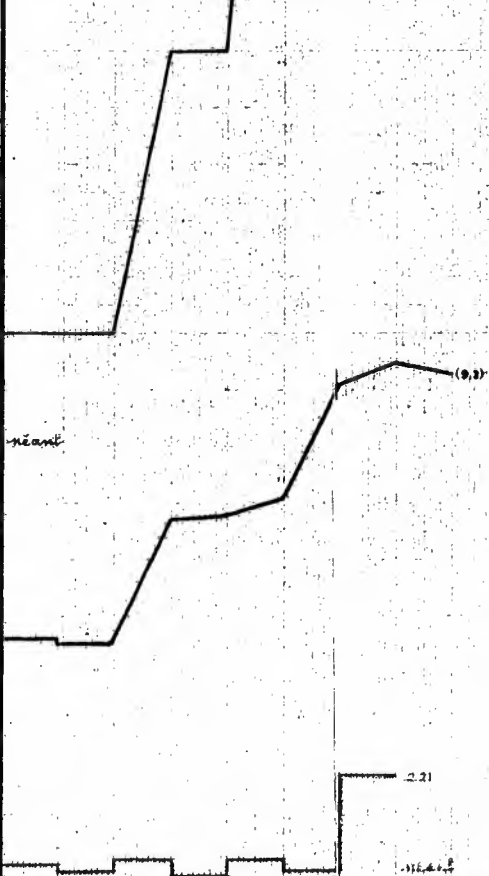
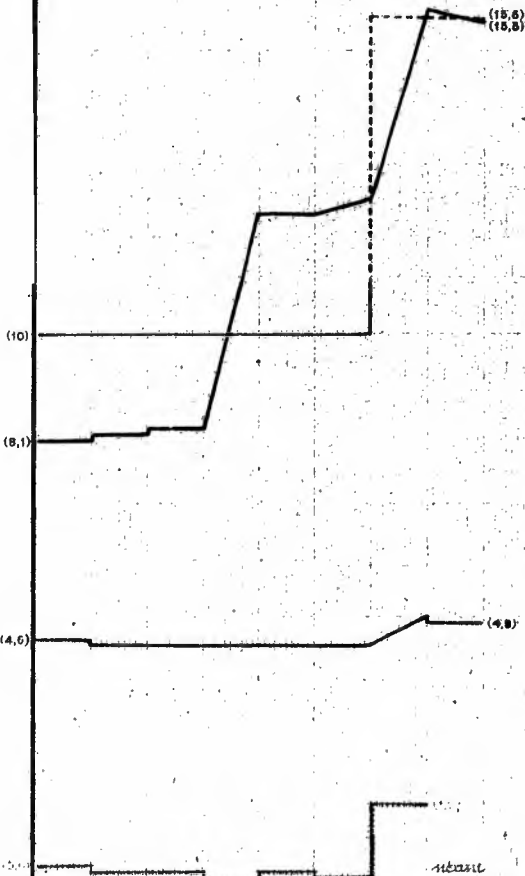
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral Kadastraal inkomen	en 1920 : fr. 3.347 in 1927 : fr. 4.895
2) Revenu des capitaux Inkomsten van roerende kapitalen mobilière	en 1920 : fr. 5.927 in 1927 : fr. 10.995
3) Bénéfice du capital investi Winst op het aangewend kapitaal	en 1920 : fr. 5.362 in 1927 : fr. 11.245
4) Traitements et salaires Wedden en loonen	en 1920 : fr. 5.675 in 1927 : fr. 11.300



Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 263

B.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobiel
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

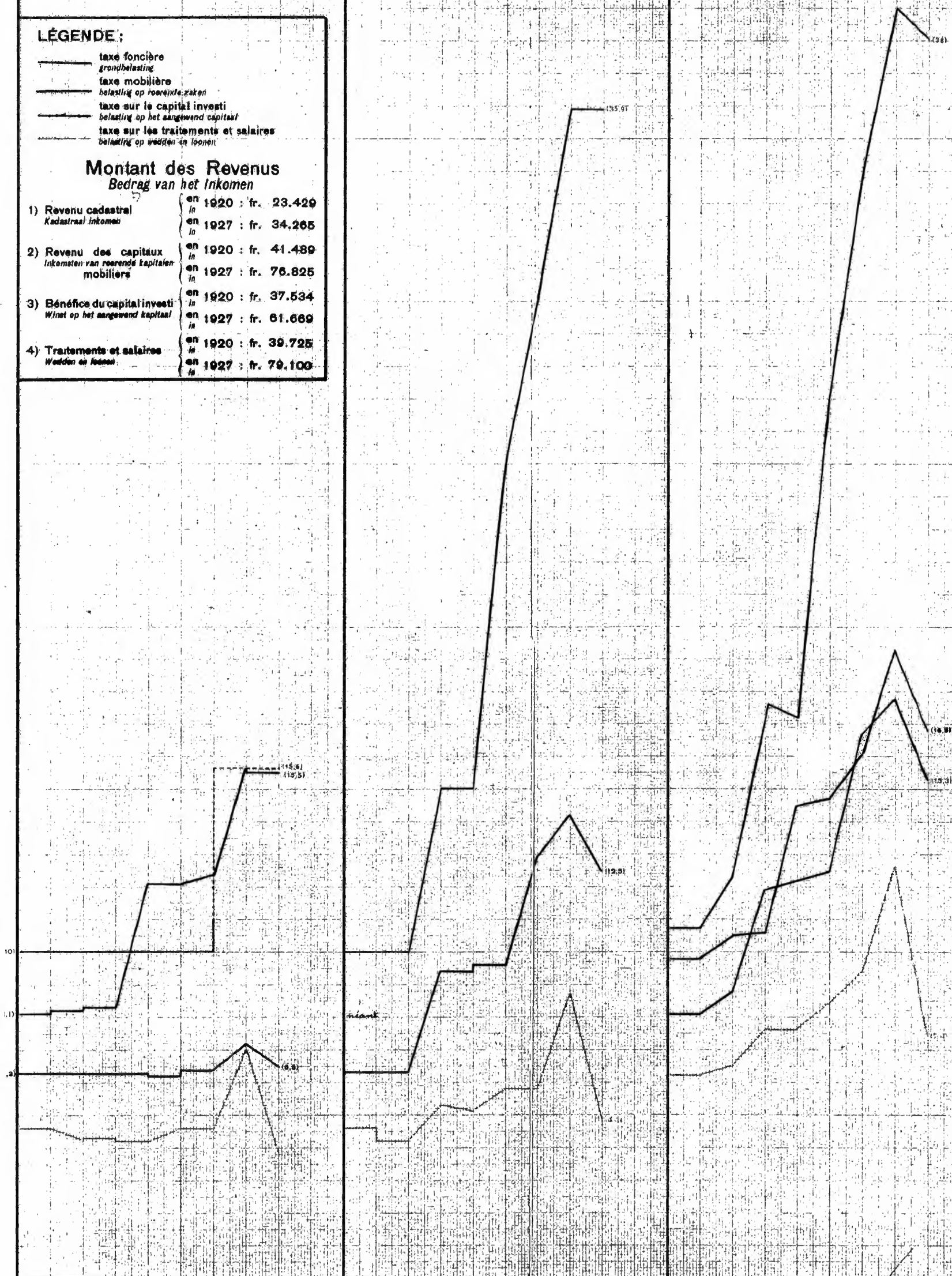
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE:

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

- | | |
|---|--|
| 1) Revenu cadastral
<i>Kadastraal inkomen</i> | en 1920 : fr. 23.429
in 1927 : fr. 34.265 |
| 2) Revenu des capitaux
<i>Inkomsten van roerende kapitalen
mobiliers</i> | en 1920 : fr. 41.489
in 1927 : fr. 76.825 |
| 3) Bénéfice du capital investi
<i>Winst op het aangewend kapitaal</i> | en 1920 : fr. 37.534
in 1927 : fr. 61.669 |
| 4) Traitements et salaires
<i>Wedden en loonen</i> | en 1920 : fr. 39.725
in 1927 : fr. 79.100 |



Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 264

C.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

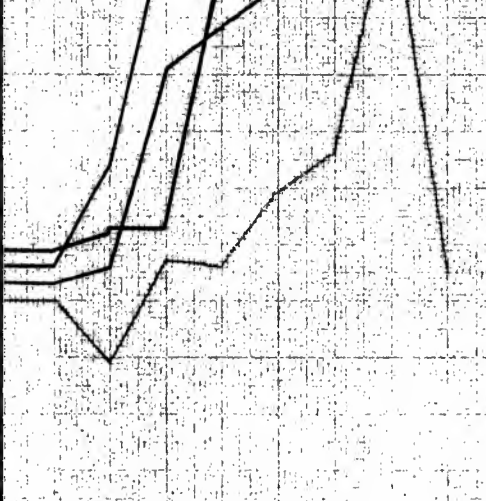
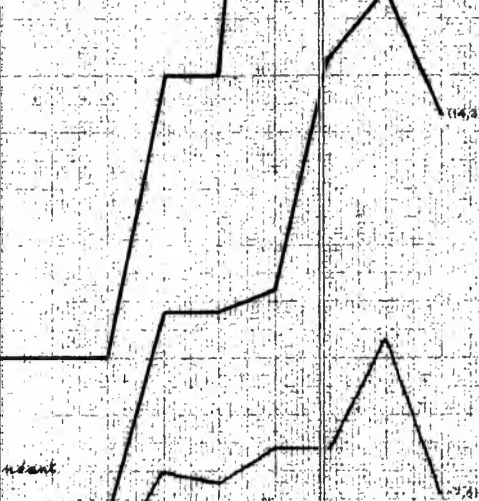
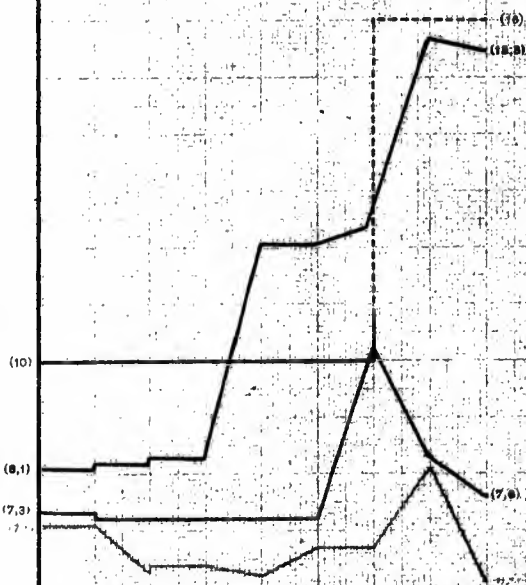
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

- | | |
|---|---|
| 1) Revenu cadastral
<i>Kadastraal inkomen</i> | en 1920 : fr. 46.858
in 1927 : fr. 68.530 |
| 2) Revenu des capitaux
<i>Inkomsten van roerende kapitalen
mobiliers</i> | en 1920 : fr. 82.978
in 1927 : fr. 153.650 |
| 3) Bénéfice du capital investi
<i>Winst op het aangewend kapitaal</i> | en 1920 : fr. 75.068
in 1927 : fr. 157.850 |
| 4) Traitements et salaires
<i>Wedden en loonen</i> | en 1920 : fr. 79.450
in 1927 : fr. 158.200 |



Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 265

D. Revenus combinés du tableau A.
Samengestelde inkomsten van de tabel A.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobielier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

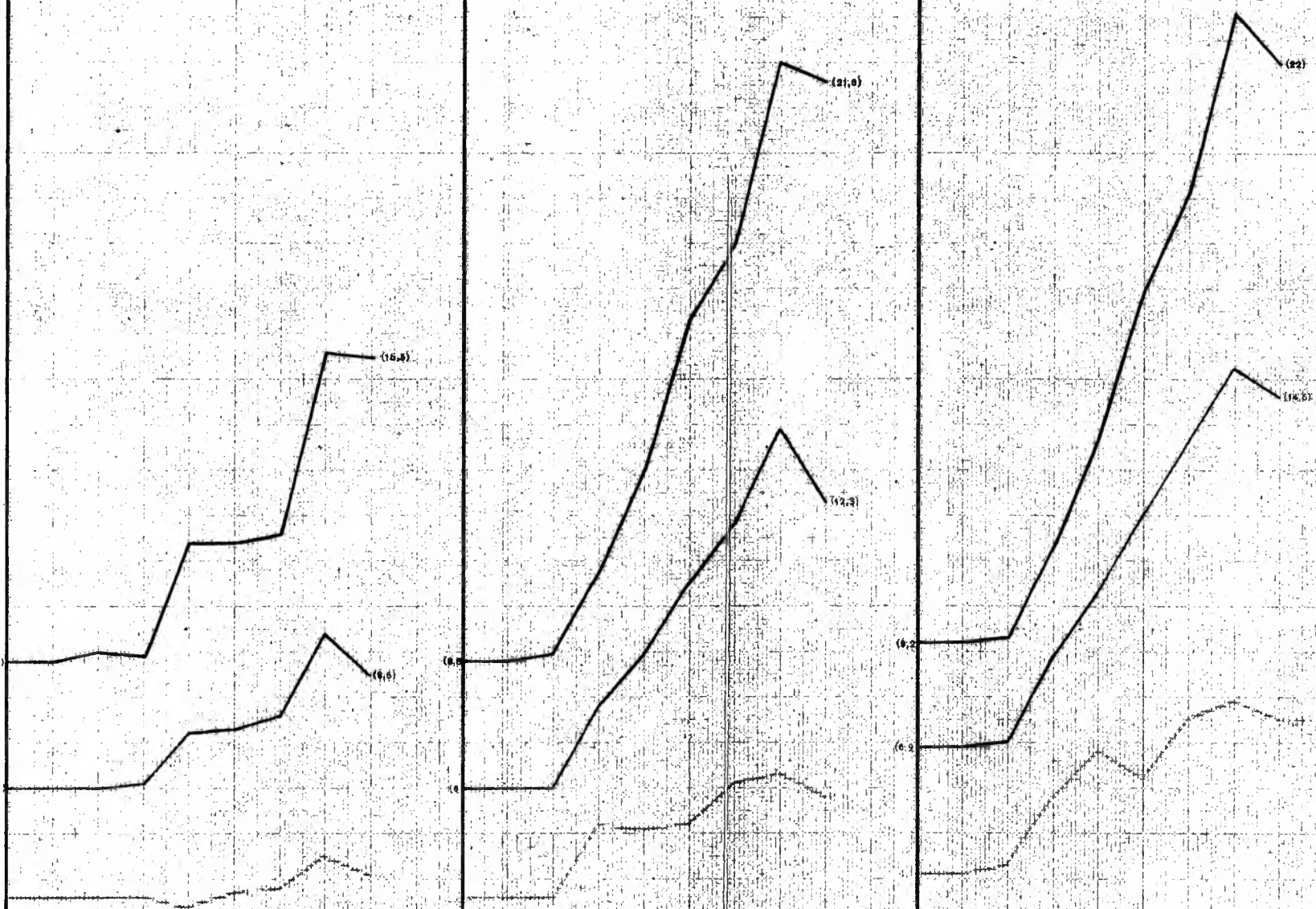
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen
Taxes sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral et reve- Kadastraal en roerende inkomsten nus mobiliers	en 1920 : fr. 9.274 in 1927 : fr. 15.890
2) Bénéfices de capital investi Winst op het aangewend kapitaal et traitements et salaires en wedden en loonen	en 1920 : fr. 11.037 in 1927 : fr. 22.575
3) Les 4 sources de revenus De 4 bronnen der inkomsten	en 1920 : fr. 20.311 in 1927 : fr. 38.465



Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 266

E. Revenus combinés du tableau B.
Samengestelde inkomsten van de tabel B.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

- 1. Impôts cédulaires**
Cedulaire belastingen
- 2. Surtaxe foncière**
Buitengewone grondbelastingen
- 3. Additionnels provinciaux et communaux**
Opcentiemen
- 4. Taxe de voirie**
Wegenistaxe
- 5. Taxe sur le mobilier**
Taxe op het mobilier
- 6. Supertaxe**
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

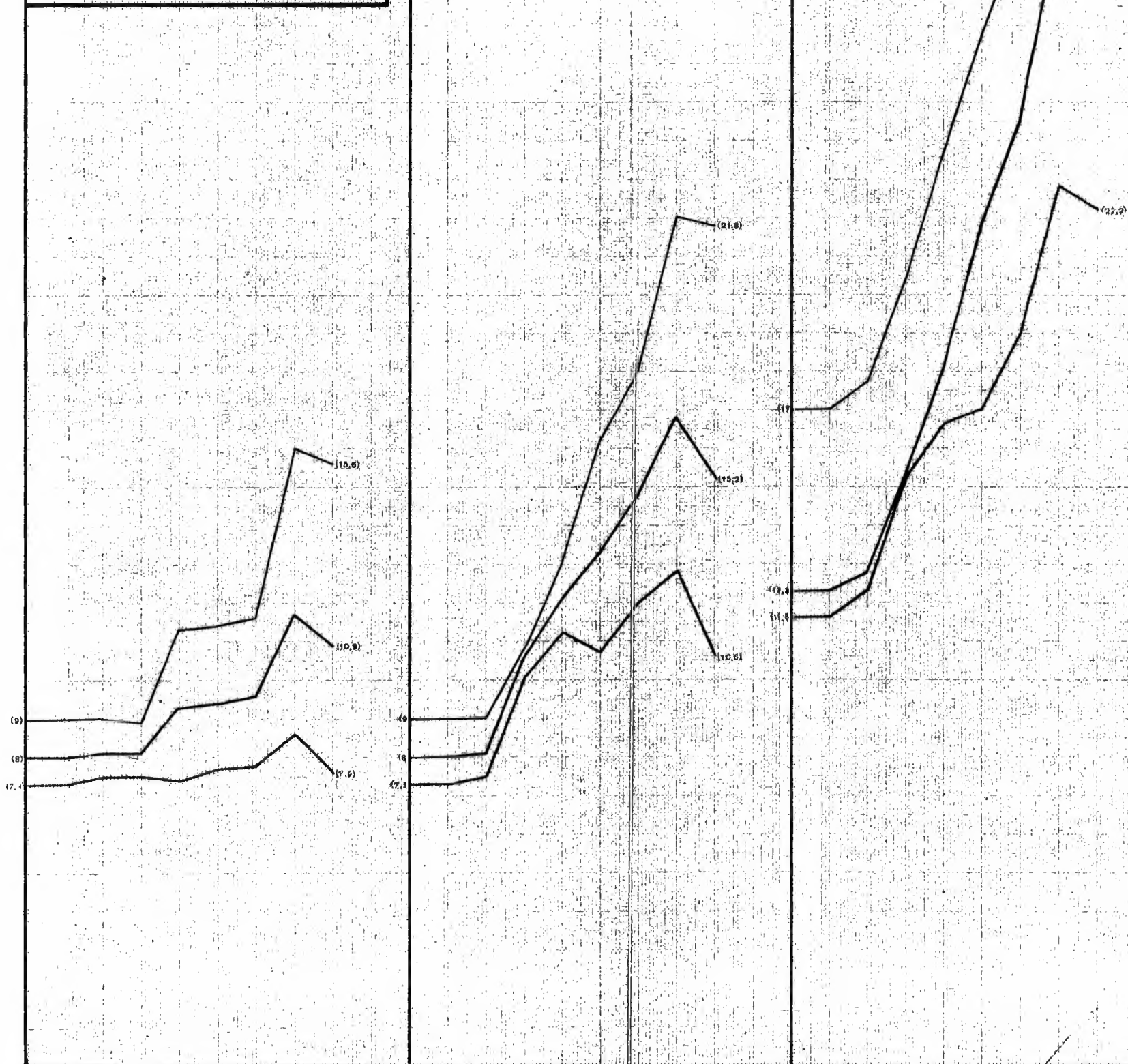
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) **taxe foncière**
grondbelasting
 - 2) **taxe mobilière**
belasting op roerende zaken
 - 1) **taxe sur le capital investi**
belasting op het aangewend kapitaal
 - 2) **taxe sur les traitements et salaires**
belasting op warden en loonen
- Taxes sur les 4 sources de revenus**
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral et re- Kadastraal en roerende inkom- nus mobiliers	en fr.	1920 : fr. 64.918
	en fr.	1927 : fr. 111.090
2) Bénéfices de capital investi Winst op het aangewend kapitaal et traitements et salaires en wedden en loonen	en fr.	1920 : fr. 77.259
	en fr.	1927 : fr. 158.025
3) Les 4 sources de revenus De 4 bronnen der inkomsten	en fr.	1920 : fr. 142.177
	en fr.	1927 : fr. 269.115



Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 267

F. Revenus combinés du tableau C.
Samengestelde inkomsten van de tabel C.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobiel
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
- 2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- 1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangeweend kapitaal
- 2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wadjen en loonen
- Taxes sur les 4 sources de revenus
belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het inkomen

- 1) Revenu cadastral et reve-
Kadastraal en roerende inkom-
nus mobiliers
- 2) Bénéfices au capital investi
Winst op het aangeweend kapitaal
et traitements et salaires
en wadjen en loonen
- 3) Les 4 sources de revenus
De 4 bronnen der inkomsten
- en 1920 : fr. 129.836
in 1927 : fr. 222.180
- en 1920 : fr. 154.518
in 1927 : fr. 318.050
- en 1920 : fr. 284.354
in 1927 : fr. 538.230

(9)
(5,7)
(2,3)

(9)
(5,7)
(10,7)
(10,7)
(10,7)

(18,7)
(18,7)
(18,7)
(18,7)
(18,7)

(40,1)
(30,6)
(31,9)

A.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

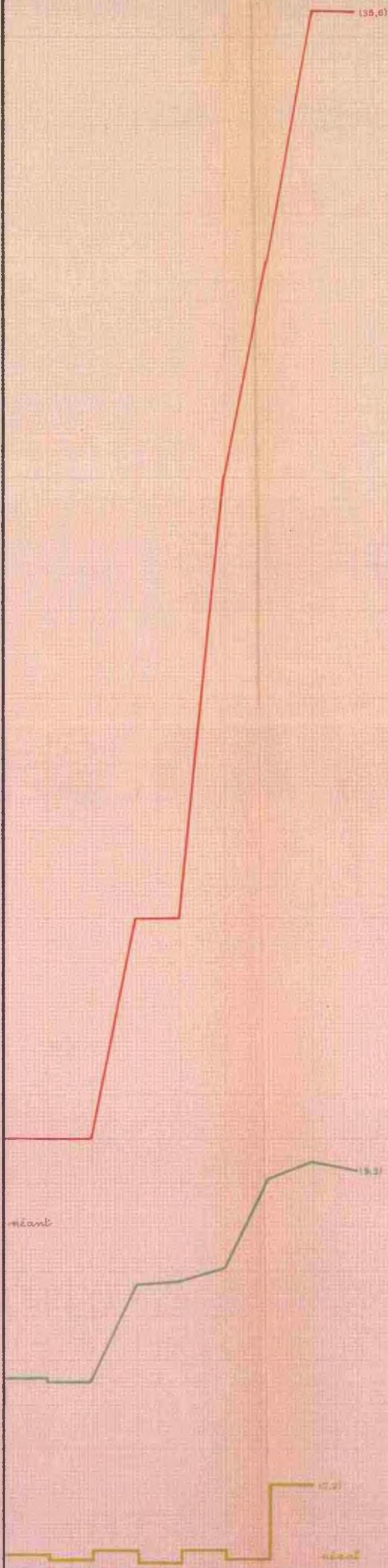
Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral <i>Kadastraal inkomen</i>	en 1920 : fr. 3.347 in 1927 : fr. 4.895
2) Revenu des capitaux <i>Inkomsten van roerende kapitalen mobiliers</i>	en 1920 : fr. 5.927 in 1927 : fr. 10.995
3) Bénéfice du capital investi <i>Winst op het aangewend kapitaal</i>	en 1920 : fr. 5.362 in 1927 : fr. 11.245
4) Traitements et salaires <i>Wedden en loonen</i>	en 1920 : fr. 5.675 in 1927 : fr. 11.300



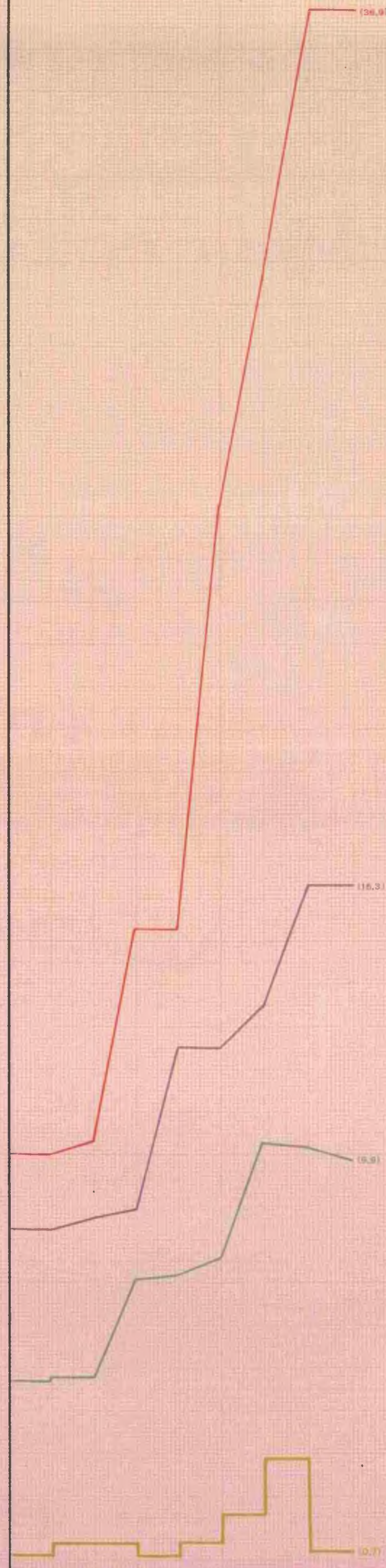
1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927



1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobielier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927



B.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobielier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

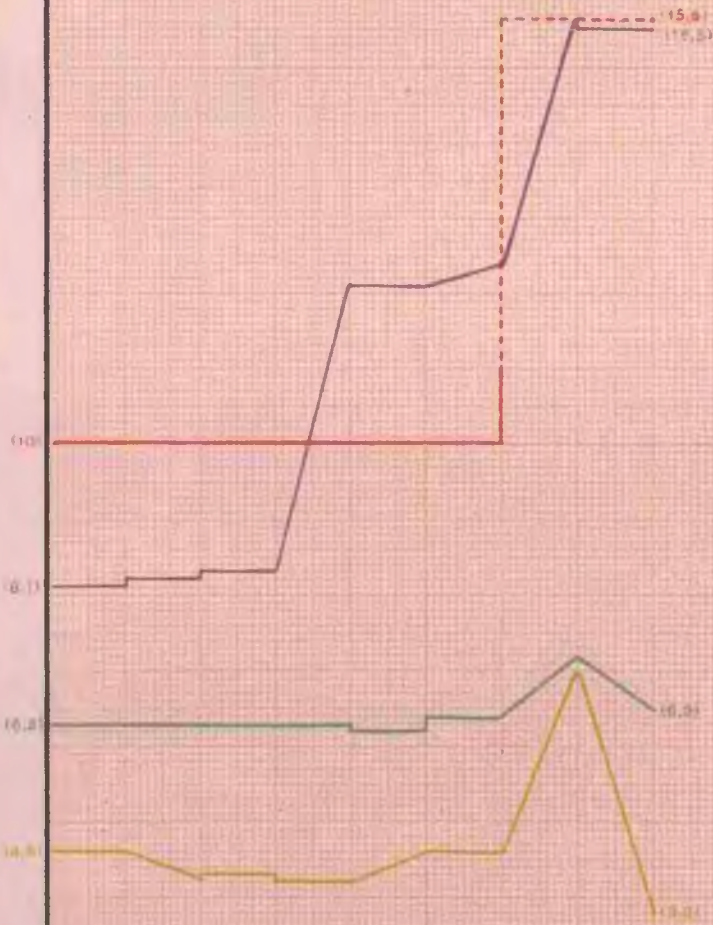
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

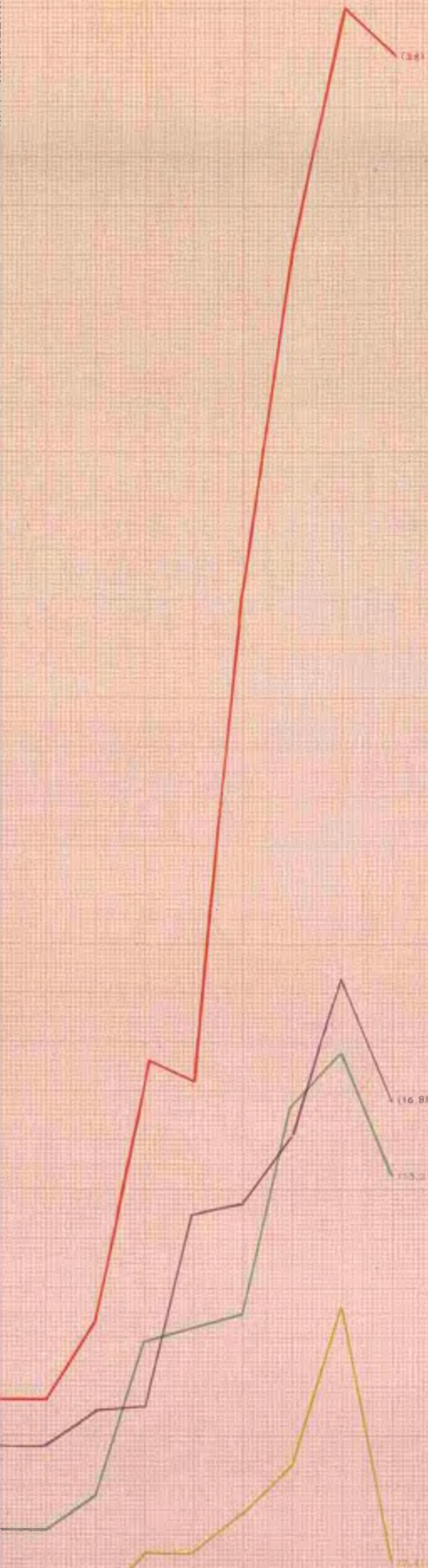
- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus *Bedrag van het Inkomen*

1) Revenu cadastral <i>Kadastraal inkomen</i>	en 1920 : fr. 23.429 in 1927 : fr. 34.265
2) Revenu des capitaux <i>Inkomsten van roerende kapitalen mobiliers</i>	en 1920 : fr. 41.489 in 1927 : fr. 76.825
3) Bénéfice du capital investi <i>Winst op het aangewend kapitaal</i>	en 1920 : fr. 37.534 in 1927 : fr. 61.669
4) Traitements et salaires <i>Wedden en loonen</i>	en 1920 : fr. 39.725 in 1927 : fr. 79.100



niant



C.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- taxe foncière
grondbelasting
- taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral <i>Kadastraal inkomen</i>	en 1920 : fr. 46.858 in 1927 : fr. 68.530
2) Revenu des capitaux <i>Inkomsten van roerende kapitalen</i> mobiliers	en 1920 : fr. 82.978 in 1927 : fr. 153.650
3) Bénéfice du capital investi <i>Winst op het aangewend kapitaal</i>	en 1920 : fr. 75.068 in 1927 : fr. 157.850
4) Traitements et salaires <i>Wedden en loonen</i>	en 1920 : fr. 79.450 in 1927 : fr. 158.200



10000

10000

10000

10000

D. Revenus combinés du tableau A.
Samengestelde inkomsten van de tabel A.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobilier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

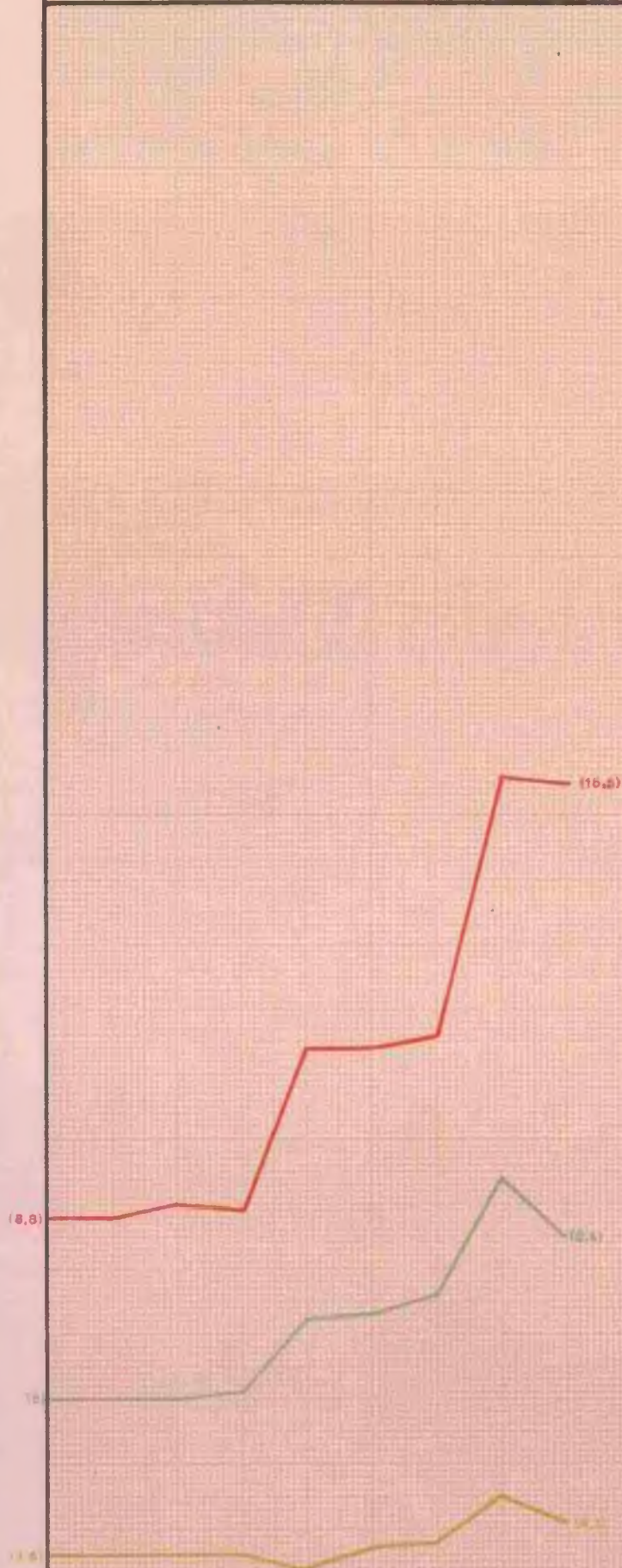
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
- 2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- 1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- 2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen
- Taxes sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

1) Revenu cadastral et reve- Kadastraal en roerende inkomen nus mobiliers	en 1920 : fr. 9.274 in 1927 : fr. 15.890
2) Bénéfices du capital investi Winst op het aangewend kapitaal et traitements et salaires en wedden en loonen	en 1920 : fr. 11.037 in 1927 : fr. 22.575
3) Les 4 sources de revenus De 4 bronnen der inkomsten	en 1920 : fr. 20.311 in 1927 : fr. 38.465



E. Revenus combinés du tableau B.
Samengestelde inkomsten van de tabel B.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het mobielier
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

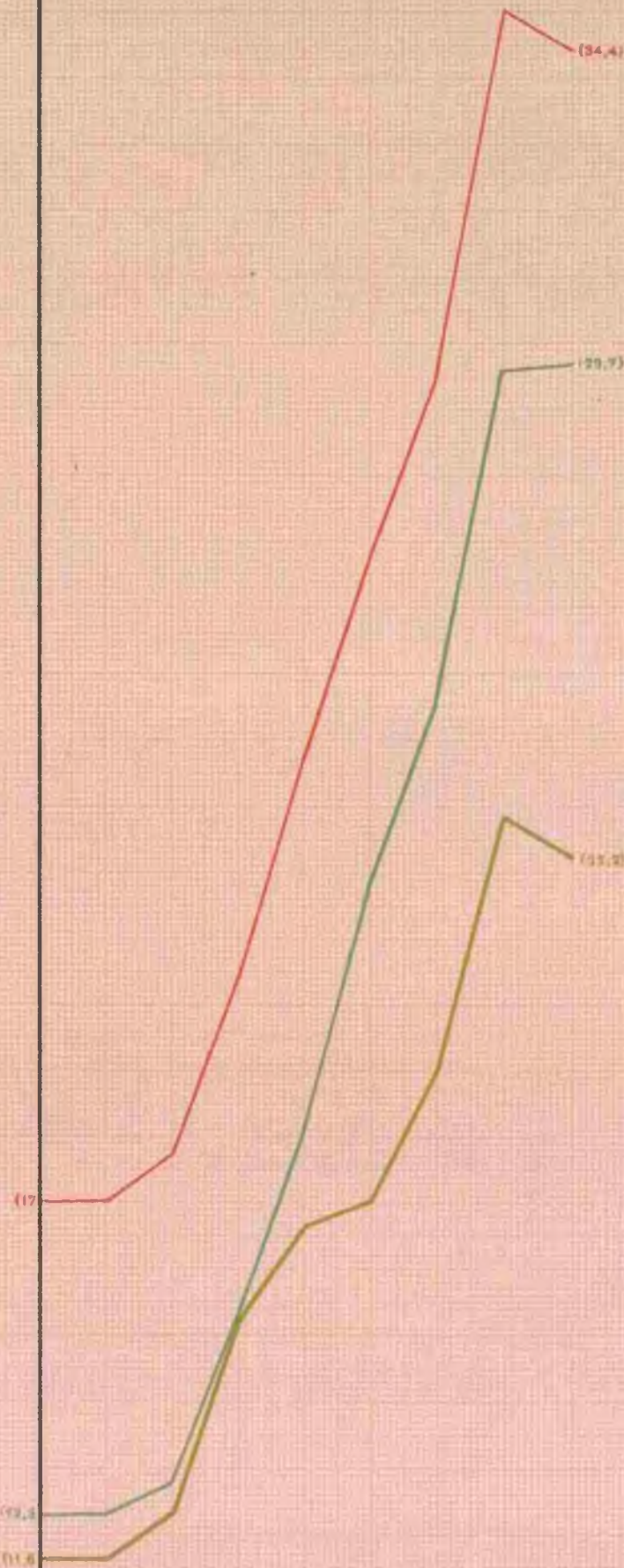
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
- 2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- 1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- 2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen
- Taxes sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

- | | |
|---|--|
| 1) Revenu cadastral et reve-
Kadastraal en roerende inkomen
nus mobiliers | en 1920 : fr. 64.918
in 1927 : fr. 111.090 |
| 2) Bénéfices du capital investi
Winst op het aangewend kapitaal
et traitements et salaires
en wedden en loonen | en 1920 : fr. 77.259
in 1927 : fr. 158.025 |
| 3) Les 4 sources de revenus
De 4 bronnen der inkomsten | en 1920 : fr. 142.177
in 1927 : fr. 269.115 |



F. Revenus combinés du tableau C.
Samengestelde inkomsten van de tabel C.

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe

1. Impôts cédulaires
Cedulaire belastingen
2. Surtaxe foncière
Buitengewone grondbelastingen
3. Additionnels provinciaux et communaux
Opcentiemen
4. Taxe de voirie
Wegenistaxe
5. Taxe sur le mobilier
Taxe op het meubilair
6. Supertaxe
Supertaxe

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

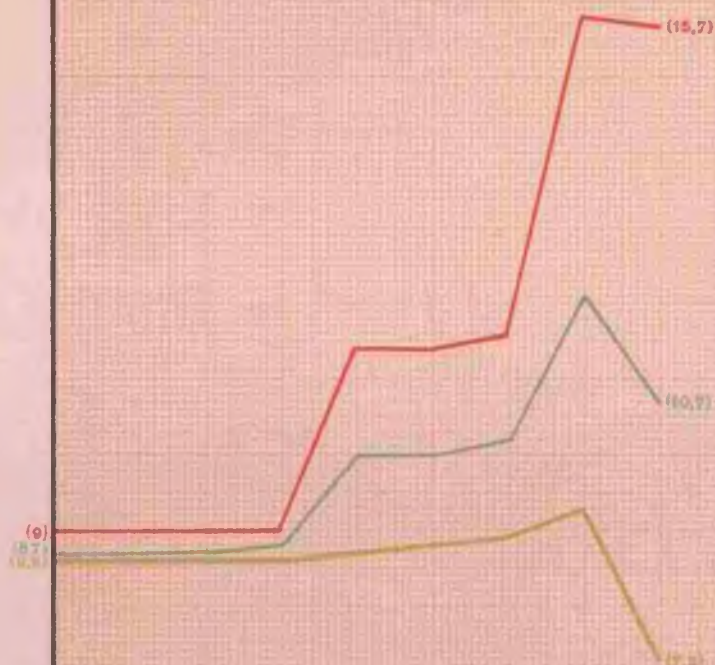
1920 - 1921 - 1922 - 1923 - 1924 - 1925 - 1926 - 1927

LÉGENDE :

- 1) taxe foncière
grondbelasting
- 2) taxe mobilière
belasting op roerende zaken
- 1) taxe sur le capital investi
belasting op het aangewend kapitaal
- 2) taxe sur les traitements et salaires
belasting op wedden en loonen
- Taxes sur les 4 sources de revenus
Belastingen op de 4 bronnen der inkomsten

Montant des Revenus
Bedrag van het Inkomen

- | | | |
|---|----------|--------------------|
| 1) Revenu cadastral et reve-
Kadastraal en roerende inkomen
nus mobiliers | en
in | 1920 : fr. 129.836 |
| | en
in | 1927 : fr. 222.180 |
| 2) Bénéfices du capital investi
Winst op het aangewend kapitaal
et traitements et salaires
en wedden en loonen | en
in | 1920 : fr. 154.518 |
| | en
in | 1927 : fr. 316.050 |
| 3) Les 4 sources de revenus
De 4 bronnen der inkomsten | en
in | 1920 : fr. 284.354 |
| | en
in | 1927 : fr. 538.230 |



Bijlage II.

1. Schommelingen van de goud-waarde van den frank.
2. Graphische tabel van de schommelingen der minima-inkomsten drie vrijgesteld zijn van de bedrijfsbelasting en van de supertaxe in de lokaliteiten waarvan de bevolking niet 5,000 inwoners bereikt.
3. Tabel van de schommelingen der minima-inkomsten die vrijgesteld zijn van de bedrijfsbelasting en van de supertaxe in de lokaliteiten waarvan de bevolking 5,000, 15,000, 30,000, 60,000 inwoners overschrijdt.
4. Schommelingen van het bedrag der bedrijfsbelasting en der supertaxe die de bedrijfsinkomsten van verschillend belang bezwaren.

Tabel I

Koers van den frank in verhouding tot den dollar van de V.-S. van Amerika.

Jaar.	Gemiddelde koers van den dollar.	Goud-waarde van den frank.
1920	13,77	0,376
1921	13,44	0,386
1922	13,17	0,393
1923	19,37	0,267
1924	21,80	0,287
1925	21,07	0,245
1926	31,93	0,162
1927	35,90	0,144

Dokumenten K.v.V

-

Documents C.d.R.

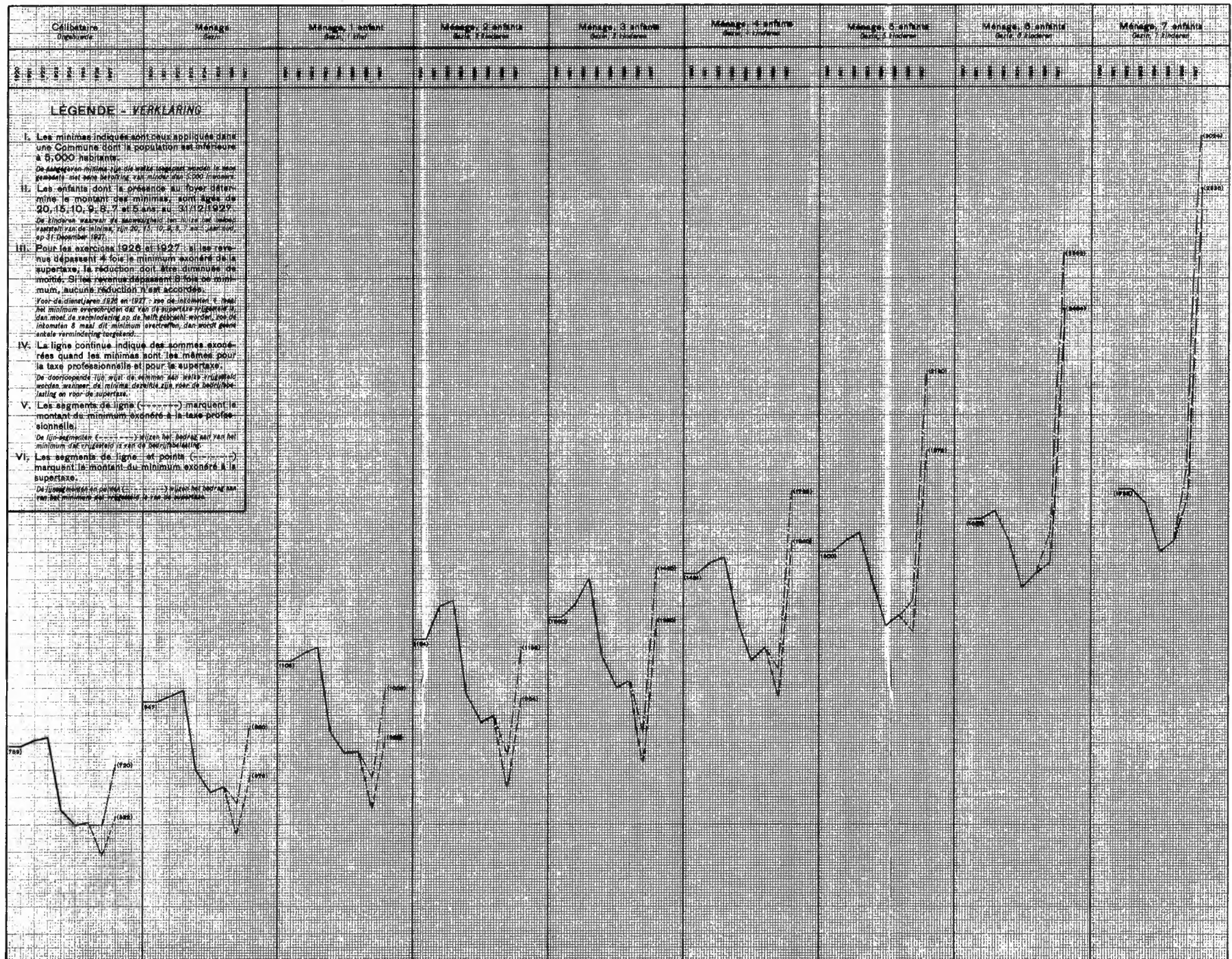
De volgende illustratie is
tevens beschikbaar in kleur.

-

*l' Illustration suivante est
également disponible en
version couleur*

Nr. 268

VALEUR EN FRANCS OR DES MINIMA DE REVENUS EXEMPTÉS
WAARDE IN GOUD-FRANK DER INKOMSTEN MINIMA VRIJGESTELD
DE LA TAXE PROFESSIONNELLE ET DE LA SUPERTAXE
VAN DE BEDRIJFSBELASTING EN VAN DE SUPERTAXE



DE LA TAXE PROFESSIONNELLE ET DE LA SUPERTAXE VAN DE BEDRIJFSBELASTING EN VAN DE SUPERTAXE

Célibataire <i>Ongehuwde</i>	Ménage <i>Gezin</i>	Ménage, 1 enfant <i>Gezin, 1 kind</i>	Ménage, 2 enfants <i>Gezin, 2 kinderen</i>	Ménage, 3 enfants <i>Gezin, 3 kinderen</i>	Ménage, 4 enfants <i>Gezin, 4 kinderen</i>	Ménage, 5 enfants <i>Gezin, 5 kinderen</i>	Ménage, 6 enfants <i>Gezin, 6 kinderen</i>	Ménage, 7 enfants <i>Gezin, 7 kinderen</i>
1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 LÉGENDE - VERKLARING I. Les minimas indiqués sont ceux appliqués dans une Commune dont la population est inférieure à 5.000 habitants. <i>De aangegeven minima zijn die welke toegepast worden in een gemeente met een bevolking van minder dan 5.000 inwoners.</i> II. Les enfants dont la présence au foyer détermine le montant des minimas, sont âgés de 20, 15, 10, 9, 8, 7 et 5 ans, au 31/12/1927. <i>De kinderen waarvan de aanwezigheid ten huize het beloop vaststelt van de minima, zijn 20, 15, 10, 9, 8, 7 en 5 jaar oud, op 31 December 1927.</i> III. Pour les exercices 1926 et 1927 : si les revenus dépassent 4 fois le minimum exonéré de la supertaxe, la réduction doit être diminuée de moitié. Si les revenus dépassent 8 fois ce minimum, aucune réduction n'est accordée. <i>Voor de dienstjaren 1926 en 1927 : zoo de inkomsten 4 maal het minimum overschrijden dat van de supertaxte vrijgesteld is, dan moet de vermindering op de helft gebracht worden; zoo de inkomsten 8 maal dit minimum overtreffen, dan wordt geene enkele vermindering toegekend.</i> IV. La ligne continue indique des sommes exonérées quand les minimas sont les mêmes pour la taxe professionnelle et pour la supertaxe. <i>De doorlopende lijn wijst de sommen aan welke vrijgesteld worden wanneer de minima dezelfde zijn voor de bedrijfsbelasting en voor de supertaxte.</i> V. Les segments de ligne (-----) marquent le montant du minimum exonéré à la taxe professionnelle. <i>De lijn-segmenten (-----) wijzen het bedrag aan van het minimum dat vrijgesteld is van de bedrijfsbelasting.</i> VI. Les segments de ligne et points (-----) marquent le montant du minimum exonéré à la supertaxe. <i>De lijnsegmenten en punten (-----) wijzen het bedrag aan van het minimum dat vrijgesteld is van de supertaxe.</i>								

Tabel 3.

Minimaal inkomsten in goud-frank) vrijgesteld van de bedrijfsbelasting en van de superlaxe in de gemeenten met 5,000 tot 15,000 inwoners inclusief.

(N. B. — De kinderen worden onderseld, op 31 December 1927, den leeftijd bereikt te hebben die aangegeven wordt in tabel 2).

	1920.		1921.		1922.		1923.		1924.		1925.		1926.		1927.	
	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.
Ongewuwd	902		926	926	943	943	640	640	568	568	588	588	437	583	590	792
Gezin.	1,082	1,082	1,111	1,111	1,131	1,131	801	801	711	711	735	735	534	680	748	950
Gezin. 1 kind.	1,263	1,263	1,296	1,296	1,320	1,320	961	961	853	853	882	882	631	777	907	1,108
Gezin. 2 kinderen.	1,353	1,353	1,422	1,422	1,509	1,509	1,121	1,121	995	995	1,029	1,029	729	874	1,065	1,267
Gezin. 3 kinderen.	1,443	1,443	1,574	1,574	1,603	1,603	1,281	1,281	1,137	1,137	1,176	1,176	826	972	1,353	1,555
Gezin. 4 kinderen.	1,624	1,624	1,667	1,667	1,697	1,697	1,441	1,441	1,279	1,279	1,323	1,323	1,069	1,215	1,641	1,843
Gezin. 5 kinderen.	1,714	1,714	1,760	1,760	1,792	1,792	1,602	1,602	1,422	1,422	1,470	1,470	1,312	1,458	2,073	2,275
Gezin. 6 kinderen.	"	"	1,852	1,852	1,886	1,886	1,762	1,762	1,564	1,564	1,487	1,487	1,555	1,701	2,505	2,707
Gezin. 7 kinderen.	"	"	"	"	1,980	1,980	1,922	1,922	1,706	1,706	1,764	1,764	1,798	1,944	2,973	3,139

Tabel 4.

Minima-inkomsten (bereken in goud-frank) die vrijgesteld zijn van de bedrijfsbelasting en van de supertaxe in de gemeenten van 15,000 tot 30,000 inwoners inclus.

(N. B. — De kinderen worden ondersield op 31 December 1927 den leeftijd te hebben bereikt welke aangeduid is op tabel 2).

	1920.		1921.		1922.		1923.		1924.		1925.		1926.		1927.	
	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.
Ongehuwd	1,015	1,015	1,042	1,042	1,061	1,061	720	720	639	639	661	661	502	680	648	864
Gezin	1,218	1,218	1,250	1,250	1,273	1,273	907	907	805	805	833	833	615	793	820	1,036
Gezin 1 kind.	1,421	1,421	1,459	1,459	1,485	1,485	1,068	1,068	948	948	980	980	729	907	933	1,209
Gezin 2 kinderen.	1,522	1,522	1,667	1,667	1,697	1,697	1,254	1,254	1,113	1,113	1,151	1,151	842	1,020	1,166	1,382
Gezin 3 kinderen.	1,624	1,624	1,771	1,771	1,803	1,803	1,441	1,441	1,279	1,279	1,323	1,323	955	1,134	1,454	1,670
Gezin 4 kinderen.	1,827	1,827	1,875	1,875	1,909	1,909	1,628	1,628	1,445	1,445	1,494	1,494	1,198	1,377	1,712	1,958
Gezin 5 kinderen.	"	"	1,928	1,928	2,016	2,016	1,788	1,788	1,587	1,587	1,641	1,641	1,441	1,620	2,174	2,390
Gezin 6 kinderen.	"	"	2,084	2,084	2,122	2,122	1,975	1,975	1,753	1,753	1,813	1,813	1,684	1,863	2,606	2,822
Gezin 7 kinderen.	"	"	"	"	2,228	2,228	2,162	2,162	1,919	1,919	1,984	1,984	1,927	2,106	3,038	3,254

Tabel 5.

Minimaal-inkomsten (berekend in goud-frank) die vrijgesteld zijn van de bedrijfsbelasting en van de superlaxe in de gemeenten van 30,000 tot 60,000 inwoners inclus.

(N. B. — De kinderen worden ondersteld op 31 December 1927 den leeftijd te hebben bereikt welke aangeduid is op tabel 2)

	1920		1921		1922		1923		1924		1925		1926		1927	
	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.
Ongehuwd	1,128	1,128	1,158	1,158	1,179	1,179	801	801	711	711	735	735	583	777	705	936
Gezin	1,353	1,353	1,425	1,425	1,414	1,414	987	987	876	876	906	906	712	907	892	1,123
Gezin 1 kind.	1,579	1,579	1,721	1,721	1,650	1,650	1,201	1,201	1,066	1,066	1,102	1,102	832	1,036	1,080	1,310
Gezin 2 kinderen.	1,692	1,692	1,852	1,852	1,886	1,886	1,388	1,388	1,232	1,232	1,274	1,274	972	1,147	1,267	1,497
Gezin 3 kinderen.	1,761	1,761	1,968	1,968	2,004	2,004	1,602	1,602	1,422	1,422	1,470	1,470	1,101	1,296	1,569	1,785
Gezin 4 kinderen.	2,030	2,030	2,084	2,084	2,122	2,122	1,788	1,788	1,587	1,587	1,641	1,641	1,344	1,539	1,813	2,073
Gezin 5 kinderen.	2,091	2,091	2,200	2,200	2,240	2,240	2,002	2,002	1,777	1,777	1,837	1,837	1,587	1,782	2,275	2,505
Gezin 6 kinderen.	"	"	2,316	2,316	2,358	2,358	2,189	2,189	1,943	1,943	2,009	2,009	1,830	2,025	2,707	2,937
Gezin 7 kinderen.	"	"	"	"	2,475	2,475	2,303	2,303	2,133	2,133	2,205	2,205	2,073	2,264	3,139	3,369

Tabel 6.

Minima-inkomsten (berekend in goud-frank) die vrijgesteld zijn van de bedrijfs-
lasten en van de supertaxe in de gemeenten waar de bevolking meer dan
60,000 inwoners tellt.

(N. B. — De kinderen worden onderscheid op 31 December 1927 leeftijd te hebben bereikt welke
aangeduid is op tabel 2.)

	1920.		1921.		1922.		1923.		1924.		1925.		1926.		1927.	
	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.	T. P.	S.
Ongehuwd	1,353	1,353	1,389	1,389	1,414	1,414	961	961	853	853	882	882	648	874	806	1,080
Gezin	1,624	1,624	1,667	1,677	1,698	1,698	1,201	1,201	1,066	1,066	1,102	1,102	793	1,020	1,224	1,296
Gezin 1 kind.	1,895	1,895	1,945	1,945	1,980	1,980	1,441	1,441	1,279	1,279	1,323	1,323	939	1,166	1,238	1,512
Gezin 2 kinderen.	2,030	2,030	2,223	2,223	2,263	2,263	1,682	1,682	1,493	1,493	1,543	1,543	1,085	1,312	1,454	1,728
Gezin 3 kinderen.	2,165	2,165	2,362	2,362	2,405	2,405	1,922	1,922	1,706	1,706	1,764	1,764	1,231	1,458	1,742	2,016
Gezin 4 kinderen.	2,436	2,436	2,501	2,501	2,546	2,546	2,162	2,162	1,919	1,919	1,984	1,984	1,474	1,701	2,030	2,304
Gezin 5 kinderen.	2,571	2,571	2,640	2,640	2,688	2,688	2,403	2,403	2,133	2,133	2,205	2,205	1,717	1,944	2,462	2,736
Gezin 6 kinderen.	»	»	2,779	2,779	2,829	2,829	2,643	2,643	2,346	2,346	2,425	2,425	1,960	2,187	2,894	3,168
Gezin 7 kinderen.	»	»	»	»	2,971	2,971	2,883	2,883	2,559	2,559	2,646	2,646	2,203	2,430	3,326	3,600

Tabel 8.

Bedrag der belastingen verschuldigd voor een bruto-bedrijfsinkomen van 20,000 frank (wedden, loonen of pensioenen) door een gehuwden schatplichtige met twee kinderen in eene gemeente met minder dan 5,000 inwoners.

Bruto-inkomen.	Jaar.	Zuiver inkomen.		Belastingen.							
		B. B.	Sup.	B. B.	t. h.	Bijz. taxe.	t. h.	Sup.	t. h.	Totaal	t. h.
		a)	a)	a)		a)		a)		a)	
<i>b; in goud-frank.</i>		b)	b)	b)		b)		b)		b)	
20,000	1920	18,000	18,000	527	»			154	»	684	»
7,520		6,768	6,768	198.15	2.63			59.44	0.77	257.59	3.40
	1921	17,500	17,300	499	»			143	»	642	»
7,720		6,755	6,677	192.61	2.50			56.20	0.71	348.81	3.21
	1922	17,500	17,300	499	»	125	»	143	»	767	»
7,860		6,877	6,798	196.10	2.50	33.37	0.62	38.18	0.71	267.65	3.83
	1923	17,400	17,300	480	»	120	»	192	»	792	»
5,340		4,645	4,619	128.16	2.40	28.44	0.60	45.50	0.96	202.10	3.96
	1924	17,400	17,300	480	»	120	»	192	»	792	»
4,740		4,123	4,100	113.76	2.40	29.40	0.60	47.04	0.96	192.20	3.96
	1925	17,400	17,300	480	»	120	»	192	»	792	»
4,900		4,263	4,238	117.60	2.40	19.44	0.60	47.04	0.96	184.08	2.96
	1926	16,200	14,400	420	»	105	»	128	»	653	»
3,240		2,624	2,339	68.04	2.10	15.12	0.52	20.73	0.64	103.89	3.26
	1927	16,300	14,500	289	»	72	»	54	»	434	»
2,880		2,347	2,088	41.62	1.44	10.37	0.38	7.78	0.27	62.49	2.17
	1928	16,400	14,600	163	»	41	»	55	»	290	»
2,880		2,361	2,102	23.47	0.81	5.90	0.20	7.92	0.28	41.76	1.45

Tabel 9.

Bedrag der belastingen verschuldigd voor een bruto bedrijfsinkomen van 50,000 frank (weden. loonen of pensioenen) door een gehuwden schatplichtige met drie kinderen in een gemeente met minder dan 5,000 inwoners.

Bruto-inkomsten.	Biensjaren.	Zuiver inkomen.		Belastingen.							
		B. B.	Sup.	B. B.	T. h.	Bijz. Taxe.	T. h.	Sup.	T. h.	Totaal.	T. h.
a) in papier-fr.		a)	a)	a)		a)		a)		a)	
b) in goud-frank.		b)	b)	b)		b)		b)		b)	
50,000	1920	45,000	45,000	2,417	»	—	—	1,036	»	3,453	»
					4.83		—		2.07		6.90
48,800		46,920	46,920	908.79		—		399.89		1,308.68	
49,300	1921	42,600	41,600	2,196	»	—	—	879	»	3,075	»
					4.39		—		1.76		6.15
↓		46,443	46,037	847.65		—		345.44		1,193.09	
49,650	1922	42,800	41,900	2,214	»	553	»	893	»	3,660	»
					4.42		1.11		1.78		7.31
↓		46,820	46,466	870.10		147.65		238.43		1,256.18	
49,350	1923	42,800	41,900	2,199	»	550	»	958	»	3,707	»
					4.40		1.40		1.92		7.42
↓		41,427	41,187	587.13		130.35		227.04		944.52	
44,850	1924	42,800	41,900	2,199	»	550	»	958	»	3,707	»
					4.40		1.10		1.92		7.42
↓		40,143	39,930	521.16		134.75		234.71		890.62	
42,250	1925	42,800	41,900	2,199	»	550	»	958	»	3,707	»
					4.40		1.10		1.92		7.42
↓		40,483	40,265	538.75		89.10		234.71		862.56	
38,100	1926	41,000	36,300	2,210	»	552	»	731	»	3,493	»
					4.42		1.10		1.46		6.98
↓		6,642	5,880	358.02		79.48		148.42		555.92	
7,200	1927	41,000	36,300	1,985	»	196	»	431	»	2,612	»
					3.97		0.99		0.86		5.82
↓		3,904	3,227	285.84		71.42		62.06		419.32	
7,200	1928	41,100	36,500	1,227	»	307	»	436	»	1,970	»
					2.45		0.51		0.87		3.93
↓		3,978	3,256	176.69		44.20		62.78		283.67	

Tabel 10.

Bedrag der belastingen verschuldigd voor een bruto-bedrijfsin komen van 100,000 frank (wedden, loonen of pensioenen) door een gehuwden schatplichtige met drie kinderen in eene gemeente van minder dan 5000 inwoners.

Bruto inkomen	Dienstjaar.	Zuiver inkomen		Belastingen.							
		B. B.	Sup.	B. B.	t. h.	Bijzond. taxe	t. h.	Sup.	t. h.	Totaal	t. h.
		a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)	a) b)
a) in papier-frank.											
b) in goud-fr.											
a) 100,000	1920	90,000	90,000	6,902	» 6.90	—	—	4,667	» 4.67	11,569	» 11.57
b) 37,600		33,840	33,840	2,595.15	6.90	—	—	1,801.46	4.67	4,396.61	11.57
a) 100,000	1921	83,100	78,400	6,207	» 6.20	—	—	3,432	» 3.43	9,639	» 9.64
b) 38,600		32,076	30,262	2,395.90	6.20	—	—	1,348.78	3.43	3,744.68	9.64
a) 100,000	1922	83,800	80,400	6,277	» 6.27	1,569	» 1.57	3,624	» 3.62	11,470	» 11.47
b) 39,300		32,933	31,597	2,466.86	6.27	418.92	1.57	967.60	3.62	3,853.38	11.47
a) 100,000	1923	83,000	79,400	6,182	» 6.18	1,545	» 1.54	3,845	» 3.84	11,572	» 11.57
b) 26,700		22,161	21,199	1,650.59	6.18	366.16	1.54	911.26	3.84	2,928.01	11.57
a) 100,000	1924	83,000	79,400	6,182	» 6.18	1,545	» 1.54	3,845	» 3.84	11,572	» 11.57
b) 23,700		19,671	21,199	1,465.13	6.18	378.52	1.54	942.02	3.84	2,785.67	11.57
a) 100,000	1925	83,000	79,400	6,182	» 6.18	1,545	» 1.54	3,845	» 3.84	11,572	» 11.57
b) 24,500		20,335	19,453	1,514.59	6.18	250.29	1.54	940.25	3.84	2,705.13	11.57
a) 100,000	1926	82,300	70,200	6,340	» 6.34	1,585	» 1.58	2,959	» 2.96	10,884	» 10.88
b) 16,200		13,332	11,372	1,027.08	6.34	228.24	1.58	479.36	2.96	1,734.64	10.88
a) 100,000	1927	82,100	70,900	5,889	» 5.88	1,472	» 1.47	1,840	» 1.81	9,171	» 9.88
b) 14,400		11,822	10,202	848.02	5.88	211.97	1.47	260.64	1.81	1,320.63	9.88
a) 100,000	1928	82,600	70,800	4,262	» 4.26	1,065	» 1.06	1,805	» 1.80	7,132	» 7.13
b) 14,400		11,894	10,195	613.72	4.26	153.36	1.06	259.92	1.80	1,027	» 7.13

Tabel 11

Bedrag der belastingen verschuldigd voor een *bruto-bedrijfsinkomen van 200,000 frank* (wedden, loonen of pensioen) door een gehuwden schatplichtige met drie kinderen in eene gemeente met minder dan 5,000 inwoners.

Bruto-inkomsten		Diens jaren.	Zuiver inkomen.		B. lastingen.							
			B. B.	Sup.	B. B.	P. c.	Bijz. taxe.	P. c.	B. T.	P. c.	Totaal	P. c.
a) in papier-frank		a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)
b) in goud-frank.		b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)
a)	200,000	1920	180,000	180,000	15,902	7.95	—	—	21,467	10.73	37,369	18.68
b)	75,200		67,680	67,680	5,979.15	7.95	—	—	8,127.24	10.73	14,106.39	18.68
a)	200,000	1921	164,100	142,600	14,307	7.15	—	—	12,986	6.49	27,293	13.64
b)	77,200		63,342	55,043	5,522.50	7.15	—	—	5,403.50	6.49	10,626	13.64
a)	200,000	1922	163,700	152,700	14,467	7.23	9,617	1.80	15,089	7.54	33,173	16.58
b)	78,600		65,120	60,011	5,685.53	7.23	965.74	1.80	4,028.76	7.54	10,680.03	16.58
a)	200,000	1923	163,700	148,600	14,252	7.12	3,563	1.78	15,085	7.54	32,900	16.45
b)	53,400		43,707	39,676	3,805.28	7.12	844.43	1.78	3,575.14	7.54	8,224.85	16.45
a)	200,000	1924	164,000	148,900	14,282	7.14	3,570	1.78	15,150	7.57	33,002	16.50
b)	47,400		38,868	35,289	3,384.83	7.14	874.65	1.78	3,711.75	7.57	7,971.23	16.50
a)	200,000	1925	164,000	148,900	14,282	7.14	3,570	1.78	15,150	7.75	33,002	16.50
b)	49,000		40,180	36,480	3,499.09	7.14	578.34	1.78	3,711.75	7.75	7,789.18	16.50
a)	200,000	1926	172,100	147,000	15,320	7.66	3,830	1.91	14,772	7.38	33,922	16.96
b)	32,400		27,880	23,814	2,481.84	7.66	551.52	1.91	2,393.07	7.38	5,426.42	16.96
a)	200,000	1927	170,900	147,300	14,325	7.16	3,581	1.79	8,218	4.10	26,124	13.01
b)	28,800		24,609	21,081	2,062.80	7.16	515.66	1.79	1,183.39	4.10	3,761.85	13.01
a)	200,000	1928	172,200	154,000	12,774	6.38	3,193	1.59	9,000	4.50	24,967	12.48
b)	28,800		24,796	22,176	1,839.45	6.38	459.79	1.59	1,296	4.50	3,595.24	12.48

Tabel 12.

Bedrag der belastingen verschuldigd voor een *bruto-bedrijfsinkomen van 1,000,000 frank* (wedden, loonen of pensioen) door een gehuwden schatplichtige met drie kinderen in eene gemeente met minder dan 5,000 inwoners.

Bruto-inkomsten.	Dienstjaren.	Zuiver inkomen.		Belastingen.							
		B. P.	Sup.	B. P.	t. h.	B. T.	t. h.	Sup.	t. h.	Totaal	t. h.
		a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)
a) in papier-fr.		a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)	a)
b) in goud-frank.		b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)	b)
a) 1,000,000	1920	900,000	900,000	87,902	8.79	—	—	194,267	19.42	282,169	28.21
b) 376,000		338,400	338,400	33,051	8.79	—	—	74,987	19.42	108,038	28.21
a) 1,000,000	1921	812,400	617,800	79,107	7.91	—	—	126,538	12.65	205,645	20.56
b) 386,000		313,470	238,470	30,535	7.91	—	—	49,729	12.65	80,264	20.56
a) 1,000,000	1922	820,900	694,400	79,987	8. n	19,997	2. n	144,922	14.49	244,906	24.49
b) 393,000		322,613	272,899	31,435	8. n	5,339	2. n	38,694	14.49	75,468	24.49
a) 1,000,000	1923	870,000	725,000	84,882	8.49	21,220	2.12	187,583	18.76	293,685	29.37
b) 267,000		232,290	193,575	22,665	8.49	5,029	2.12	44,457	18.76	72,149	29.37
a) 1,000,000	1924	863,900	676,300	84,272	8.43	21,068	2.10	172,973	17.30	278,313	27.83
b) 237,000		204,744	160,283	19,972	8.43	5,161	2.10	42,378	17.30	67,511	27.83
a) 1,000,000	1925	864,700	691,700	84,352	8.43	21,088	2.10	177,593	17.76	283,033	28.30
b) 245,000		211,851	169,466	20,666	8.43	3,416	2.10	43,510	17.76	67,592	28.30
a) 1,000,000	1926	884,600	697,000	86,570	8.65	21,642	2.16	179,225	17.92	287,437	28.74
b) 162,000		143,305	112,914	14,024	8.65	3,146	2.16	29,034	17.92	46,174	28.74
a) 1,000,000	1927	881,800	692,700	81,861	8.49	20,465	2.05	137,960	13.79	240,286	24.03
b) 144,000		126,979	99,748	11,788	8.49	2,947	2.05	19,866	13.79	34,601	24.03
a) 1,000,000	1928	882,300	734,300	84,456	8.45	21,114	2.11	147,440	14.74	253,010	25.30
b) 144,000		127,051	105,739	12,162	8.45	3,040	2.11	21,231	14.74	36,433	25.30

De bedrijfsbelasting wordt toegepast... bij schijven van *jaarlijksche inkomsten van 7,500 frank* en minder...

Het bedrag wordt bepaald op 2 t. h. voor de eerste schijf en vermeerderd geleidelijk met 1 t. h. voor elke nieuwe schijf zonder 10 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der inkomsten boven 67,500 frank.

Bestaand stelsel.		Stelsel van het wetsontwerp		Voorgesteld stelsel.]	
Schijven.	Belasting.	Schijven.	Belasting.	Schijven.	Belasting.
5,000	100			7,500	150
10,000	250	10,000	200	15,000	375
20,000	700	20,000	500	22,500	675
30,000	1,350	30,000	900	30,000	1,050
				37,500	1,500
40,000	(1) 2,200	40,000	1,400	45,000	2,025
50,000	3,200	50,000	2,000	52,500	2,625
60,000	4,200	60,000	2,700	60,000	3,300
				(3) 65,000	3,975
90,000	5,200	70,000	3,500	75,000	4,725
80,000	6,200	(2) 80,000	4,400	82,500	5,475
70,000	7,200	90,000	5,400	90,000	6,225
400,000	38,200	400,000	36,400	400,000	36,225
800,000	78,200	800,000	86,400	800,000	75,225

(1) Het bedrag mag 10 t. h. per schijf niet meer overschrijden.

() Het bedrag zou 10 t. h. per schijf niet mogen overschrijden.

(3) Het bedrag zal 10 t. h. per schijf niet mogen overschrijden.